

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA QUESTION DES BUREAUX DE PLACEMENT

LOI DE 1904. — SES RÉSULTATS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue le Jeudi 13 Juin 1912, à 3 heures

PAR

MARCEL LAVIEUVILLE

Président: M. JAY, professeur.

*Suffragants: { M. LESEUR, professeur.
 { M. CAPITANT, professeur.*

PARIS

A. PÉDONE, ÉDITEUR

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, RUE SOUFFLOT, 13

1912

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA QUESTION DES BUREAUX DE PLACEMENT

LOI DE 1904. — SES RÉSULTATS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue le Jeudi 13 Juin 1912, à 3 heures

PAR

MARCEL LAVIEUVILLE

Président: M. JAY, professeur.

*Suffragants: { M. LESEUR, professeur.
 { M. CAPITANT, professeur.*



PARIS

A. PEDONE, ÉDITEUR

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, RUE SOUFFLOT, 13

1912



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41550227_0022

INTRODUCTION

Le 14 mars 1904, le parlement votait une loi sur les bureaux de placement qui porte le titre de : « Loi relative au placement des employés des deux sexes et de toutes professions ». Cette loi abrogeait tacitement le décret du 25 mars 1852, permettait à l'administration de supprimer, moyennant une juste indemnité, les bureaux payants, et encourageait par des mesures multiples les œuvres de placement gratuit.

Ainsi que nous aurons l'occasion de le signaler au cours de notre étude, la loi du 14 mars 1904 avait été motivée par les abus trop réels que l'on était en droit de reprocher aux placeurs. De l'avis de tous, le régime institué par le décret de 1852 devait céder la place à un régime plus soucieux des droits de l'ouvrier, plus en harmonie avec les idées de justice et de fraternité, plus respectueux aussi de la dignité humaine. L'objet de notre étude sera l'examen de l'œuvre du parlement et des résultats auxquels elle a abouti.

La loi du 14 mars 1904, soulevait des questions so-

ciales de la plus haute importance, mettait aux prises le capital et le travail, cherchait à rapprocher les salariés et les patrons. C'étaient autant de raisons pour qu'elle ne laissât pas indifférente l'opinion publique. Elle eut pour destin de ne satisfaire personne. Les ouvriers lui reprochèrent d'avoir laissé subsister les bureaux payants qu'il aurait fallu impitoyablement sacrifier, les employeurs l'accusèrent d'être un instrument de haine entre les classes et une manifestation nouvelle du socialisme d'Etat. Sa longue élaboration avait mécontenté les travailleurs ; ne répondant pas aux espérances qu'elle avait fait naître, elle exaspéra les passions et provoqua de sanglantes émeutes.

Une telle loi devait donner lieu à de nombreux commentaires. Elle a été, en effet, étudiée et analysée avec beaucoup de soin et de détails dans les diverses revues d'économie politique ; elle fut également prise plusieurs fois comme sujet de thèse de doctorat. Toutefois, il nous a paru qu'elle pouvait comporter encore quelques développements et prêter à quelques réflexions.

Tout d'abord, malgré le vote de cette loi et peut-être à cause de ce vote, la question des bureaux de placement est toujours d'actualité. Les organes des syndicats ouvriers et les journaux socialistes, ne cessent de partir en guerre contre les bureaux payants

qui existent encore et l'homme qui a été peut-être leur adversaire le plus ardent, bien que n'appartenant pas au parti socialiste, nous voulons parler de M. Georges Berry, a été leur interprète en déposant, au mois de février dernier, une nouvelle proposition tendant à la suppression sans indemnité, dans les six mois de sa promulgation, de tous les bureaux de placement payants. Dans son exposé de motifs, M. Georges Berry s'efforce de démontrer que l'exploitation des travailleurs par les tenanciers de ces bureaux est aussi odieuse qu'avant la loi nouvelle et qu'il y a un péril national à laisser subsister le système actuel parce que les placeurs réservent leurs faveurs aux étrangers qui chassent nos nationaux des maisons où ils travaillent. N'est-ce pas la preuve évidente que l'apaisement ne s'est pas fait et que nous sommes toujours en face de la même haine des salariés vis-à-vis des intermédiaires qui vivent à leurs dépens ?

Puis, pour la première fois depuis 1904, il a été procédé par les soins de l'Office du Travail à une grande enquête sur les résultats de cette loi. Entreprise à la fin de 1906, cette enquête a été terminée en septembre 1908 et, bien que restreinte aux conditions dans lesquelles le placement s'opère à Paris, ce qui ne nous permet pas d'avoir, à l'heure actuelle, une vue d'ensemble sur la situation générale du pays,

elle n'en offre pas moins pour nous un intérêt de premier ordre. Cette enquête a démontré que s'il y avait beaucoup à reprocher aux bureaux payants, tout n'était pas non plus parfait dans l'organisation du placement gratuit et qu'ici encore des réformes sérieuses s'imposaient.

Enfin, à une date toute récente, le 25 octobre 1911 un décret est venu déterminer les conditions dans lesquelles les subventions prévues par l'article 119 de la loi des finances du 13 juillet 1911 pouvaient être accordées aux bureaux municipaux, et une circulaire du 15 novembre 1911 qui marque une date importante dans l'histoire du placement, a indiqué aux administrations municipales les règles qu'elles devaient suivre dans l'organisation et le fonctionnement de ces bureaux.

Telles sont les raisons pour lesquelles nous avons cru devoir revenir après tant d'autres sur cette question. Après avoir rappelé en quelques pages l'histoire du placement et retracé, avec l'ampleur que mérite le sujet, la genèse si longue et si pénible de la loi nouvelle, nous entrerons dans l'examen même de cette loi ; enfin, nous consacrerons aux résultats auxquels elle a abouti, des développements suffisants et formulerons, en connaissance de cause, les critiques auxquelles elle peut donner lieu en même temps

que nous indiquerons les réformes que nous paraît comporter la situation actuelle du placement en France. Mais auparavant, il ne sera peut-être pas inutile de faire ressortir en quelques pages l'importance de la question du placement.

Importance de la question du placement

Il n'y a peut-être pas dans le droit industriel de question plus grave pour les travailleurs, en prenant ce mot dans son sens le plus étendu, que la question du placement, car c'est d'elle que dépend la solution de ces deux grands problèmes sociaux : organisation du travail et chômage.

On sent, de plus en plus, le besoin d'une organisation du travail ; il paraît de plus en plus nécessaire d'améliorer les rapports des capitalistes et des salariés, de procurer dans les meilleures conditions possibles au commerce et à l'industrie, la main-d'œuvre qui leur est indispensable et de garantir, en même temps, aux ouvriers et employés des salaires suffisants pour assurer leur existence et celle de leur famille. Ni l'un ni l'autre de ces buts ne pourront être atteints avant que l'on ne soit parvenu à combattre le chômage.

Le chômage est un mal contre lequel il faut lutter dans l'intérêt du travailleur et dans celui de la société. Par lui, le travailleur, privé du salaire néces-

saire à son existence et à celle des siens, se voit réduit à une situation misérable. Et le sort de l'ouvrier sans travail est d'autant plus digne de pitié que, le plus souvent, s'il ne fait pas usage de son activité, ce sera pour des causes indépendantes de sa volonté. En outre, le chômage n'est pas seulement pour le travailleur un mal actuel et passager ; il a pour lui souvent des conséquences cruelles. L'ouvrier qui en est victime, en ne réalisant aucun bénéfice, sera presque toujours dans l'impossibilité d'effectuer aux institutions de prévoyance et d'assurance les versements qui lui permettront de se garantir contre les conséquences des maladies et des accidents, de la vieillesse et de la mort.

Le chômage est également un mal social. Dépourvus des ressources que leur procurait le travail, les salariés tombent bientôt avec leurs familles à la charge de l'Assistance publique, et l'Etat, le département, la commune se voient obligés de subvenir à leurs besoins, d'où une augmentation très sensible de leur budget, augmentation qui pèse sur la masse des contribuables. Le chômage, chose plus grave encore, crée de véritables armées de sans travail qui constituent un péril redoutable pour la nation et provoquent trop souvent des crises économiques, voire même des émeutes sanglantes comme celles de juin 1848.

Nous n'avons pas à nous occuper plus longuement ici du chômage. Cette question si importante, qui a donné lieu à des travaux considérables et à l'élaboration des théories les plus diverses, ne rentre pas dans le cadre de cette thèse. Si au début de cette étude, nous avons cru devoir en parler, c'est que, jusqu'à l'heure actuelle, le placement nous paraît être le remède le plus efficace contre le chômage. Toutefois, il ne faudrait pas exagérer l'importance de cette institution et croire que le placement pourrait amener la disparition du chômage. Celui-ci, qui nous paraît être une conséquence de la grande industrie et de la concentration des capitaux aux mains d'une classe privilégiée, trouve ses sources directes dans l'organisation sociale actuelle, et ce n'est pas le placement, si parfait qu'il puisse être, qui pourra le faire disparaître. Tout au plus en atténuera-t-il les rigueurs et le rendra-t-il moins fréquent (1).

Mais, même restreint dans les limites qu'il ne saurait dépasser dans notre état économique actuel, le placement bien organisé n'en est pas moins destiné à rendre de grands services. Il semble même qu'avec les idées sociales modernes, il doive être appelé à un

(1) « Le placement, dit M. Gide, est un remède très modeste et simplement préventif par lequel on cherche à diminuer les cas de chômage en procurant du travail aux ouvriers qui en manquent ».

essor considérable dans un temps très rapproché, car il nous paraît du devoir de la société moderne, en vertu de la grande conception de la solidarité qui lie ses membres, de s'efforcer d'atténuer les rigueurs du sort dont souffre la classe ouvrière et d'assurer à celle-ci une vie toujours meilleure (1).

Le problème du placement est de tous les temps et de tous les pays, mais il est incontestable qu'il n'a jamais présenté un intérêt plus grand qu'à l'heure actuelle. Dans notre ancien droit, au temps où l'on ne connaissait pas la grande industrie, le chômage ne frappait qu'un nombre restreint d'ouvriers et d'employés ; aujourd'hui, les crises industrielles et commerciales laissent sans ressources des milliers de travailleurs. D'autre part, l'ouvrier qui n'a d'autres ressources pour vivre que ses bras a, plus que jamais, besoin qu'on lui vienne en aide parce qu'il est perdu

(1) « La doctrine de la solidarité conduit encore à cette conséquence que l'État est obligé de faire certaines lois. Il est obligé de mettre la puissance dont il dispose au service de la solidarité sociale, par conséquent, il est obligé, par le droit lui-même, de faire toutes les lois qui assurent à chacun la possibilité matérielle et morale de collaborer à la solidarité sociale et, par exemple, de faire des lois assurant à chacun gratuitement un minimum d'enseignement, assurant les ressources suffisantes pour vivre à tout individu incapable de se les procurer par son travail, et enfin des lois permettant à tout individu qui peut et veut travailler de se procurer du travail ». Duguit, *Manuel de droit constitutionnel*, p. 474.

dans les grandes agglomérations industrielles et passe souvent sans l'apercevoir à côté du travail qu'il recherche.

Enfin, il ne faut pas oublier que l'assurance contre le chômage, qui est appelée à rendre les plus grands services, ne pourra remplir son but que lorsque l'institution du placement sera elle-même organisée sur des bases solides et viendra alléger les charges qui pèseront sur l'assurance en s'efforçant de placer les ouvriers et employés sans travail.

Telles sont les raisons qui expliquent que depuis un certain nombre d'années des hommes de tous les partis, sans distinction d'origine ou de religion, ont uni leurs efforts pour arriver à la solution de ce problème social qu'est la question du placement.

Ces diverses idées que nous venons de développer, un député, M. Arnauld Dubois, les a mises en lumière dans un rapport déposé à la Chambre des députés dans la séance du 9 avril 1892, et dont nous extrayons le passage suivant : « En un temps où tout ce qui touche au travail, au salaire, à la situation, à l'intérêt matériel et moral de l'ouvrier, attire, préoccupe et passionne, cette question du placement d'où dépend la première bouchée de pain, doit d'autant plus attirer et mériter notre attention que le travailleur, au sein de nos grandes agglomérations, est de

plus en plus isolé, perdu, anonyme, passé à l'état de poussière humaine. Nul, d'où qu'il vienne, ne contestera que celui qui n'a pour tout avoir que ses deux bras, n'ait un intérêt vital à en trouver un facile, prompt et économique emploi. Et on ne peut nier non plus que cet intérêt ne lui soit commun avec la société tout entière. Si le travail enrichit celle-ci, s'il la fortifie et la moralise, le chômage, au contraire, l'alanguit, la trouble et la menace. »

Le placement est donc aujourd'hui, personne ne le conteste, une institution d'une utilité incontestable. Comment se réalisera-t-il ? C'est un point qu'il importe de fixer dès maintenant.

On distingue plusieurs sortes de placement. La première division qui se présente à l'esprit, est celle-ci : le placement peut se faire sans intermédiaire ou avec intermédiaire. Dans le placement sans intermédiaire, tantôt les ouvriers se transportent aux ateliers et magasins des patrons pour leur offrir leurs services, tantôt ils se rendent, à des jours déterminés, sur certaines places où ils s'abouchent avec les patrons. Dans le placement avec intermédiaire, ou les ouvriers mettent à profit leurs relations, celles de leurs fournisseurs surtout, ou ils ont recours à la publicité dans les journaux, ou enfin ils s'adressent

à un intermédiaire professionnel qui sera le bureau de placement, leur syndicat ou la bourse du travail.

Ce n'est pas à cette première division que nous nous arrêterons, malgré son importance, parce qu'elle ne paraît pas avoir préoccupé le législateur de 1904.

Une seconde division, celle qui nous servira de guide, est la division des institutions de placement en institutions de placement payé et institutions de placement gratuit. Les premières sont dirigées par des intermédiaires qui exigent une rétribution soit des travailleurs qui s'adressent à eux, soit des patrons auxquels ils fournissent la main-d'œuvre. Les secondes procurent gratuitement le travail aux ouvriers. Disons tout de suite, sauf à y revenir longuement plus tard, que de ces deux systèmes celui qui présente le plus d'avantages est celui du placement gratuit. Le placement payant est mauvais parce qu'il dégénère fatalement en spéculation et parce que le droit établi au profit du placeur retombe toujours en fait sur l'ouvrier, alors même qu'on l'impose au patron.

Le placement gratuit est donc le seul qui soit conforme à l'idéal de justice et d'équité que doit poursuivre le législateur. Malheureusement, comme nous aurons l'occasion de l'indiquer, il n'a pas jusqu'ici, malgré la tentative de 1904, répondu aux espérances qu'on avait conçues, et, pour des causes diverses, dans un certain nombre de professions, ce sont encore les

bureaux de placement payants qui, en dépit des abus auxquels ils donnent lieu, attirent la majeure partie de la clientèle.

Il importe toutefois, à cet égard, d'éviter une exagération. On est assez porté à attribuer aux bureaux de placement, une importance qu'ils n'ont pas. Le domaine des travailleurs est extrêmement vaste, même si on cherche à le limiter à ce qu'on est convenu d'appeler les ouvriers, les employés, et les domestiques. Or, le simple examen des faits nous amène à cette constatation que, pour la plus importante de ces catégories, les ouvriers, les bureaux de placement n'ont que rarement servi d'intermédiaire entre les travailleurs et les patrons. La grande industrie qui a pris un essor si considérable au cours du XIX^e siècle, spécialement en Angleterre, en Allemagne et en France n'a pas eu besoin de s'adresser à eux pour embaucher la main-d'œuvre qui lui était nécessaire ; cette main-d'œuvre s'est offerte elle-même, attirée qu'elle était par la perspective d'un gain quotidien à réaliser, et c'est pour une large part encore de cette façon que se recrute le personnel ouvrier des usines.

Sous l'ancien régime, à une époque où la grande industrie était pour ainsi dire inconnue, c'étaient les compagnonnages et les corporations qui pratiquaient

l'embauchage pour les petits ateliers, et il paraissait naturel que ce fussent les associations elles-mêmes qui procurassent à leurs membres le travail ou la main-d'œuvre dont ils avaient besoin.

Comme nous le montrerons au cours de notre étude, les bureaux de placement ne sont pas l'organe rationnel du placement. Ce n'est qu'après que la loi Chapelier eût interdit, sous la Révolution, toute coalition, entente, association durable ou momentanée entre gens du même métier, que la nécessité de rapprocher les employeurs et les employés se fit sentir, et qu'une ordonnance du 20 pluviôse an XII vint décider la création, à Paris, de bureaux de placement sous la surveillance de l'Etat. Comme ceux qui avaient été si ingénieusement imaginés au XVII^e siècle par Théophraste Renaudot, ces bureaux servirent surtout au placement des domestiques, des employés de commerce et de ceux de l'alimentation, et bien peu au placement des ouvriers. L'industrie trouva la main-d'œuvre qui lui était indispensable, soit dans le placement direct, soit dans les associations patronales et ouvrières condamnées par la loi, mais qui n'en vivaient pas moins sous la forme de sociétés secrètes.

Lorsque le décret du 25 mars 1852 eût réorganisé le placement, pour quels métiers voyons-nous se créer des bureaux payants ? Pour les bouchers, les boulangers, les garçons d'hôtel, les cuisiniers, les teintu-

riers, les employés de commerce et de banque, les domestiques, les membres de l'enseignement, etc., mais nullement pour les ouvriers de l'industrie. Quelle conclusion en tirer, sinon que l'industrie, tout au moins en règle générale, échappe aux bureaux payants comme, d'ailleurs, aux bureaux municipaux gratuits, et que pour elle le placement se fait normalement, c'est-à-dire par le simple rapprochement de l'offre et de la demande, sans l'intervention d'aucun intermédiaire ? Nous n'appelons pas, en effet, « intermédiaires » les sociétés de secours mutuels ou les syndicats dont peuvent faire partie les patrons et les ouvriers.

Lorsque nous étudierons la loi de 1904 nous espérons démontrer aisément la supériorité des bureaux gratuits sur les bureaux payants. Il nous semble préférable d'aborder tout de suite l'historique de notre sujet, les renseignements que nous fournirons à cette occasion devant nous permettre de mieux comprendre la portée de la réforme intervenue. Nous pourrons constater dans cet historique le lien intime qui existe entre l'évolution des institutions de placement et le développement de la classe ouvrière. Nous serons d'ailleurs très brefs sur cette première partie, le but principal que nous nous sommes proposé étant l'étude de la loi de 1904 et de ses résultats.

PREMIÈRE PARTIE

Historique des bureaux de placement.

CHAPITRE PREMIER

Le placement sous l'ancien régime.

Sous l'ancien régime, les bureaux de placement n'existaient pas à proprement parler. A part quelques rares exceptions on peut dire qu'ils n'ont fait leur apparition qu'au début du XIX^e siècle. Au XVIII^e siècle et aux siècles précédents, on ne connaissait pas la grande industrie : à l'exception de quelques manufactures royales, il n'y avait pas de centres industriels. Dans chaque ville on comptait quelques ateliers occupant un très petit nombre d'ouvriers. Ceux-ci, du reste, étaient groupés en corporations, immatriculés et hiérarchisés, et c'était la corporation à laquelle ils appartenaient qui leur assurait le travail.

Les ouvriers se déplaçaient d'ailleurs peu, tant à cause des difficultés de communication que de l'insécurité des routes. Il y avait bien, il est vrai, à côté des ouvriers sédentaires travaillant à l'année, un certain nombre de compagnons qui faisaient leur tour de France, se rendant par étapes successives chez

leurs compagnons des autres villes. Ils avaient formé des associations qui s'occupaient de leur placement dans les diverses localités qu'ils traversaient en leur servant d'indicateurs.

Le placement au sens propre du mot n'existait donc pas dans l'industrie. Il apparaît, au contraire, dans le recrutement des domestiques, mais pas avec la même intensité que de nos jours parce qu'en fait, les serviteurs restaient attachés beaucoup plus longtemps à la personne de leur maître. Le placement en ce qui les concernait se faisait surtout par relations (1).

(1) Il semble toutefois que, de très bonne heure, on se soit servi aussi pour l'embauchage des servantes et des nourrices de l'intermédiaire des couvents et même de certaines agences de placement. C'est ainsi que les religieuses de Sainte-Catherine et de Sainte-Opportune s'occupaient, dès le XI^e siècle, « des pauvres femmes et filles qui n'ont aucune retraite et cherchent condition » (*Office du travail, Placement*, p. 10) et que nous voyons Jehan Le Bon, dans son ordonnance de police des arts et métiers, régler l'industrie du placement des servantes et nourrices, et fixer le taux des honoraires auxquels la placeuse avait droit : « Les commandresses, y est-il dit, qui ont accoutumé à louer, commander chambrières et nourrices, auront pour commander et louer une chambrière xviii deniers tant seulement, et d'une nourrice ii sols tant d'une partie comme d'autre, et ne les pourront louer ne commander que une fois l'an. Et qui de plus en parlera, ne donnera, il l'amendera de x sols et la commandresse qui deux fois en ung an allouera chambrière ou nourrice sera peunie par peine de corps au pilory ou aultrement ». (*Office du travail, Le placement*, p. 10.

Tel était l'aspect sous lequel se présentait le placement dans notre ancien droit. On peut dire qu'il était essentiellement gratuit. Toutefois, à partir du XVII^e siècle, l'on voit se dessiner un mouvement en faveur du placement payant et apparaître certaines tentatives de réformes sur lesquelles il est bon d'insister et qui rapprochent la conception du placement de notre conception moderne.

Sous le règne de Louis XIII, Théophraste Renaudot, médecin du roi, frappé du nombre considérable de malheureux qui, de province venaient à Paris chercher du travail eut l'idée de créer un bureau d'adresses où ils pourraient apprendre « s'il y a quelque employ ou condition présents et y entrer beaucoup plus aisément qu'ils ne feraient après avoir vendu leurs hardes ou n'y en ayant point se pourvoir ailleurs » (1). C'était à l'employeur que devait incomber le paiement de la commission de l'intermédiaire. Ce bureau d'adresses était situé près du Palais, rue de la Calandre, à l'enseigne du Coq. Ce n'est qu'à grand peine que cette institution fut créée, à cause de la résistance du prévôt de Paris et du parlement et d'après les documents que nous possédons, il semble bien qu'elle n'ait pas tardé à dégénérer et à ne bientôt

(1) *Office du travail, Le placement*, p. 45.

plus servir que d'agence de renseignements pour l'autorité.

D'autre part, un peu plus tard, nous assistons à des essais de création de bureaux de placement au profit des campagnes. Ces essais avaient pour but de porter atteinte, pour le plus grand bénéfice de l'ouvrier, au monopole des corporations, mais ils devaient échouer devant la résistance des maîtres et l'hostilité du parlement. Nous en avons une preuve dans un arrêt du parlement de 1677 qui est souvent cité et dont nous croyons devoir transcrire les extraits suivants : « Le Roi ayant été informé que depuis quelque temps il aurait été affiché en plusieurs lieux de la ville et faubourgs de Paris, un imprimé sous le nom de Maugin pour instruire le public de l'établissement des bureaux où les compagnons seraient obligés de se retirer pour être placés chez les marchands et artisans par les commissaires desdits bureaux... Ordonne que si aucuns avaient été ouverts, ils seront incessamment fermés nonobstant et sans avoir égard aux privilèges qui pourraient avoir été obtenus pour les dits établissements » (1).

Les corporations et les bureaux d'adresses restaient donc à peu près les seuls moyens employés pour résoudre la question sociale du bon emploi des travail-

(1) *Office du travail, Placement*, p. 32.

leurs. Mais qu'allait-il arriver lorsque, sous l'influence des doctrines des physiocrates, Turgot, en février 1776, fit rendre par le roi un édit portant suppression des jurandes et communautés du commerce et des arts et métiers ? A l'exception de la pharmacie, l'orfèvrerie, l'imprimerie et la corporation des barbiers, il ne restait plus trace dans aucun corps de métier de l'ancienne réglementation du travail. Cependant il n'entraît pas dans la pensée de Turgot de laisser l'ouvrier, une fois émancipé, vivre dans un état d'anarchie, livré à ses seules ressources. Il était dans ses intentions de prendre les mesures nécessaires pour assurer l'organisation du travail et la protection de l'ouvrier (1) ; malheureusement, les circonstances ne lui permirent pas de compléter son œuvre. Devant la résistance des parlements, il dut se retirer et au mois d'août de la même année parut un nouvel édit abrogeant celui de février. L'ouvrier resta, comme par le passé, enrégimenté dans la corporation et soumis à une étroite surveillance de la part des pouvoirs publics. Les lettres patentes du roi, données le 8

(1) C'est bien ce qui résulte du préambule même de l'édit : « En assurant au commerce et à l'industrie l'entière liberté et la pleine concurrence dont ils doivent jouir, nous prendrons les mesures que la conservation de l'ordre public exige, pour que ceux qui pratiquent les différents négoes, arts et métiers, soient connus et constitués en même temps pour la protection et la discipline de la police ».

septembre 1781, enregistrées au parlement le 8 janvier 1782, touchant la police des manufactures, nous montrent les ouvriers tenus de se faire inscrire au greffe de la police dès leur arrivée dans la localité où ils voulaient travailler : « A cet effet, les marchands et artisans, leurs noms, leur demeure, leur emploi seront exactement enregistrés ; ils seront classés non à raison de leur profession, mais à raison du quartier où ils feront leur demeure et les officiers de communautés abrogées seront remplacés avec avantages par les syndics établis dans chaque quartier ou arrondissement pour veiller au bon ordre, rendre compte aux magistrats chargés de la police et transmettre leurs ordres ».

CHAPITRE II

Le placement à partir de la Révolution jusqu'au décret du 25 mars 1852.

La Révolution supprima définitivement les corporations et, par voie de conséquence, le placement par l'embauchage corporatif. Cependant, le législateur de l'époque, tout en faisant disparaître toute réglementation du travail, ne voulut pas que cette disparition livrât sans secours l'ouvrier, et l'on voit apparaître des théories nouvelles qui toutes ont pour but d'établir sur lui une protection bienveillante. La déclaration des droits de l'homme et du citoyen n'avait-elle pas dit, dans son article 21 : « Les secours publics sont une dette sacrée. La société doit la subsistance aux citoyens malheureux soit en leur procurant du travail, soit en assurant les moyens d'exister à ceux qui sont hors d'état de travailler. »

Le 3 août 1789, Malouët, député de la Constituante, frappé des inconvénients résultant pour les ouvriers de leur isolement, proposa d'établir un système gé-

néral d'informations et de secours dont les points principaux étaient les suivants : il devait y avoir dans chaque ville un bureau de secours et de travail contenant les noms de tous les ouvriers sans ressources et sans occupation ; ces bureaux, à leur tour, se groupaient autour d'un bureau dit de répartition dans chaque capitale de province ; enfin, pour couronner l'édifice, on créerait à Paris un bureau général concentrant les renseignements.

Ce projet qui, semble-t-il, aurait été de nature à rendre service aux ouvriers fut repoussé néanmoins par la Constituante qui crut y voir une atteinte directe à la liberté individuelle, qui apparaissait à cette époque comme devant exclure toute espèce d'association. L'article 2, du décret des 14-17 juin 1791, relatif aux assemblées d'ouvriers et artisans de même état, vint prohiber jusqu'à l'apparence d'association : « Les citoyens d'un même état et profession, y est-il dit, les entrepreneurs, ceux qui ont boutique ouverte, les ouvriers ou compagnons d'art quelconque, ne pourront, lorsqu'ils se trouveront ensemble, ne nommer ni président, ni secrétaire, ni syndic, ni tenir registres, prendre délibération, former des règlements sur leurs prétendus intérêts communs » (1).

(1) Non seulement la Révolution n'a rien fait pour favoriser la classe ouvrière, mais on peut même dire que, pendant toute cette

Il est inutile de faire ressortir combien cette conception étroite de la liberté individuelle était nettement contraire à l'intérêt de l'ouvrier, surtout à une époque où les petits ateliers disparaissent pour faire place à la grande industrie.

Dans aucune période de notre histoire, les ouvriers n'ont été plus exposés au chômage, n'ont plus souffert de leur isolement.

Le gouvernement se rendit bien compte de cette situation lorsqu'il fit voter la loi de germinal an XI, qui confia aux chambres consultatives des manufactures, fabriques, arts et métiers, la mission de rechercher les améliorations à apporter dans l'organisation industrielle. Malheureusement, ces corps, composés exclusivement d'industriels et de négociants, ne se soucièrent pas d'apporter aux ouvriers des armes qui auraient pu se retourner contre eux.

Un nouvel effort fut tenté dans l'ordonnance du

période, les travailleurs ont été avant tout l'objet de la défiance des pouvoirs publics. Nous en avons la preuve dans ce passage d'une circulaire du ministre de l'intérieur datée du troisième jour complémentaire de l'an III : « Les ouvriers, y est-il dit, forment une classe d'hommes qui par leur obscurité, leur peu de moyens pécuniaires, par la facilité qu'ils ont de passer rapidement avec tout leur bagage d'un lieu à un autre, échappent souvent à la vigilance du magistrat. Tout ce qui tend à éclairer la police sur leur conduite, sur leurs démarches, à lui donner plus de prise et d'action sur eux, offre des avantages pour le maintien de la sûreté et de la tranquillité publique ».

20 pluviôse an XII, qui décidait qu'il serait établi à Paris des bureaux de placement pour les classes d'ouvriers à l'égard desquels ils seraient jugés nécessaires. On créa, la première année, dix-sept bureaux de placement, sous la surveillance d'un inspecteur général, soumis au régime de l'autorisation avec investiture et privilège du préposé par l'administration préfectorale. Ces bureaux qui, en 1810, n'étaient encore qu'au nombre de vingt, furent mal vus des ouvriers. Dans ces conditions, l'institution de ces bureaux ne devait pas tarder à tomber en discrédit.

La Restauration fut plus libérale, dans ce sens qu'elle rendit le placement libre. Une ordonnance du préfet de police, du 6 février 1823, décida que les agences de placement seraient libres et qu'il n'y avait pas lieu de nommer de nouveaux préposés. Cette décision était applicable à tous les corps de métier, à l'exception de la boulangerie qui était placée sous un régime spécial et pour laquelle les bureaux de placement ne furent rendus libres que le 18 septembre 1830.

On pouvait espérer que cette réforme aurait pour résultat de favoriser la classe ouvrière en facilitant le placement des travailleurs. En réalité, il n'en fut rien. Des abus ayant le caractère de véritables escroqueries se produisirent de la part des placeurs au dé-

triment de ces derniers, au point que le préfet de police, M. de Bellesme, fut obligé, en 1828, d'appeler l'attention des commissaires de police sur cette situation.

Avant que la Constitution de 1848 eût, dans son préambule, pris l'engagement de protéger le citoyen dans sa personne et son travail et d'assurer l'existence des citoyens nécessiteux, soit en leur procurant du travail, soit en leur donnant des secours, le gouvernement provisoire issu de la Révolution de février avait, devant les plaintes nombreuses émanant des ouvriers, pris les mesures suivantes à la date du 8 mars.

1° Il est établi dans chaque mairie de Paris un bureau gratuit de renseignements.

2° Ces bureaux sont tenus de dresser des tableaux statistiques de l'offre et de la demande du travail et d'avoir, à cet effet, des registres qui devaient être communiqués à chaque citoyen qui en ferait la demande.

Quelques jours plus tard, le 28 mars, le préfet de police, Caussidière, prit un arrêté supprimant, à Paris, les bureaux libres, mais les tenanciers des bureaux supprimés en ayant appelé aux tribunaux, ceux-ci, au nom de la liberté du commerce et de l'industrie, jugèrent que cet acte était entaché d'excès de pouvoir et l'annulèrent.

Il est impossible de dire ce qu'aurait donné le régime du placement municipal inauguré par la deuxième République, ce régime n'ayant fonctionné que très peu de temps, à un moment où les circonstances économiques n'étaient pas favorables à une expérience de ce genre.

CHAPITRE III

Le placement sous le régime du décret du 25 mars 1852.

SECTION I. — Etude du décret.

Le décret du 25 mars 1852 est utile à connaître dans ses grandes lignes, parce que c'est lui qui précède immédiatement la législation actuelle ; jusqu'à la loi du 14 mars 1904, c'est à son régime qu'ont été soumises les institutions de placement.

Ce décret, qui a été complété, en ce qui concerne le département de la Seine, par une ordonnance du préfet de police, du 8 octobre 1852, contient sept articles. Avec lui, réapparaît le mode de placement en honneur sous le premier empire, c'est-à-dire quoi qu'on ait prétendu le contraire, le monopole du placement au profit de certains préposés agréés par le gouvernement.

Les dispositions principales en étaient les suivantes :

1° Les personnes qui voulaient tenir un bureau de

placement pour quelque profession ou emploi que ce fût devaient préalablement obtenir une permission spéciale de l'autorité municipale. Cette permission ne pouvait être accordée qu'à des personnes d'une moralité reconnue. Il était d'ailleurs possible aux possesseurs actuels des bureaux de placement, de former une demande en vue de se pourvoir de cette permission. Cette demande devait être faite dans un délai de trois mois (art. 1^{er}).

2° Le requérant était tenu d'indiquer dans sa demande à fin de permission, les conditions auxquelles il se proposait d'exercer son industrie et de se conformer à ces conditions ainsi qu'aux dispositions réglementaires qui seraient prises en vertu de l'article 3 (art. 2).

3° Une nouvelle surveillance était exercée par l'autorité municipale sur les bureaux de placement pour y assurer le maintien de l'ordre et la loyauté de la gestion. L'autorité pouvait prendre les arrêtés nécessaires à cet effet et régler le tarif des droits qui pourraient être perçus par le gérant (art. 3).

4° Un système de peines était établi à l'encontre des contrevenants aux dispositions du décret ou des règlements pris par l'autorité municipale, avec aggravation en cas de récidive. Ces peines n'étaient pas, d'ailleurs, très sévères ; elles ne pouvaient dépasser quinze francs d'amende et quinze jours de prison. Elles

étaient indépendantes des restrictions et dommages-intérêts auxquels pouvaient donner lieu les faits imputables au gérant (art. 4).

5° L'autorité municipale pouvait retirer l'autorisation donnée : *a*) aux individus ayant encouru ou venant à encourir une condamnation entraînant leur radiation des listes électorales ; *b*) à ceux qui auraient été ou qui seraient condamnés à l'emprisonnement pour contravention au décret ou aux arrêtés pris par l'autorité municipale, en vertu de l'article 3 du dit décret (art. 5).

Il est bon d'ajouter que les retraits d'autorisation et les règlements émanés de l'autorité municipale ne devenaient exécutoires qu'après l'approbation du préfet, ce qui était conforme à l'esprit centralisateur de l'époque, et que les pouvoirs conférés à l'autorité municipale par la loi, devaient être exercés par le préfet de police à Paris et dans les communes où il remplissait les fonctions qui lui étaient attribuées par la loi du 24 juin 1851.

Une ordonnance du 5 octobre 1852 du préfet de police, vint régler avec précision, pour les placeurs et les placés, l'application du décret dans le département de la Seine. Les placeurs étaient soumis à d'étroites obligations. C'est ainsi qu'ils devaient délivrer gratuitement un bulletin avec numéro d'ordre et indiquer, par des affiches placées en vedette, les

conditions du tarif. Ils n'avaient droit à leur commission qu'après le placement ; ils étaient toutefois autorisés à percevoir des avances, mais ils devaient alors en donner reçu et étaient tenus de les rembourser en cas de non placement. Ces deux dernières dispositions devaient donner lieu à des abus considérables sur lesquels nous aurons à revenir.

Cette ordonnance fut suivie d'une circulaire du préfet de police, du 8 octobre 1852, adressée aux commissaires de Paris et aux maires et commissaires de police du ressort. Il est assez curieux de constater que le préfet de police, M. Piétri, s'efforçait de démontrer, dans sa circulaire, que l'organisation adoptée dans le décret de 1852 était inspirée uniquement de l'intérêt de la classe ouvrière. D'après lui, le seul souci de l'administration était de protéger, de défendre et de servir l'ouvrier. Après avoir indiqué dans sa circulaire que la commission chargée de la réorganisation du placement s'était trouvée en présence de deux systèmes : 1° le système du monopole qui entraînait comme conséquences l'interdiction de tout autre mode de placement que le placement officiel ; 2° le système qui laissait aux ouvriers la latitude de se placer par connaissances ou de toute autre manière en dehors des bureaux, M. Piétri faisait remarquer que c'était en faveur de ce dernier que le

gouvernement s'était prononcé et concluait ainsi : « C'est donc le principe du droit commun, celui de la liberté de l'industrie qui a prévalu dans le décret du 25 mars, sous la réserve d'une surveillance sérieuse et du contrôle permanent de l'autorité publique. Mais veuillez bien retenir, Messieurs, et faire connaître autour de vous que cette disposition n'a été admise que dans l'intérêt de la classe ouvrière, le seul qui préoccupât ici le gouvernement et la commission » (1).

La vérité est que, comme le fait remarquer M. Arnauld Dubois, dans son rapport du 9 avril 1892 à la Chambre des députés, il y avait ici contradiction formelle entre le dire et le fait. Le décret conservait bien au placement son caractère industriel, mais il le monopolisait aux mains de ses préposés. Si l'administration ne s'était pas arrêtée au système des bureaux officiels, mais à un système mixte qui soumettait les placeurs à l'agrément et à la surveillance de l'autorité, c'est qu'elle redoutait que les ouvriers puissent la rendre responsable du chômage, résultant de leur non placement.

En somme, le décret du 25 mars instituait un système de liberté surveillée et il faut bien reconnaître pour être juste que, si ses prescriptions avaient été

(1) Appendice de la collection officielle des ordonnances de police, première partie, p. 580.

scrupuleusement observées, il aurait rendu à la classe laborieuse de précieux services au lieu de provoquer son hostilité.

**SECTION II. — Critiques adressées au décret
du 25 mars 1852.**

Dans son application, le décret du 25 mars 1852 devait soulever, parmi les travailleurs, de très vives récriminations. Nous allons indiquer, au début de cette étude, les points sur lesquels elles portèrent sauf à revenir avec quelques détails sur chacun d'eux :

1° Tendance du tenancier du bureau de placement à exiger du travailleur, avant tout placement, le versement d'un droit d'inscription.

2° Perception, par les bureaux, d'un droit de placement beaucoup trop élevé.

3° Tendance des bureaux à exiger, à l'avance, une partie des droits de placement et à ne pas restituer ces droits en cas de non placement.

4° Tendance des bureaux à réserver les meilleures places aux candidats qui leur offrent une commission plus forte.

5° Tendance de certains placeurs à s'entendre avec les patrons peu scrupuleux pour favoriser le renvoi des ouvriers et augmenter ainsi leur chiffre d'affaires.

6° Habitude des tenanciers des bureaux à annexer

à leur établissement des débits de boisson ou des auberges.

7° Excitation à la débauche.

8° Défaut de surveillance des municipalités.

Examinons chacun de ces points.

**§ 1. — Tendances des tenanciers
des bureaux de placement à exiger du travailleur,
avant son placement, le versement d'un droit
d'inscription.**

Dès la mise en application du décret de 1852, la tendance se manifesta chez les tenanciers des bureaux de placement d'exiger des travailleurs, et cela même avant leur placement, le versement d'un droit d'inscription (1). Il y avait là une pratique courante en dépit de la suppression, par ordonnance de police, du droit d'inscription, pratique d'autant plus regrettable que ce droit n'était pas remboursé même dans le cas où le placement ne procurait aucun emploi au solliciteur. Il en résultait que ceux qui n'étaient pas en mesure de verser ce droit d'inscription ne trouvaient que très difficilement à se placer et devenaient souvent des vagabonds. Ils avaient, il est vrai, la

(1) Ce droit d'inscription prévu par l'ordonnance du 5 octobre 1852 avait été aboli par l'ordonnance de police du 16 juin 1857 applicable seulement au département de la Seine. Mais, en fait, il continuait à y être perçu et il subsistait dans la plupart des villes de province.

ressource de porter plainte, mais cette ressource était dangereuse pour eux, car ils étaient alors mis à l'index par les autres placeurs, solidaires les uns des autres.

C'est ce qui ressort de nombreuses enquêtes qui ont précédé le vote de la loi de 1904 et notamment de celle qui eut lieu devant la commission sénatoriale à la fin de 1903. C'est également ce qu'affirme M. Georges Berry, dans son rapport à la Chambre des députés en 1899 (1). « Il y a toujours une place, dit-il, pour celui ou celle qui se présente. On dépose deux francs (droit d'inscription) entre les mains du placeur qui donne l'adresse d'une maison très éloignée, maison complice qui a déjà engagé le serviteur dont elle a besoin et où on répond au postulant qu'il arrive trop tard. Presque jamais, il n'obtient, quand il revient au bureau, le remboursement de ses deux francs et, jusqu'à ce qu'il ait épuisé la somme apportée et dont le directeur connaît le montant, il court en vain de maison en maison. »

Dans la discussion de la proposition de la loi relative au placement des employés et ouvriers des deux sexes qui eut lieu au Sénat dans la séance du 28 janvier 1902, MM. Strauss et Poirrier signalent égale-

(1) Rapport de M. Georges Berry à la Chambre en 1899, *Journal officiel*, documents parlementaires de décembre 1899, p. 388.

ment les abus résultant de ce droit d'inscription. Ecoutons M. Poirrier : « Il y a d'abord, dit-il, un droit d'inscription. Je sais bien que le rapporteur du second projet de la commission pourra me dire : mais ce droit d'inscription préalable à tout placement, a été supprimé par certains arrêtés municipaux et il n'existe déjà plus en fait aujourd'hui dans beaucoup de localités. A cela, je répondrai que cette suppression n'est qu'apparente et qu'elle n'existe pas en réalité... Ce que les bureaux payants les mieux cotés, dirai-je, ne considèrent pas comme une fraude, d'après les renseignements qui m'ont été donnés, c'est le paiement des droits d'inscription. Alors même qu'on ne le sollicite pas, on le reçoit, on est sollicité de le recevoir. Pourquoi ? Parce que celui qui cherche un emploi espère qu'en payant un droit d'inscription qui s'élève à Paris généralement pour les domestiques à cinq francs, il a plus de chance d'être placé, d'avoir un tour de faveur ou de préférence. Par conséquent, ce droit fixe n'est pas sollicité, mais il est payé tout de même » (1).

Enfin, dans la séance du 3 novembre 1903, à la Chambre des députés, M. Coutant insiste lui aussi longuement sur les abus auxquels donne lieu, de

(1) Sénat, compte rendu *in extenso*, séance du 28 janvier 1902, *Journal officiel* du 29 janvier 1902, p. 28.

la part des placeurs, le versement de droit d'inscription (1).

**§ 2. — Perception par les bureaux
d'un droit de placement beaucoup trop élevé.**

Rien n'est plus équitable que la perception d'un droit par le placeur. Nous sommes en présence d'un service rendu au travailleur ; il n'est pas douteux que ce service mérite une rémunération (2).

Quelle sera cette rémunération ? On a beaucoup discuté sur la façon dont la prime doit être calculée et l'on s'est demandé à ce sujet si elle devait être fixe ou proportionnelle à la durée du placement.

Pour soutenir que la prime doit être fixe, on a fait remarquer qu'il faut se préoccuper uniquement de la peine qu'a eue le placeur pour procurer un emploi à

(1) Nous trouvons la preuve la plus certaine que beaucoup de placeurs se rendaient coupables de pareils faits, dans les nombreux arrêtés de fermeture qui ont été rendus sur ce motif (*Voir Office du travail, Le placement*, 1893, p. 455).

(2) Sous le régime du décret de 1852, ce droit était déterminé par chaque arrêté d'autorisation. Il était fixe et n'était acquis que tout autant que le placement avait été réellement effectué et que le postulant était resté en place un certain délai, délai qui était habituellement de huit jours. Il pouvait se présenter sous des formes multiples. Tantôt il était d'un tant pour cent du salaire annuel, tantôt d'un tant pour cent du salaire mensuel, quelquefois il consistait en une somme fixe quel que soit le salaire (*Voir à ce sujet des remarques intéressantes dans l'Office du travail, Le placement*, p. 333, 339, 349, 358, 360, 366, 374, 376, 383, 390, 391).

son client. Or, cette peine est exactement la même, que l'ouvrier soit resté longtemps dans sa place ou qu'il n'ait fait qu'y passer. Dans l'un et l'autre cas, le placeur a été un intermédiaire heureux et, dans l'un et l'autre cas, il doit recevoir un salaire identique.

Il semble pourtant que cette solution ne soit pas bonne et voici pourquoi. Lorsque l'ouvrier a eu recours au placeur, il a fait connaître à ce dernier, le genre de travail qu'il désirait et les conditions dans lesquelles il voulait engager ses services. De même, lorsque le patron s'est adressé à lui, il a eu soin de spécifier les qualités morales et professionnelles qu'il désirait rencontrer chez son employé. N'est-il pas incontestable que le placeur, muni de tous les renseignements nécessaires, doit s'efforcer de justifier la confiance de ses clients et n'encourt-il pas une certaine part de responsabilité, si l'ouvrier n'est resté que peu de temps chez le patron parce qu'il n'y a pas trouvé les avantages qu'il espérait, ou si le patron l'a congédié parce qu'il ne réunissait pas les conditions qu'il cherchait ? C'est pour ces considérations que nous voyons un grand nombre de législations adopter le système de la prime proportionnelle.

Dans tous les cas, ce qui ne saurait être contesté, c'est que, quel que soit le système auquel on s'arrête, cette prime ne saurait être exagérée et constituer, au

profit des placeurs, un moyen de réaliser des bénéfices scandaleux. Il devait en être d'autant moins ainsi que, sous le régime du décret de 1852, le droit de placement était supporté non par le patron, mais par les travailleurs, c'est-à-dire par des individus dépourvus de ressources, vivant au jour le jour, dignes, plus que tous les autres, de la sollicitude des pouvoirs publics.

Et, cependant, en fait, que se passait-il ? Nous pouvons nous en faire une idée par les chiffres que citait M. Georges Berry à la séance de la Chambre des députés, du 15 novembre 1900, et qu'il empruntait à l'enquête faite par l'Office du travail sur le placement en 1891. Il en résultait qu'il y avait eu à Paris pour plus de 7 millions prélevés par les bureaux de placement sur les salaires. Cette somme se décomposait ainsi : il y avait eu 450.000 places fixes fournies par les bureaux de placement, ce qui, à raison de 15 francs par place, faisait un total de 6.750.000 francs. Il fallait y ajouter 350.000 versements de 0 fr. 50, soit 175.000 francs qui, additionnés au chiffre précédent, faisaient 6.925.000 francs. En augmentant cette somme du produit des places volantes payées à raison de 0 fr. 25 centimes par tête, on dépassait aisément 7 millions.

Tout aussi probants sont les chiffres indiqués par M. Poirrier à la séance du Sénat, du 28 janvier

1902 (1). Il résulte de ces chiffres que la taxe de placement constituait alors pour le travailleur une charge écrasante, et cela surtout parce qu'elle était prélevée non sur le salaire perçu, mais sur le salaire probable à percevoir : « C'est, dit M. Poirrier, une taxe que l'ouvrier et l'employé ne peuvent payer le plus souvent que très difficilement. Ne perdons pas de vue, en effet, que nous sommes en présence d'ouvriers en chômage et dont les économies sont épuisées. Il faut que l'ouvrier paye, tout d'abord, non pas d'après les arrêtés municipaux, mais il faut néanmoins qu'il paye un droit d'inscription, s'il veut être placé à bref délai et, ensuite, la taxe proportionnelle dont j'ai

(1) Voici ces chiffres :

Sur 1.304 bureaux ayant effectué environ 600.000 placements, 619 bureaux avaient placé 175.000 personnes au droit fixe de 1 à 5 francs, et au-dessus au droit moyen de 3 fr. 50 ; 549 avaient placé 260.000 personnes au droit proportionnel de 1 à 10 p. 100 du salaire annuel, et d'après les cotisations cette taxe proportionnelle représentait 3 p. 100 du salaire annuel, seulement si le placé ne restait que six mois c'était le double, et s'il ne restait que trois mois la proportion augmentait d'autant.

Sur ces 549 bureaux, 213 avaient placé 136.000 personnes au taux de 3 p. 100 calculé sur le salaire probable de l'année ; 40 bureaux de placement avaient placé 10.000 personnes à la taxe de 3 à 5 p. 100 sur le salaire annuel ; 31 bureaux en avaient placé 12.000 à la taxe de 5 p. 100 calculée sur le salaire annuel ; 133 bureaux avaient placé 112.000 personnes, la taxe proportionnelle étant calculée sur le salaire mensuel, mais alors cette taxe ne représentait plus un prélèvement de 3 p. 100, mais un de 13 p. 100 sur le salaire.

parlé. Vous comprenez qu'il y a là une charge extrêmement lourde que nous devons nous efforcer de faire disparaître. »

Il ne pouvait donc y avoir à ce sujet aucun doute malgré les protestations des placeurs. Il y avait exagération manifeste dans les droits perçus au profit de ces derniers et ces droits retombaient sur une classe éminemment intéressante, la classe des travailleurs.

**§ 3. — Tendances des bureaux à exiger à l'avance
une partie des droits de placement
et à ne pas restituer ces droits en cas de non
placement.**

C'est notamment dans l'enquête qui fut faite en 1891 par l'Office du travail, à la suite de réclamations violentes et nombreuses qui avaient éclaté dans le monde des travailleurs, que nous voyons relever cet abus. C'est même, peut-être, de tous les abus, celui qui était le plus vivement reproché aux placeurs. Voici en quoi il consistait : les placeurs avaient pris l'habitude de garder par devers eux les sommes perçues à titre d'avances, alors même que le placement n'avait pas été effectué ou qu'il avait duré moins de huit jours. En agissant ainsi, ils abusaient de la permission qui leur avait été donnée par le décret de 1852 de percevoir une avance, caution de la solvabilité de leurs clients.

En fait, qu'arrivait-il ? C'est que l'ouvrier victime de ce procédé n'avait ni le temps, ni l'énergie nécessaire pour porter sa réclamation devant l'autorité compétente et finissait, bien qu'il n'ait pas obtenu l'emploi qu'il sollicitait, par abandonner les sommes qu'il avait versées (1).

Sous ce même chef, parce qu'il aboutissait au même résultat, on peut ranger un autre abus imputable à certains placeurs qui éditaient des feuilles généralement appelées « Journaux d'emplois vacants ». L'abus consistait en ce qu'ils annonçaient des emplois qui n'existaient pas ou avaient déjà été donnés. Lorsque ces annonces étaient accompagnées de remises de fonds il y avait bien les éléments d'une escroquerie ; seulement, les industriels malhonnêtes, qui agissaient ainsi, échappaient à toute répression parce que la somme qu'ils percevaient était le prix d'abonnement à leur feuille. Ils ne paraissaient donc pas faire acte de placement. On trouvait difficilement des plaignants et, lorsque les poursuites étaient exercées, elles aboutissaient presque toujours à un acquittement parce que la matérialité des faits délictueux était trop peu établie pour justifier une sanction pénale (2).

(1) Voir *Office du travail, Le placement*, p. 301.

(2) Voir *Office du travail, Le placement*, p. 302.

D'ailleurs, quelquefois aussi, les placeurs pouvaient être de bonne foi en indiquant des emplois occupés. C'était ce qui arrivait lorsque les maîtres s'étaient procuré directement les ouvriers ou domestiques dont ils avaient besoin et avaient omis d'en informer les placeurs auxquels ils s'étaient d'abord adressés.

**§ 4. — Tendances des bureaux à réserver
les meilleures places aux candidats qui leur offrent
une commission plus forte.**

Il y avait là une pratique que M. Georges Berry signale dans son rapport de 1899 : « Ce n'est pas, dit-il, aux plus dignes, ni aux plus malheureux, ni même à ceux qui ont été inscrits les premiers qu'on accorde la situation la plus enviable, mais bien aux travailleurs qui, ayant quelques économies, peuvent, en cachette, verser une prime entre les mains du placeur. Plus on lui donne, plus il vous favorise. »

Et c'est contre cette même pratique que M. Strauss s'élève avec beaucoup de vigueur dans la séance du Sénat du 28 janvier 1902 : « Les places sont, d'une façon certaine, évidente, incontestable, quoi qu'on fasse pour réprimer cet abus pour ainsi dire inévitable, mises aux enchères. Il en résulte que, d'une part, le chômeur accidentel ou professionnel, celui qui, pendant plusieurs mois dans le courant d'une année,

est privé de travail, éprouve beaucoup plus de difficulté qu'un autre à obtenir un placement au bureau payant. En outre, et pour les mêmes raisons de mise aux enchères des places, le père de famille, celui qui a les siens à nourrir, lorsqu'il est au terme d'une longue et douloureuse période de chômage, n'est pas en état de fournir la rétribution supplémentaire, la prime de surenchère, qu'au contraire le célibataire sera en mesure de payer. Il y a là, de la façon la plus incontestable et la plus incontestée, un avantage indûment accordé au célibataire et cette inégalité des charges de famille doit frapper tous ceux qui se préoccupent de la situation sociale des familles nombreuses. Le célibataire est, ainsi, favorisé au préjudice du chef de famille et, d'autre part, c'est l'ouvrier ou l'employé dont la période de chômage a été la plus longue, qui se trouve dans les conditions les plus difficiles, les plus pénibles » (1).

Les placeurs ont, il est vrai, protesté énergiquement contre cette accusation devant la commission du Sénat et le rapporteur, en faisant remarquer que l'inobservation du rang d'inscription était motivée par la nécessité où ils se trouvaient de choisir parmi les solliciteurs celui qui paraissait réunir les conditions

(1) *Journal officiel*, Sénat, compte rendu *in extenso*, séance du 28 janvier 1902, p. 62.

les meilleures pour donner satisfaction aux clients et qu'il n'en fallait pas conclure qu'ils accordaient la préférence à ceux qui leur remettaient, à titre d'avances et de rémunérations supplémentaires, une somme d'argent. Mais il semble bien difficile, en présence des témoignages recueillis de divers côtés, de ne pas admettre les griefs formulés à cet égard contre certains d'entre eux.

**§ 5. — Tendances de certains placeurs
à s'entendre avec des patrons peu scrupuleux
pour favoriser le renvoi des ouvriers et augmenter
ainsi leur chiffre d'affaires.**

Un grief fréquemment reproché au placeur était le suivant : il consistait dans une entente frauduleuse avec les patrons ou les gérants des établissements pour faire déplacer les travailleurs. Le résultat de cette manœuvre était de multiplier ses bénéfices puisque le travailleur congédié s'adressait de nouveau à lui pour obtenir un autre emploi.

M. Berry, dans son rapport déjà cité de 1899, fournit, à ce sujet, d'intéressants renseignements qui paraissent des plus probants. M. Coutant, dans la discussion qui eut lieu à la Chambre des députés le 15 et le 20 novembre 1900, s'élève, lui aussi, contre ces procédés délictueux. Il signale que, souvent, le placeur se fait déplaceur, débauchant l'un pour embau-

cher l'autre, et encaissant de cette façon un bénéfice d'autant plus considérable que les mutations sont plus fréquentes (1). Trois ans plus tard, dans la séance du 3 novembre 1903, il revient sur le même sujet avec la même énergie : « Les défenseurs des placeurs, dit-il, nous font une objection. Ils nous disent : les placeurs font 450.000 placements par an, ce serait une atténuation à la mauvaise impression que nous font ces agences interlopes. Mais ils ne placent pas 450.000 personnes par an ; ils placent six, sept, huit, neuf et même douze fois la même personne dans l'année » (2).

Pour réaliser le plus de bénéfices possible et augmenter la valeur de leur fonds de commerce, les placeurs vont être naturellement amenés à attirer sur le marché le plus grand nombre de travailleurs. N'ont-ils pas avantage à ce que les demandes soient les plus nombreuses possible puisqu'elles amèneront un accroissement dans leur clientèle et qu'elles leur permettront, grâce à des procédés que nous avons mentionnés, d'exiger de ceux qui sont en quête d'ouvrage une rétribution plus élevée que la rétribution légale ? Aussi qu'arrivera-t-il ? C'est qu'ils inondent la province d'affiches placardées dans les différentes villes

(1) Chambre des députés, 15 et 22 novembre 1900.

(2) Chambre des députés, 3 novembre 1903, p. 2.444.

invitant les ouvriers à venir à Paris. Et, lorsque ceux-ci sont arrivés dans la capitale en grande quantité, ils ne trouvent plus de places libres et se laissent trop souvent entraîner à des actes regrettables (1). De cette façon, les industriels peu scrupuleux que sont, trop souvent, les placeurs, ont encore à se reprocher de favoriser le chômage.

**§ 6. — Habitude des tenanciers d'annexer
à leur établissement des débits de boisson
ou des auberges.**

Les ouvriers ont porté une autre accusation contre les placeurs. Ils leur ont reproché d'avoir très souvent, comme annexes à leur établissement, des débits de boissons ou des logements en garni. Ce sont, surtout, les garçons boulangers, les garçons de café, de restaurant et d'hôtel, qui ont formulé des plaintes à ce sujet. Le danger qu'il y a pour les travailleurs à cette situation est que les placeurs, non contents de leur faire dépenser les économies qu'ils peuvent avoir, les entraînent à faire des dettes avant de les adresser aux patrons.

Il semble résulter, des nombreuses enquêtes qui ont été faites, que ce reproche n'était que trop souvent mérité.

(1) Voir déclaration de M. Georges Berry, dans la séance du 3 novembre 1903, à la Chambre des députés.

§ 7. — **Excitation à la débauche et à l'espionnage.**

Un des reproches les plus graves qui ait été adressé aux bureaux de placement, est celui de favoriser la prostitution en facilitant la débauche des femmes qui demandent à se placer ou en faisant entrer des jeunes filles dans des familles peu honorables, voire même dans des maisons publiques. Le rapport de M. Georges Berry paraît très affirmatif à cet égard. Il y a eu, du reste, un assez grand nombre de poursuites exercées pour ce motif et, s'il en est peu qui aient abouti, c'est par suite de la difficulté de la preuve dans une matière aussi délicate (1).

A ce reproche, M. Millevoye en a ajouté un autre, dans la séance de la Chambre des députés du 15 novembre 1900. Il a affirmé l'existence de bureaux payants dont les bénéfices étaient assurés dans une large part par le placement d'espions. « Il y a là, dit-il, un danger au point de vue humain, un scandale, un danger national. Je ne peux pas et je ne veux pas apporter de faits précis à la tribune, mais, sous la garantie de ma parole, je vous affirme que je connais au moins une agence qui présente de véritables

(1) On peut citer le bureau de Besançon qui a été fermé pour avoir favorisé le recrutement de jeunes filles destinées à des maisons mal famées de Buda-Pesth.

dangers pour la défense nationale et où se glisse tout autre chose que des gens désireux de placer des ouvriers » (1 et 2).

§ 8. — Défaut de surveillance des municipalités.

Nous arrivons au dernier et non au moins important des reproches qui ont été formulés contre le régime du décret de 1852. Il concerne le défaut de surveillance des municipalités.

Le décret de 1852 mettait le placement sous la surveillance des municipalités et il est incontestable que, sous un contrôle effectif, le fonctionnement des bureaux aurait pu donner d'utiles résultats. Malheureusement, il advint, dans la pratique, que toutes les dispositions favorables à l'ouvrier furent méconnues et qu'un instrument qui, dans le principe, avait été

(1) Chambre des députés, compte rendu *in extenso*, séance du 15 novembre 1900, p. 2.092.

(2) Signalons aussi dans cet ordre d'idées un autre grief qu'on a fait aux placeurs. On a prétendu, — et c'est là un fait dont l'exactitude est démontrée par les enquêtes, — que très souvent les placeurs ajoutent à leur métier celui de vendeurs de fonds de commerce qui leur procure un supplément de bénéfices. Or cette situation est pleine d'inconvénients pour les travailleurs. Les placeurs seront en effet portés à profiter de l'influence qu'ils exercent sur leurs clients, les patrons de fonds de commerce, pour provoquer par leurs artifices le déplacement de maisons qu'ils ont fait acheter et qu'ils feront revendre. Ce sera tout bénéfice pour eux.

imaginé dans l'intérêt des travailleurs, se trouva faussé et se retourna contre eux. Si tant de griefs ont pu être formulés contre les placeurs, s'ils se sont mis au-dessus de la loi et des règlements, il ne faut pas hésiter à en faire, en premier lieu, retomber la faute sur l'administration elle-même. En toute justice, il est inexact de dire que les placeurs se sont affranchis par leurs menées de la tutelle administrative. La vérité est que c'est l'administration elle-même qui s'est effacée et a laissé les placeurs agir à leur guise sans les inquiéter.

L'administration avait d'autres reproches à encourir. Non seulement elle a négligé de surveiller les bureaux autorisés, mais elle en a laissé s'établir de clandestins et a ainsi facilité l'éclosion d'une foule d'agences louches, d'agences de publicité qui ont pratiqué l'escroquerie à la place par voie d'abonnement. C'est sur elle que doit retomber la plus grande part des responsabilités.

Tels étaient les griefs qu'on adressait non pas tant au décret de 1852 en lui même qu'à l'application qui en avait été faite (1). Ces griefs étaient-ils absolument

(1) Il n'est que juste de constater que le législateur de 1812 avait pris soin de prévenir et de réprimer presque toutes les manœuvres frauduleuses possibles pour les placeurs. C'est ainsi que l'ordonnance de police du 5 octobre 1852, dans ses articles 8, 10,

fondés et n'y avait-il pas une forte part d'exagération dans les faits que les travailleurs reprochaient aux tenanciers des bureaux de placement ? Cela se peut. Il est même très probable que beaucoup des accusations devaient être mises sur le compte de ces offices clandestins dont nous venons de parler et qui étaient nés et s'étaient développés grâce à l'incurie de l'administration. Et cependant il paraît bien certain que, même en regardant comme en partie fondées les justifications fournies par les défenseurs des bureaux de placement, il y avait eu dans la conduite des placeurs de scandaleux abus. Comment ne pas admettre la vérité de ces reproches lorsque l'on constate l'unanimité des protestations parties de tous les points de la France et émanant de toutes les associations et de tous les groupements professionnels, sans distinction de religion et de préférences politiques ? Nous ne pouvons mieux faire à cet égard que de citer les éloquentes paroles prononcées par M.

11 et 12, avait visé le refus de restitution des avances, la perception de rétributions excessives, les connivences ayant pour but d'agir contre l'intérêt d'une personne placée dans l'espoir d'une nouvelle rétribution, l'envoi de mineurs dans des maisons mal famées, l'annonce de places ou emplois que les agences n'auraient pas mandat de procurer. C'était donc, non pas tant la législation elle-même qui était défectueuse que le régime qui était institué à l'encontre de cette législation et cela en grande partie par la faute de l'administration.

Trouillot au Sénat dans la séance du 21 janvier 1904 :
« Voilà, dit-il, des syndicats qui ont des aspirations bien différentes, qui ont des causes de dissensions profondes et voilà une question qui les réunit tous, sur laquelle il n'y a plus de partis, sur laquelle il n'y a plus ni syndicats rouges, ni syndicats jaunes, ni grandes, ni petites villes, ni différence de religions ou de professions. Tout le monde est d'accord, tout le monde élève contre l'institution des bureaux payants une plainte générale et douloureuse. Si vraiment tous ces intéressés trouvaient un avantage, une utilité à conserver cette industrie, une pareille unanimité se rencontrerait-elle ? Ne voit-on pas dans un pareil fait le signe indiscutable et tristement concluant non seulement de la sincérité que vous ne niez pas, mais de la réalité de leurs griefs et de leurs souffrances » (1).

Devant l'inaction et l'indifférence de l'autorité municipale, devant aussi l'insuffisance des pénalités, les protestations devinrent chaque jour de plus en plus violentes et les adversaires des bureaux de placement, se sentant soutenus par l'opinion publique, réclamèrent une réforme avec plus d'énergie. Comment cette

(1) Voir *Journal officiel*, Sénat, débats parlementaires, séance du 21 janvier 1904, numéro du 22 janvier 1904, p. 31.

réforme fut réalisée par la loi du 14 mars 1904 et pourquoi son élaboration fut si longue et se heurta à tant d'opposition, c'est ce qu'il nous faut maintenant rechercher dans la deuxième partie de notre étude.

DEUXIÈME PARTIE

La loi du 14 mars 1904.

CHAPITRE PREMIER

Propositions de réforme de 1882 à 1903.

Vote de la loi.

Nous avons vu, dans le chapitre précédent, combien l'opinion publique était hostile au système des bureaux de placement tel qu'il fonctionnait sous le régime du décret du 25 mars 1852 ; il ne faudrait toutefois pas croire que ce mouvement d'hostilité se dessina dès l'application du décret ; il faut arriver à l'année 1876 pour voir se manifester les premières protestations et réclamations des intéressés.

Au mois de décembre 1876, la chambre syndicale des ouvriers boulangers de Paris proteste énergiquement contre les bureaux de placement et ces protestations, qui se renouvellent dans le congrès des ouvriers boulangers de 1877, sont reproduites dans une pétition adressée au conseil municipal de Paris par la ligue pour la suppression des bureaux de placement. Cette ligue était composée d'éléments très divers parmi lesquels figuraient, à côté des représentants officiels des chambres syndicales et des sociétés

de secours mutuels, un très grand nombre d'ouvriers appartenant à la branche de l'alimentation.

Bien que cette pétition n'ait abouti à aucune réforme législative et qu'elle n'ait eu pour résultat que le vote par le conseil municipal de Paris, à la suite d'un rapport de M. Chabert dans sa séance du 14 novembre 1886, d'un vœu relatif à l'abrogation du décret-loi du 25 mars 1852 (1), elle n'en est pas moins importante à signaler parce qu'elle a été le point de départ d'un mouvement très vif contre les bureaux de placement. Le parti ouvrier se révolta contre un régime qui avait donné lieu à tant d'abus et la lutte devint de plus en plus ardente, à partir de ce jour, contre une institution qui allait directement contre son but.

En 1891 à la suite d'un congrès de la « Fédération française des syndicats de l'alimentation pour la suppression des bureaux de placement », se crée une ligue fédérative dont le but principal est d'agir auprès des pouvoirs publics. Elle trouva une alliée dans le conseil municipal de Paris qui encouragea ouvertement le placement gratuit au moyen de subventions accordées aux mairies qui ouvraient des bureaux de placement non payants et c'est ainsi, pour une grande

(1) *Bulletin municipal officiel de la ville de Paris, Supplément*, numéro du 15 novembre 1880.

part, grâce à son initiative, que les propositions de lois qui furent déposées à partir de cette époque au parlement devinrent plus nombreuses.

Il n'entre pas dans nos intentions de faire une analyse approfondie des diverses propositions de lois qui ont été déposées au sujet de la suppression ou de la révision du décret du 25 mars 1852. Nous nous bornerons à les énumérer en en indiquant les caractères généraux. Elles sont au nombre de treize.

Proposition Clovis Hugues

La première en date de ces propositions est celle de M. Clovis Hugues. Elle fut présentée à la Chambre des députés dans la séance du 7 août 1882 et avait pour but l'abrogation pure et simple du décret du 25 mars 1852. Le placement ne devait être soumis à aucune réglementation.

Cette absence de réglementation ne pouvait, semble-t-il, contrairement à ce que pensait l'auteur de cette proposition, que rendre les abus plus faciles et plus nombreux. C'est ce que pensa la cinquième commission d'initiative parlementaire chargée de son examen et c'est ce que fit ressortir son rapporteur M. Letellier : « Il y a certainement lieu, disait-il, de se préoccuper des abus qui ont été relevés et dénoncés par les protestations récentes des diverses chambres

syndicales et par d'autres manifestations de l'opinion publique comme aussi d'essayer d'y porter un remède sérieux, mais ne serait-ce pas aller à l'encontre même du but que l'on poursuit que de supprimer la réglementation qui existe et qui, toute défectueuse qu'elle peut être, éloigne les inconvénients graves qu'amènerait demain la licence ? En abrogeant le décret de 1852, cette industrie souvent nuisible, dangereuse pour les intérêts d'une partie si intéressante de la population, affranchie désormais de tout contrôle ferait plus de victimes encore » (1).

Pour le rapporteur, il incombait au gouvernement de veiller à ce que l'application du décret fût ferme et rigoureuse jusqu'à ce que de nouvelles dispositions législatives aient pu donner à la classe ouvrière la protection qu'elle réclamait.

Proposition Tony Révillon.

Le 17 février 1887, M. Tony Révillon et plusieurs de ses collègues déposèrent une pétition visant la suppression des bureaux de placement autorisés. Cette proposition fut renvoyée au ministre de l'intérieur « pour que l'administration tienne la main à la stricte exécution des règlements de 1852. »

(1) *Journal officiel*, documents parlementaires, numéro 1294, p. 2295, 7 août 1882.

*Proposition Camelinat, Michelin, Basly, Planteau,
A. Boyer, Gilly.*

Cette proposition, soumise à la Chambre des députés le 4 avril 1887, avait, elle aussi, pour but la suppression des bureaux de placement et leur fermeture immédiate. C'était aux chambres syndicales et sociétés ouvrières, aux bourses du travail et aux municipalités que devait être dévolu, à l'exclusion de toute autre institution, le soin de placer les ouvriers. La prise en considération de cette proposition de loi fut repoussée, le 18 juin de la même année, par 309 voix sur 116 sur un rapport de M. Fonbelle (1).

♦ *Proposition Mesureur et Millerand*

Elle fut déposée sur le bureau de la Chambre, le 7 juillet 1888. Cette proposition tendait à la fermeture progressive des agences autorisées par le procédé suivant. A mesure que le placement gratuit était assuré par un bureau municipal ou par la bourse du travail, le préfet de police à Paris, les maires dans les départements devaient aviser les directeurs des bureaux de placement que l'autorisation qui leur avait été donnée, en vertu du décret du 25 mars 1852, ne s'étendait

(1) *Journal officiel*, documents parlementaires, n° 1897, p. 920, 4 août 1887.

plus aux ouvriers et employés appartenant aux professions pour lesquelles le placement gratuit était ainsi acquis par le bureau municipal ou par la bourse du travail (1).

La commission d'initiative parlementaire saisie de cette proposition conclut, par l'organe de son rapporteur, M. Albert Ferry, au rejet de la prise en considération, non pas qu'elle fût hostile ou réfractaire aux idées de réforme et aux mesures devant apporter une amélioration à la situation des travailleurs, mais parce qu'elle refusait de se joindre à ceux qui réclamaient, comme remède à tous les maux, l'intervention de l'Etat. Conformément à ces conclusions, la prise en considération fut refusée par la Chambre.

(1) *Journal officiel*, documents parlementaires, n° 2962, 7 juillet 1888. Ce que désiraient avant tout les auteurs de cette proposition était d'assurer le placement gratuit des employés et des ouvriers : « Nous comptons, disaient-ils, pour y arriver sur l'émulation de nos grandes villes qui toutes se préoccupent d'édifier des bourses du travail ou d'ouvrir des bureaux municipaux, sur l'initiative privée, sur les sociétés professionnelles, chambres syndicales, patronales, mixtes, ouvrières, les sociétés de secours mutuels, les associations, les sociétés de bienfaisance ».

Proposition Dumay, Joffrin, Moreau, Boulard et Maujean. — Nouvelle proposition Mesureur et Millerand.

Déposée à la Chambre, le 12 décembre 1889, la première de ces propositions tendait à supprimer le placement payant et à n'admettre que le placement corporatif et incidemment le placement municipal (1). Dès qu'elle eut connaissance de cette proposition, la ligue pour la suppression des bureaux de placement s'empessa de s'y rallier.

Le 17 décembre de la même année, MM. Mesureur et Millerand reprirent leur proposition du mois de juillet 1888.

Ces deux propositions furent prises en considération par la première commission d'initiative parlementaire (2). M. Rabier, rapporteur de la proposition Dumay, et M. Arnauld Dubois, rapporteur de la proposition Mesureur et Millerand, firent approuver par la Chambre des députés, le 4 février 1890, les conclusions de la commission. A la suite de ce vote, une commission unique fut nommée par la Chambre pour l'étude des deux projets. Elle procéda à une longue

(1) *Journal officiel*, documents parlementaires, n° 174, séance du 12 décembre 1889.

(2) *Journal officiel*, documents parlementaires, n°s 309 et 310, séance du 30 janvier 1890.

et consciencieuse enquête par questionnaire et par témoins, dont elle inséra les résultats dans un rapport qui fut déposé le 9 avril 1892 en son nom. A la suite de ce rapport figurait une nouvelle proposition de loi admettant la liberté pour les institutions de placement, mais avec la gratuité. Cette idée se dégage nettement du passage suivant que nous croyons utile de citer. « La liberté dans la gratuité voilà notre formule. Elle supprime le péage établi au préjudice de l'ouvrier sur le chemin de l'atelier. C'est ce tribut qui avait excité les récriminations du monde ouvrier, il n'en sera plus question. C'est le premier but à atteindre. Le second c'est de mettre le travail à la portée de l'ouvrier, sans risque pour sa liberté. Le placement par les syndicats serait l'obligation du syndicat et l'asservissement au syndicat... En décrétant la gratuité, nous n'avons pu un seul instant songer à abandonner l'ouvrier à lui-même ou à le condamner à l'obligation du syndicat. C'est pourquoi nous avons pensé à une institution type et régulatrice acceptée par tous, réclamée par tous, au placement municipal » (1).

Résumons en quelques lignes le projet :

Aux termes de l'article 1^{er} le placement devait être

(1) *Journal officiel*, séance du 16 décembre 1893, documents parlementaires, n° 280.

libre et gratuit et il était interdit d'ouvrir un bureau dans des locaux commerciaux.

D'après les articles 2, 3 et 4, les villes de 10.000 à 30.000 habitants devaient avoir au moins un bureau; au-dessus de 30.000 habitants il appartenait au conseil municipal de fixer le nombre des bureaux à créer. Enfin, dans les villes de 2.000 à 10.000 habitants on se contentait d'un registre à la disposition de l'offre et de la demande.

Dans les articles suivants étaient insérées des dispositions relatives à la défense de l'établissement des bureaux municipaux qui incombait à la commune et des charges du personnel qui étaient supportées à concurrence de la moitié par l'Etat, aux sanctions, à l'organisation d'un service d'inspection.

Il était entendu que les bureaux privés devaient disparaître dans les six mois de la promulgation de la loi.

Le projet Arnauld Dubois fut mal accueilli par la ligue pour la suppression des bureaux de placement qui accorda ouvertement son appui au projet Dumay.

La discussion fut engagée à la Chambre des députés le 9 mai 1893. Elle fut des plus vives (1). Les

(1) Les députés socialistes s'efforcèrent de démontrer, au cours de la discussion, que le principe lui-même du droit à l'indemnité était faux, tout en faisant remarquer que la suppression des bu-

partisans et adversaires du décret de 1852 soutinrent une lutte acharnée qui ne devait d'ailleurs aboutir à aucun résultat ; la proposition de loi fut en effet, sur l'avis de M. Terrier, ministre du commerce, renvoyée à la commission parlementaire, afin de permettre au gouvernement d'élaborer, de concert avec elle, une œuvre susceptible d'être acceptée par tous. Dans le projet en vue, on aurait simplement substitué au régime de l'autorisation un régime de réglementation et de contrôle par les municipalités. Ce projet ne devait pas d'ailleurs être déposé ; les pouvoirs de la Chambre étant arrivés à l'expiration avant qu'il lui fut soumis, il devint caduc comme toutes les propositions antérieures relatives aux bureaux de placement.

Proposition de MM. Coutant et Toussaint.

Une proposition de loi fut déposée à la Chambre des députés le 25 novembre 1893 par MM. Coutant et Toussaint ainsi que par plusieurs de leurs collègues.

reaux autorisés ne devait pas avoir pour conséquence de créer un monopole en faveur des syndicats. Parmi les défenseurs des bureaux de placement, on doit surtout citer M. Yves Guyot. Après avoir établi, au moyen de documents incontestables, que les quatre cinquièmes des placements étaient effectués par les bureaux payants, il s'attacha à combattre les municipalités et les syndicats qu'il considérait comme incapables de procurer aux travailleurs les mêmes avantages.

Elle partait de cette idée qu'il était injuste d'exonérer le patron du droit de placement et de faire supporter entièrement ce droit par l'ouvrier qui ne possède rien, et demandait le placement gratuit des ouvriers des deux sexes par l'entremise des bourses du travail, des syndicats ouvriers et groupes corporatifs et à leur défaut par les municipalités. C'était à peu près l'ancien projet Dumay.

Aux termes de l'article 3, le préfet de police à Paris et les maires dans les autres villes de France devaient prendre les mesures nécessaires pour que, dans les deux mois qui allaient suivre la promulgation de la loi, il n'existât plus aucun bureau de placement dans le ressort de leur administration.

Le 10 décembre de la même année, le rapporteur, M. Laroze, concluait à la prise en considération de cette proposition. Il faisait remarquer dans son rapport que le placement se rattachait étroitement à l'amélioration du sort des travailleurs et à l'étude des réformes sociales qui préoccupaient si justement les esprits (1).

(1) *Journal officiel*, séance du 16 décembre 1893, documents parlementaires, n° 280.

Troisième proposition de MM. Mesureur et Millerand

De même qu'en 1888, MM. Mesureur et Millerand préconisaient, dans cette nouvelle proposition, le placement gratuit par les bourses du travail, les syndicats professionnels, les bureaux municipaux, les sociétés de secours mutuels, les associations, les compagnonnages, les sociétés de bienfaisance. Toutefois, par mesure transitoire, les placeurs devaient subsister jusqu'au jour où les municipalités auraient constaté le bon fonctionnement pour une profession déterminée d'un bureau gratuit ; on leur donnait alors trois mois pour se conformer à l'injonction qui leur serait adressée.

Deux autres points importants sont à noter dans cette proposition : 1° la rétribution, due aux placeurs provisoirement maintenus, devait être payée non plus par les employés, mais par les employeurs. C'est une conception qui, ainsi que nous le verrons, sera consacrée par la loi de 1904 ; 2° les peines de simple police édictées par le décret du 25 mars 1852, étaient remplacées par des peines correctionnelles.

La proposition Mesureur et Millerand fut renvoyée comme la précédente à la commission du travail (1).

(1) *Journal officiel*, séance du 5 mai 1894, documents parlementaires, n° 601.

Proposition de M. G. Berry.

Quelques jours plus tard, M. G. Berry, député de la Seine, déposait une proposition de loi dans laquelle il demandait la suppression des bureaux de placement, mais seulement par voie d'extinction. Dans les deux seuls articles de cette proposition, il était dit qu'il ne devait être donné dans l'avenir aucune autorisation d'ouvrir un bureau de placement et qu'il ne pourrait être accordé aucun droit de transmission d'un bureau de placement soit à titre onéreux, soit à titre gratuit.

La commission du travail se trouvait donc en présence de trois propositions de MM. Coutant, Mesureur et Georges Berry. Elle nomma un rapporteur et ce fut M. Berry qui fut désigné pour ces fonctions. Après une étude approfondie des propositions dont la commission du travail était saisie, il déposa, à la date du 13 décembre 1895, au nom de la commission, une nouvelle proposition. Nous croyons devoir en donner le texte complet parce qu'elle allait provoquer en 1897 une discussion des plus vives, surtout de la part des députés socialistes.

ARTICLE PREMIER. — Tous les bureaux de placement autorisés seront supprimés sans indemnité dans un délai de cinq ans.

ART. 2. — A partir de la promulgation de la pré-

sente loi aucune autorisation nouvelle ne sera plus accordée, qu'il s'agisse de transmission, de cession ou de création de bureaux de placement.

ART. 3. — Le placement sera organisé par les municipalités, les syndicats ou les associations professionnelles, les sociétés de secours mutuels et les sociétés de bienfaisance. Il est absolument gratuit.

ART. 4. — Les municipalités, dans un délai de six mois à partir de la promulgation de la loi, devront avoir un registre constatant les offres et les demandes de travail.

ART. 5. — Toutes les affiches placées par les soins des municipalités seront exemptes de timbre.

ART. 6 — Aucun débit de boissons, aucune hôtellerie ne pourra être annexé à un bureau de placement.

ART. 7. — A partir de la période de cinq ans prévue par l'article 8, quiconque organisera le placement payant ou contreviendra aux dispositions de l'article 6 sera puni d'une amende de un franc à quinze francs et d'un emprisonnement de cinq jours au plus ou de l'une de ces deux peines seulement. Dans le cas de récidive, le maximum des deux peines sera toujours appliqué au contrevenant. L'article 463 du code pénal est applicable aux contraventions ci-dessus.

ART. 8. — Dans le délai de cinq ans à dater de la promulgation de la loi, toutes les dispositions conte-

nues dans le décret du 25 mars 1852 seront abrogées (1).

Ce texte s'était, ainsi qu'il est facile de le voir, grandement inspiré des critiques qui avaient été adressées au décret de 1852 et aussi des nombreuses propositions qui avaient été déposées jusqu'alors. Nous pourrions juger plus tard combien il diffère dans son esprit du texte définitivement voté en 1904.

Si M. Georges Berry, partisan du placement gratuit, demandait la disparition des bureaux payants, il était toutefois hostile à leur suppression immédiate et c'était là un des points principaux sur lesquels il se séparait de M. Coutant. La raison qu'il en donne dans son rapport avait certainement, au moins à cette époque, une grande valeur : « Si, disait-il, pour certaines catégories d'ouvriers et même d'employés, il y avait des offices de placement déjà organisés, il n'en était pas de même pour tous ceux qui ont recours aux placeurs et notamment pour les domestiques dont la plupart ne sauraient plus à qui s'adresser si les agences de placement étaient supprimées demain (2) ».

(1) *Journal officiel*, séance du 13 décembre 1895, documents parlementaires, n° 1677.

(2) Annexe au procès-verbal de la séance du 13 décembre 1895. Voici les termes mêmes employés par M. Georges Berry pour jus-

Mais le trait caractéristique de la commission du travail était sans aucun doute le refus d'une indemnité quelconque aux placeurs dont les bureaux devaient être supprimés. C'est un point sur lequel nous aurons à revenir longuement, mais il est intéressant d'indiquer dès à présent l'argument sur lequel il se basait. D'après lui, le placeur n'a pas droit à une indemnité parce que l'autorisation d'ouvrir un bureau de placement est donnée gratuitement et que celui qui, en dehors de l'administration, achète le droit de l'exploiter a besoin d'être muni d'une nouvelle autorisation, tout comme s'il installait dans la ville un nouveau bureau. Comme la faculté d'exploitation prend fin avec la cessation de commerce exercé par le bénéficiaire de l'autorisation, celui-ci n'a aucun droit de transmission et par conséquent ne possède aucun recours contre l'administration qui a toujours le pouvoir de le déposséder.

La proposition de M. Georges Berry ne devait pas venir en discussion devant la Chambre des députés avant le mois de février 1897. Son examen, ainsi que celui des propositions de MM. Coutant et Mesureur

tifier sa proposition transactionnelle : « Vouloir, d'un côté, supprimer tout de suite les bureaux de placement, c'est créer le gâchis et porter préjudice aux ouvriers ; de l'autre, essayer de maintenir les bureaux payants, à côté d'une organisation gratuite, c'est frapper celle-ci d'une impuissance complète ».

dont nous avons retracé les grandes lignes, occupa les séances des 26 février, 5, 12 et 19 mars, 2 et 9 avril. La discussion fut aussi complète qu'elle le comportait et il est utile de s'y reporter parce qu'on y trouve exposées, dans toute leur ampleur, les thèses des adversaires et des partisans des bureaux de placement.

Parmi les premiers, ceux qui se montrèrent les plus violents furent MM. Coutant, Jourde, Guesde, E. Vaillant qui comptaient parmi les représentants les plus en vue du parti socialiste.

Ils s'efforcèrent de démontrer, et en cela ils étaient d'accord avec la commission, que le placement devait être une fonction sociale exercée gratuitement et exclusivement par les syndicats et les municipalités (1).

(1) Écoutez M. Jules Guesde dans la séance du 26 février 1897 : « Nous demandons la suppression des bureaux de placement au nom même de cette liberté du travail qui constitue la principale conquête de 1789. Où donc est-elle en effet la liberté du travail, du moment qu'il faut pour le travailleur, pour arriver jusqu'au travail dont il a besoin pour vivre, acquitter un droit, payer une dîme ?... Ce n'est plus même la dîme déterminée d'autrefois, c'est une dîme sans limite laissée à l'arbitraire de quelques-uns qui ont monopolisé le marché du travail, dîme qui se paye en argent et qui se paye aussi en nature. Je dis qu'au nom seul de la liberté du travail l'institution des bureaux de placement se trouve condamnée ; je dis d'un autre côté que le placement des sans-travail, c'est-à-dire la vie même de milliers et de milliers de membres de l'humanité, ne saurait faire l'objet d'une industrie ou d'un commerce.... Comment même sur vos

Mais ils se séparèrent de la commission sur la question du délai prévu par l'article 8. Ils s'élevèrent avec vigueur contre le répit accordé aux bureaux autorisés, en faisant observer que ces bureaux se trouveraient, grâce à cette survie, aussi forts après le vote de la loi qu'ils l'étaient auparavant et insistèrent pour la disparition immédiate de toutes les agences payantes qui ne faisaient que pressurer les travailleurs. « Accorder aux bureaux de placement, disait M. Coutant, un délai de cinq ans, serait provoquer la démocratie productive qui attend à cette heure que le parlement ait délibéré sur ces agences interlopes qui prennent l'ouvrier pour un objet que l'on achète, que l'on revend, qui naît et meurt au profit ou au détriment du maître... Je dis qu'il est temps que la République répare cette injustice sociale » (1).

On peut juger, par ce fragment de discours, combien les passions étaient surexcitées et combien il devenait urgent de mettre fin à une situation qui provoquait

bancs admettre la liberté d'un pareil commerce, d'une pareille industrie, qui porte sur l'homme lui-même. Vous auriez pu aussi bien conserver, maintenir la traite ! Ce n'était pas une forme différente de la liberté du commerce et de l'industrie ! Les bureaux de placement ne sont pour qui va au fond des choses que le prolongement de la traite des noirs et la traite des blanches, ou plutôt ils sont la réunion, l'addition, la synthèse de cette double traite ».

(1) Chambre des députés, séance du 5 mars 1897, p. 622.

les protestations quotidiennes des organisations ouvrières et de la grande majorité des journaux.

Le rapporteur, M. Georges Berry, bien que partisan de l'abrogation du décret de 1852, repoussait au contraire la suppression immédiate des placeurs en faisant remarquer que, si on n'avait pas une organisation nouvelle à substituer à l'ancienne, on allait à l'encontre des intérêts des travailleurs eux-mêmes qu'on entendait défendre : « La commission a cru que si vous ne donniez pas à l'organisation le temps de se créer, vous laisseriez sans protecteurs, sans intermédiaires, sans facilités de placement les travailleurs qui ne se sont pas syndiqués. De plus, elle n'a pas voulu que ces indépendants fussent obligés par cette suppression immédiate de se faire inscrire de force dans un syndicat. La commission a voulu avant tout être libérale et c'est pourquoi elle n'a pas accepté votre proposition » (1).

De leur côté, les placeurs trouvèrent un défenseur énergique en la personne de M. Guillemin. Sa thèse qu'il développa avec une réelle habileté était tout le contraire de la thèse socialiste. Tout en reconnaissant qu'il y avait eu beaucoup d'abus commis par les placeurs, notamment à Paris, il s'attacha à démontrer que ces abus provenaient exclusivement d'agents d'af-

(1) Chambre des députés, séance du 26 février 1907, p. 569.

faibles véreux et que l'on ne pouvait pas faire retomber leurs fautes sur la profession tout entière. Reprenant chacun des griefs qui avaient été formulés contre les placeurs et que nous avons rappelés plus haut, il s'efforça de prouver soit qu'ils n'étaient pas avérés, soit qu'ils avaient été considérablement exagérés.

Pour l'orateur, les placeurs rendaient des services réels parce qu'ils étaient de véritables courtiers, toujours à la recherche des places vacantes et seuls capables d'assortir les spécialités d'ouvriers aux spécialités d'emplois. Il était matériellement impossible que des bureaux officiels tenus par des agents salariés se bornant à remplir des registres d'inscription puissent utilement les remplacer. Qu'arriverait-il, en effet, si on supprimait les bureaux payants ? Ou bien les agents officiels qui leur succèderaient seraient obligés de placer les postulants dans l'ordre des inscriptions, sans pouvoir tenir aucun compte de leur aptitude, ou bien ils auraient la liberté de choisir parmi les ouvriers inscrits ceux qui devraient être placés de préférence. Mais ne serait-ce pas soumettre les postulants au caprice et à la cupidité ou tout au moins à l'arbitraire des bureaux ?

Se plaçant ensuite à un autre point de vue, M. Guillemin reprocha aux socialistes de faire de la lutte contre les placeurs une question politique et de cher-

cher à appliquer une partie de leurs théories en commençant une expropriation partielle sans indemnité d'un certain nombre de citoyens. Or, cette indemnité est d'autant plus légitime pour les placeurs qu'ils ont acheté leur fonds de commerce et qu'ils y ont dépensé de l'argent. Comme les avoués, les huissiers, les notaires, ils doivent être agréés par le gouvernement et peuvent être révoqués par lui, mais cela ne veut pas dire qu'ils n'aient pas un fonds qui leur appartient. Lorsqu'on a supprimé les courtiers de commerce nommés par le gouvernement on leur a alloué une indemnité. On ne voit pas pourquoi il en serait autrement d'une profession honorable qui consiste à rapprocher l'offre de la demande et à s'employer à placer quelques malheureux qui n'ont pas d'ouvrage.

A ses yeux, il y a un autre motif pour lequel les socialistes tiennent à la suppression immédiate des bureaux de placement, c'est qu'ils veulent obtenir le monopole du placement pour les syndicats parce qu'ils savent que rien n'est organisé pour remplacer les bureaux payants : « Les ouvriers seront affolés, ils ne trouveront rien, ils ne sauront plus à qui s'adresser et alors il leur faudra forcément aller aux syndicats. Or, actuellement, il faut le reconnaître, les patrons éprouvent quelque répugnance à s'adresser aux syndicats car on ne leur dit pas : Avez-vous be-

soin de tel ou tel genre d'ouvrier ? Mais bien, nous vous enverrons le premier inscrit » (1).

Ce discours produisit une forte impression sur la Chambre qui, à cette époque, était en grande majorité hostile aux idées socialistes. Le gouvernement le comprit et, dans la séance du 16 mars 1897, il fit présenter par M. Boucher, ministre du commerce, un projet qui laissait subsister le placement payant à côté du placement gratuit. Le placement payant était modifié dans ce sens que le droit d'inscription était supprimé et que les droits de placement réel ayant duré un certain temps, étaient supportés moitié par l'employeur, moitié par l'employé placé.

De son côté, M. Guillemin, comme complément de ses observations, déposa une proposition qui s'inspirait des mêmes idées.

Les projets du gouvernement et de M. Guillemin furent renvoyés par la Chambre à la commission du travail. C'était un échec pour les socialistes. M. Georges Berry fut alors invité à présenter un deuxième rapport supplémentaire. A la date du 24 mars 1897 il déposa un nouveau projet de loi qui n'était pas l'expression de ses préférences personnelles, mais se rapprochait du projet de M. Boucher.

Au cours de la discussion, le texte de la commis-

(1) Chambre des députés, séance du 5 mars 1897, p. 628.

sion devait subir de nouveaux remaniements. Il fut modifié par l'insertion d'une disposition additionnelle proposée par M. Chauvin, aux termes de laquelle les placeurs ne pouvaient plus faire la vente des fonds de commerce, et par le rejet du troisième paragraphe de l'article 8 qui permettait à l'autorité municipale, sous sa responsabilité, de supprimer les bureaux payants lorsqu'elle constatait le bon fonctionnement de ses bureaux gratuits.

Ce projet qui était, comme on le voit, dans ses grandes lignes favorable aux placeurs fut voté par la Chambre des députés, le 9 avril 1897 et déposé au Sénat le 20 mai suivant. Devant la Chambre haute il ne subit que de légères modifications. Il revint alors à la Chambre des députés, présenté par MM. Boucher, Barthou, Milliard, le 7 mai 1898 (1), mais la législature prit fin avant que celle-ci pût le discuter une seconde fois. On ne peut pas le regretter. Ce projet n'entraînait en effet qu'une abrogation fictive du décret de 1852 et évitait de trancher des questions de la plus haute importance, telle, par exemple, que la controverse sur la nature des droits du placeur.

(1) *Journal officiel*, documents parlementaires, Chambre des députés, n° 3105, séance du 7 mars 1898.

Projet de MM. Coutant, Basly, Lamendin et Millerand.

Il nous faut, maintenant, étudier la proposition de loi qui, après de nombreuses péripéties, devait devenir la loi du 14 mars 1904, en vigueur aujourd'hui encore.

Le 8 novembre 1898, au début de la nouvelle législature, M. Coutant et cinquante-trois de ses collègues déposèrent sur le bureau de la Chambre des députés une proposition analogue à celle de 1893, ayant pour objet la suppression immédiate des bureaux de placement et l'abrogation pure et simple du décret de 1852. Le placement gratuit devait être uniquement exercé par l'entremise des bourses du travail, des syndicats ouvriers, des groupes corporatifs, des municipalités : les bureaux autorisés étaient supprimés sans aucune indemnité (1).

Cette proposition fut renvoyée à la commission du travail et M. Georges Berry déposa, en son nom, le 15 décembre 1899, un rapport. Ce rapport était accompagné d'une proposition de loi qui, tout en acceptant les idées directrices de M. Coutant, les modifiait sur certains points. C'est ainsi que les bureaux de placement autorisés par le décret de 1852, au lieu

(1) Chambre des députés, *Journal officiel*, documents parlementaires, p. 158.

d'être supprimés immédiatement, ne devaient l'être que dans le délai de deux années.

La discussion s'engagea le 15 novembre 1900 (1). Elle devait être aussi vive que celle que nous avons rencontrée à l'occasion du projet de 1897. Elle occupa les séances des 15, 22 et 29 novembre 1900. Le parti progressiste, dont les orateurs les plus brillants furent MM. Beauregard, Perreau et Aynard, se montra nettement hostile à toute proposition ayant pour objet la suppression de la liberté du placement.

Ce fut, surtout, contre la proposition de la suppression sans indemnité que s'éleva M. Beauregard : « En réalité, dit-il, il y a un contrat tacite entre les placeurs et la société. La société leur a dit : vous ne fonctionnez qu'après autorisation, mais cette autorisation une fois donnée je ne la retirerai que si vous commettez des méfaits ; tant que vous n'en commettez pas, vous serez propriétaires de l'office où vous avez engagé vos capitaux. Et, depuis 1852, toujours on leur a reconnu une sorte de droit de présentation né de l'usage. Vous rompez brusquement le contrat. Eh bien, moi je vous le dis : si vous tenez absolument à le rompre, soit ; mais au moins payez ; c'est loyal, c'est honnête » (2).

(1) Chambre des députés, *Journal officiel*, documents parlementaires, p. 2088.

(2) *Journal officiel*, Chambre des députés, séance du 15 novembre 1900, p. 2090.

C'est à un autre point de vue que se plaçait M. Perreâu, député et professeur de droit ; c'est en s'inspirant des intérêts des ouvriers eux-mêmes, qu'il proposait de maintenir des bureaux payants : « Si je me refuse, dit-il, à voter le projet soumis à notre examen, ce n'est pas seulement parce qu'il me paraît consacrer le principe d'une expropriation sans juste et préalable indemnité, c'est encore et surtout parce que je crains qu'il aille à l'encontre même des intérêts que vous prétendez défendre et qu'il soit de nature à nuire à la classe ouvrière que vous désirez protéger. Si vous voulez savoir les raisons qui m'inspirent cette crainte, je vous dirai qu'il n'y aura jamais trop, à mon avis, d'institutions différentes de placement ; je crois, qu'il est bon de donner aux ouvriers et aux patrons, en cette matière, le plus grand choix possible. Lorsque je consulte l'histoire, je constate que l'évolution qui s'est produite dans l'industrie du placement s'est orientée, depuis plusieurs siècles, toujours dans le sens de la liberté. Depuis que la Révolution française a supprimé le monopole du placement des corporations que, sous une autre forme, vous voulez rétablir, on a vu successivement se fonder les institutions les plus nombreuses et les plus diverses : d'abord, ces bureaux de placement auxquels vous vous attaquez, puis, après la loi de 1884, les institutions syndicales dont je suis le premier à demander le maintien et dont je

désire, comme vous, le développement, puis les bourses du travail, enfin les institutions fondées par les mairies, par les sociétés de bienfaisance, par les sociétés de secours mutuels.

« Si, malgré la création de ces institutions gratuites du placement, la clientèle s'est maintenue en grande partie au profit des bureaux payants c'est que ces bureaux répondent à certains besoins, c'est que la clientèle ouvrière ou patronale qui s'adressait à eux avait des raisons de ne pas s'adresser aux institutions concurrentes. Dans ces conditions, supprimer aux ouvriers et aux patrons le libre choix du bureau de placement auquel ils veulent s'adresser, c'est faire une œuvre nuisible à la classe ouvrière à laquelle vous vous intéressez. ».

Les socialistes ne furent pas moins ardents dans leurs attaques, mais ils se placèrent à un point de vue différent. Ils critiquèrent le délai de deux ans accordé aux bureaux payants et demandèrent leur suppression immédiate. Ceux qui se montrèrent les plus violents furent MM. Coutant et Chauvière.

M. Coutant avait déposé un contre-projet de loi s'opposant à tout délai, mais, au moment où ce contre-projet allait venir en discussion, à la séance du 29 novembre 1900, M. Georges Berry proposa d'introduire une modification importante au projet de 1899. Cette modification portait sur le paragraphe

premier de l'article 12 qui devait être ainsi conçu : « A partir de la promulgation de la présente loi, et ce pendant cinq ans, un arrêté municipal pourra, à charge d'une indemnité qui, à défaut d'entente, sera fixée par le conseil de préfecture, rapporter les autorisations données en vertu du décret du 25 mars 1852. A l'expiration d'un délai de cinq ans, le retrait de l'autorisation sera de droit sans qu'il y ait lieu à aucune indemnité. » Le contre-projet Coutant, repoussé à la fois par la commission et par le gouvernement, fut rejeté par la Chambre à une forte majorité et le projet modifié de la commission du travail fut adopté par 306 voix contre 242 (1).

Le nouveau texte adopté par la Chambre fut transmis au Sénat, le 4 décembre 1900, et modifié par la commission sénatoriale. M. Expert Besançon, déposa son rapport le 22 novembre 1901 et présenta un texte en vertu duquel il était interdit d'accorder, à l'avenir, aucune autorisation de créer un bureau de placement, mais d'où était écartée la disposition adoptée par la Chambre qui permettait aux municipalités au bout de cinq ans, de retirer ces autorisations.

Avant la discussion de ce projet, M. Prevet, déposa

(1) *Journal officiel*, Chambre des députés, débats parlementaires, 1900, p. 2360.

un contre-projet (1) dont l'article premier était ainsi conçu :

« Nul ne pourra tenir un bureau de placement payant, sous quelque titre et pour quelques professions que ce soit, sans une autorisation spéciale délivrée par l'autorité municipale. Elle sera accordée à toute personne majeure de l'un et de l'autre sexe, d'une moralité reconnue. Les femmes devront jouir de leurs droits civils, les hommes de leurs droits civils et politiques. » Il appartenait à l'autorité municipale de régler le tarif des droits qui pourraient être perçus par les bureaux autorisés et qui seraient fixés par profession. D'autre part, les communes comptant plus de 30.000 habitants étaient seules tenues de créer un bureau municipal.

Ce fut le projet de M. Prevet qui, après déclaration d'urgence et discussion, fut adopté par le Sénat le 30 janvier 1902 (2). Il fut renvoyé à la Chambre le 3 février et présenté à la séance du 12 juin, mais il ne put être adopté parce que les pouvoirs de la Chambre étaient venus à expiration avant qu'il ne fût discuté.

Le 29 octobre 1903, M. Chambon déposa sur le bureau de la Chambre des députés, au nom de la com-

(1) *Journal officiel*, Sénat, documents parlementaires, 1901, p. 439.

(2) *Journal officiel*, Sénat, documents parlementaires, 1902, p. 57 et 74.

mission du travail, son rapport (1). Après avoir rappelé que la question du placement des ouvriers s'était posée depuis vingt ans devant l'opinion publique et que les intéressés s'étaient prononcés en majorité pour la suppression radicale des bureaux, il insistait sur la nécessité de résoudre par une loi cette question si discutée. Il rappelait que l'application du décret de 1852 avait donné lieu à des abus tels que les législatures antérieures avaient essayé de remplacer le bureau payant par le bureau gratuit en conférant aux communes, aux syndicats professionnels, aux sociétés de secours mutuels, la faculté de créer des bureaux gratuits. Et, cependant, malgré ces mesures, la majorité des travailleurs allaient aux bureaux payants parce qu'ils étaient moins suspects aux patrons que les syndicats ouvriers.

C'était, faisait remarquer M. Chambon, parce que la Chambre des députés avait compris l'impossibilité pour le bureau gratuit de lutter contre le bureau payant, qu'elle avait voté, en 1900, une proposition de loi prohibant à partir de sa promulgation toute autorisation de créer un bureau de placement payant et donnant aux maires le droit de prendre des arrêtés rapportant les autorisations données en vertu

(1) Rapport de M. Chambon, 29 octobre 1903, annexe, Chambre des députés, n° 1248.

du décret de 1852, mais à charge d'indemnité. Il est vrai que les municipalités pouvaient, à l'expiration d'un délai de cinq ans, rapporter ces autorisations sans indemnité et M. Chambon faisait observer avec beaucoup de justesse, qu'il y avait dans cette disposition une expropriation pure et simple sans indemnité puisque les communes, avec un pareil système, avaient une chose bien simple à faire, c'était de laisser passer les cinq années et de rapporter ensuite les autorisations sans qu'il leur en coûtât rien.

Qu'avait fait le Sénat ? Il n'avait pas suivi la Chambre des députés. Nettement opposé à l'idée d'expropriation sans indemnité, il n'avait fait, dans le projet de loi qu'il avait adopté, qu'aggraver les dispositions du décret de 1852, en décidant que l'autorité administrative devait accorder toutes les demandes d'ouverture de bureaux faites par des personnes majeures d'une moralité reconnue.

Voici ce que proposait, par l'organe de M. Chambon, la commission du travail à la place du projet du Sénat. Le principe de la suppression radicale des bureaux payants était admis, mais avec une indemnité effective. Cette indemnité devait être payée, au moins pour la plus grosse part, par la commune où se trouvait le bureau de placement, mais, comme les communes voisines étaient aussi intéressées, ainsi que l'Etat d'ailleurs, il était entendu que les finances de

l'Etat et du département viendraient, dans une certaine mesure, aider celles des communes (1). Ces dernières pouvaient prendre tout le temps qu'elles désiraient pour supprimer le placement payant et y substituer le placement gratuit. Mais, comme les subventions du département et de la commune devaient décroître et même s'éteindre après un certain temps, les communes avaient tout intérêt à supprimer le plus vite possible les bureaux payants. Quoi qu'il en soit, les bureaux qui n'auraient pas été supprimés par arrêté municipal à l'expiration de la cinquième année, devaient l'être d'office à cette époque sous les conditions d'indemnité prévues par l'article 11. Ces conditions étaient que l'indemnité, basée d'un commun accord sur le prix de vente de l'office ou fixée par le conseil de préfecture, ne pouvait jamais dépasser le bénéfice total des trois exercices antérieurs.

Dans le projet Chambon, les bureaux qui faisaient le placement pour une même profession devaient être supprimés tous à la fois. En outre, les bureaux de placement de nourrices n'étaient pas visés par le

(1) Le rapport de M. Chambon contient des renseignements très intéressants sur le chiffre d'affaires des bureaux de placement et la valeur de ces bureaux. Ces renseignements à consulter sont puisés dans la seconde enquête sur le placement des employés, des ouvriers et des domestiques, publiée, en 1901, par l'Office du travail.

projet et restaient soumis aux dispositions de la loi du 29 décembre 1874 relative à la protection des enfants du premier âge.

Quant au placement gratuit, il était encouragé par des dispositions nombreuses dont les principales étaient les suivantes :

1° Les bureaux de placement gratuits, créés par les municipalités, par les syndicats professionnels, ouvriers, patronaux ou mixtes, les bourses du travail, les compagnonnages, les sociétés de secours mutuels et toutes autres associations légalement constituées, n'étaient soumis à aucune autorisation (art. 2).

2° Dans chaque commune, un registre, constatant les offres et les demandes de travail et d'emploi, devait être ouvert à la mairie et mis gratuitement à la disposition du public. A ce registre, était joint un répertoire où devaient être placées les notices individuelles que les demandeurs de travail pouvaient, librement, joindre à leurs demandes (art. 4).

3° Les communes, comptant plus de dix mille habitants étaient tenues de créer un bureau municipal (art. 4).

4° Etaient exemptées du droit de timbre les affiches, imprimées ou non, concernant exclusivement les offres et les demandes de travail et d'emplois et apposées par les bureaux de placement gratuits.

Présenté à la Chambre, le projet Chambon fut com-

battu à la fois par les socialistes et par les progressistes.

M. Coutant revint de nouveau à la charge et demanda la suppression, immédiate et sans indemnité, des bureaux de placement payants. Il fallait, disait-il, supprimer sans retard la dîme sur les salaires. Mais le contre-projet qu'il déposa, relatif à l'abrogation pure et simple du décret de 1852 et de l'ordonnance du 5 octobre de la même année, fut repoussé par 467 voix contre 102. Quant aux orateurs du parti progressiste, dont les plus éloquents dans cette discussion furent MM. Thierry, Beauregard et Ollivier, ils insistèrent, comme ils l'avaient fait jusqu'alors et en employant les mêmes arguments, sur les avantages que présentait la coexistence des bureaux gratuits et des bureaux payants. Ils ne furent pas plus heureux. Le projet de la commission fut adopté, le 3 novembre 1903, par 404 voix contre 77 (1).

Dès qu'elle eut été votée par la Chambre des députés, la proposition Chambon fut déposée sur le bureau du Sénat. Nous touchons maintenant au terme de ces longs débats qui avaient soulevé dans la presse et au sein même du parlement tant de polémiques passionnées. Ce sera, en effet, de cette proposition légèrement amendée, que devait sortir la loi actuelle.

(1) Chambre des députés, débats parlementaires, 1904, p. 1443.

La commission sénatoriale, chargée d'étudier la proposition de loi qui lui était soumise, était composée de la façon suivante : M. Depreux, président, M. Victor Leydet, secrétaire ; MM. Guyot, Aucoin, Expert Besançon, Paul Strauss, Beaupin, Poirrier, Victor Lourtiès, membres. Le rapporteur fut M. Aucoin.

Afin de se renseigner d'une façon aussi complète que possible, sur la question si grave au point de vue social qui lui était soumise, cette commission décida d'entendre les divers intéressés. C'est dans ce but, qu'elle convoqua devant elle les tenanciers des bureaux de placement payants, les présidents des syndicats patronaux et des sociétés de secours de l'alimentation, des syndicats ouvriers de la Confédération de la bourse du travail, des syndicats des ouvriers indépendants, des syndicats des artistes dramatiques, des artistes lyriques, des musiciens, des choristes, les propriétaires des agences théâtrales, des agences lyriques, etc... (1).

La commission n'hésita pas, d'autre part, à entendre toutes les personnes qui lui en firent la demande et ces demandes furent très nombreuses. Il n'est pas sans intérêt de noter que, seule, la Confé-

(1) Voir rapport de M. Aucoin, p. 870, documents parlementaires, Sénat, annexe 1903.

dération générale du travail qui, comme nous le savons, avait pris la direction du mouvement contre les placeurs, répondit, par l'intermédiaire de son secrétaire, que les ouvriers se refusaient à envoyer des délégations estimant que l'enquête ouverte n'aurait pour résultat que de retarder le vote de la loi et qu'ils s'en référaient à leurs précédentes revendications ainsi qu'aux discours prononcés devant le parlement dans les années précédentes. Voici, d'après le rapport de M. Aucoin, en quels termes violents ils concluaient : « Il reste toujours à la commission confédérale la mission de continuer l'agitation au sein des milieux ouvriers, convaincue qu'elle est que c'est en agissant ainsi que satisfaction sera donnée aux travailleurs ».

Tous les griefs que nous avons indiqués au commencement de notre travail contre les bureaux de placement payants, tous les abus qu'on leur reprochait firent l'objet, de la part de la commission, d'un examen approfondi. Les tenanciers des bureaux de placement protestèrent, naturellement, contre les accusations dont ils étaient l'objet et l'enquête de la commission ne put rien prouver de précis contre eux, mais, par contre, ce qui démontre bien l'hostilité de l'opinion contre les bureaux, c'est l'unanimité de tous ceux qui comparurent devant la commission, à l'exception naturellement des placeurs, à réclamer

avec insistance la suppression des bureaux payants.

La commission n'avait plus alors qu'à discuter article par article la proposition de loi, mais, auparavant, elle désira connaître l'opinion personnelle de ses membres et, dans ce but, elle leur posa quatre questions :

1° *Les bureaux de placement payants devaient-ils être maintenus ?* Sept membres se prononcèrent pour la suppression, deux pour le maintien, dont l'un à la condition que les règlements soient modifiés.

2° *La suppression devait-elle se faire avec ou sans indemnité ?* L'unanimité se prononça pour l'indemnité.

3° *La suppression devait-elle être obligatoire ?* Trois votèrent pour la suppression, six votèrent contre.

4° *La suppression serait-elle facultative ?* L'unanimité vota pour l'affirmative.

Ce vote de la commission dénotait clairement qu'elle était favorable à l'adoption d'un système mixte. Aussi chargea-t-elle un de ses membres, M. Aucoin, de présenter un contre-projet modifiant plusieurs articles de la proposition votée par la Chambre des députés.

Dans son projet, en vue d'introduire la suppression facultative et afin de mieux garantir les droits des tenanciers, M. Aucoin proposa pour l'ar-

ticle 1^{er} la rédaction suivante : « A partir de la promulgation de la présente loi, les bureaux de placement payants pourront être supprimés moyennant une juste indemnité. Aucune autorisation de bureau de placement payant nouveau ne sera accordée. Toutefois, le bureau devenu vacant par le décès du titulaire ou pour toute autre cause avant l'arrêté de suppression pourra être transmis et cédé. »

Aucune modification n'était apportée aux articles 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 10.

Il en était autrement pour l'article 11, qui était modifié de la façon suivante : « 1° A partir de la promulgation de la présente loi, un arrêté, pris à la suite d'une délibération du conseil municipal, pourra, à charge d'une indemnité représentant le prix de vente de l'office et qui, à défaut d'entente, sera fixé par le conseil de préfecture, rapporter les autorisations données en vertu du décret du 25 mars 1852; — 2° Les bureaux faisant le placement pour une même profession déterminée, devront être supprimés tous à la fois par un même arrêté municipal ; — 3° Les indemnités aux tenanciers des bureaux de placement, seront à la charge des communes. L'Etat et le département contribueront toutefois aux dépenses, d'après le barème suivant par parts égales : a) bureaux supprimés dans un délai de deux ans, 20 %; — b) bureaux supprimés la troisième et la quatrième année, 15 % ;

— c) bureaux supprimés la cinquième année, 10 % ;
— 4° En cas de décès du titulaire avant l'arrêté de suppression, l'indemnité sera due aux ayants droit et leur sera payée lorsque l'arrêté de suppression aura été pris ; — 5° Ces indemnités seront à la charge exclusive des communes lorsque la suppression des bureaux aura lieu après cinq ans. »

Dans les articles 12, 13 et 14 du contre-projet figuraient des mesures édictées en vue d'empêcher des abus de se produire dans le fonctionnement des bureaux payants.

D'après l'article 12, toute prime fixée à tant pour cent par an, six mois, trois mois, quinzaine ou semaine, payée aux bureaux de placement payants, devait être réduite en proportion de la durée de l'emploi procuré, lorsque cette durée n'aurait pas dépassé trois mois dans le premier cas, deux mois dans le second, douze jours dans le troisième, neuf jours dans le quatrième et quatre jours dans le cinquième.

En vertu de l'article 13, il était interdit aux tenanciers de percevoir un droit d'inscription préalable. Toutefois, la loi autorisait, à titre de dépôt, le versement d'une avance dont le maximum était fixé par l'autorité municipale. Cette avance était remboursable en cas de non placement.

Enfin, l'article 14 stipulait que les offres moyennant rétribution d'un emploi imaginaire faites sous une

forme quelconque, les manœuvres d'un placeur ayant pour but de faire perdre à l'employé la place qu'il lui avait procurée, seraient punies des peines portées à l'article 405 du code pénal.

Notons que, dans le contre-projet, les bureaux des nourrices n'étaient pas visés et restaient soumis aux dispositions de la loi du 23 décembre 1874, relative à la protection des enfants du premier âge et qu'il en était de même des agences théâtrales, agences lyriques et agences pour cirques et music-halls ; ces derniers tombaient, toutefois, sous le coup des articles 12, 13 et 14.

M. Aucoin faisait remarquer, pour expliquer la dérogation établie en faveur de ces deux sortes d'agences, que celles-ci n'existaient pas, en vertu du décret du 25 mars 1852, et qu'elles étaient, par suite, libres et soumises au droit commun. Il faisait observer, d'autre part, que les agences théâtrales, dont le siège était à Paris, se trouvaient dans cette situation particulière, qu'elles ne plaçaient pas d'artistes dramatiques ou lyriques dans cette ville, mais seulement dans les théâtres de province et de l'étranger. Il en résultait que, si elles étaient supprimées, il serait très difficile de déterminer quelle serait la commune qui aurait la charge de l'indemnité. A un autre point de vue, la suppression de ces agences aurait, sans aucun doute, de regrettables conséquences pour le pays, car

elles ne plaçaient pas seulement des artistes, mais formaient des troupes pour un grand nombre de directeurs. Il est vrai que des bureaux gratuits allaient être installés par les municipalités, mais il paraissait trop certain qu'ils n'auraient pas la compétence suffisante pour discerner les mérites de chacun et les adresser aux théâtres qui leur convenaient.

Tel était donc, dans ses grandes lignes, le contre-projet présenté par la commission. Sa caractéristique principale, c'était la faculté laissée aux communes de supprimer les bureaux payants, mais c'était en même temps ce qui le distinguait du projet voté par la Chambre, qui proclamait, nous l'avons vu, le principe de l'obligation de la suppression. Ce n'en était pas moins, toutefois, la suppression toujours possible des bureaux payants et il est intéressant de se demander à ce sujet quelles sont les raisons qui ont influé sur la décision de la commission.

Ces raisons sont clairement indiquées dans le rapport de M. Aucoin.

Et, d'abord, ce ne sont pas, comme on pourrait le croire, les abus reprochés aux placeurs et sur lesquels nous nous sommes longuement étendu. M. Aucoin nous le dit formellement : « En dehors de l'enquête, il résulte cependant des documents dont elle (la commission) a pris connaissance, que quelques tenanciers

avaient reconnu s'être rendus coupables de quelques abus. Mais, quand même cette preuve eût été faite de nouveau devant votre commission, lui eût-il été permis d'en prendre texte pour frapper de la même suppression ceux qui ont exercé loyalement leurs fonctions et qui n'ont mérité aucun reproche ? La justice ne recommande-t-elle pas de ne frapper que les coupables ? Serait-elle la justice, si elle empruntait au loup de la fable le reproche adressé à l'agneau pour motiver ses sentences ? »

« En présence de tels faits et si les preuves avaient été fournies, l'administration n'avait qu'une mesure à prendre : retirer l'autorisation à ceux qui n'en étaient plus dignes, mais la maintenir à ceux qui avaient exécuté, en honnêtes gens, les conditions qui leur avaient été prescrites, et, si elle voulait garantir l'avenir, imposer à tous des règlements plus sévères. Aussi votre commission ne pouvait-elle, pour de semblables motifs, voter la suppression » (1).

D'après M. Aucoin, les raisons qui ont dicté à la commission sa détermination, sont les suivantes :

Les placeurs ont le droit de percevoir, après le huitième jour, sur les salaires, une prime calculée à tant pour cent par an, six mois, trois mois, un mois,

(1) Sénat, documents parlementaires, annexe 1903, rapport de M. Aucoin, p. 870.

une quinzaine, un semaine, suivant la profession et cela alors même que l'employé ne serait resté que très peu de temps, si un autre emploi lui a été donné.

Sans doute, on ne peut pas reprocher aux placeurs de percevoir ces primes, puisqu'ils ne les touchent qu'en vertu de l'arrêté d'autorisation. D'ailleurs, ces primes sont légitimes, puisqu'elles sont la rémunération de démarches, mais il n'en est pas moins vrai qu'elles sont très onéreuses pour les travailleurs qui n'ont d'autres ressources que le salaire modeste qu'ils touchent. C'est pour cela qu'il est juste de les en affranchir.

« Pour le démontrer, dit M. Aucoin, certains rappellent un article de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1793, qui édicte que la société a le devoir de donner gratuitement du travail à ceux qui en manquent. Votre commission a pensé que s'il ne lui était pas possible de le remplir, la société devait, cependant, prendre des mesures pour que le travail soit donné gratuitement, qu'il ne soit prélevé aucun droit sur le salaire, et que le chômage qui produit la misère chez l'ouvrier, ne devienne pas une cause de prospérité pour les autres. »

Pourquoi, maintenant, la commission, au lieu de voter, comme l'avait fait la Chambre des députés, la suppression obligatoire des bureaux payants, s'en est-elle tenue à la suppression facultative pour les muni-

cipalités ? M. Aucoin va nous le dire. C'est, d'abord, parce qu'elle n'a pas voulu forcer les municipalités à payer une indemnité lorsque les bureaux de placement payants établis dans la commune rendent des services et ne donnent lieu à aucune plainte, et c'est aussi parce qu'il peut se rencontrer des cas où certains bureaux payants ne pourront être remplacés sans préjudice pour tous. Beaucoup de communes, d'ailleurs, auraient trouvé dur de prendre la charge de payer une indemnité à des bureaux dont personne ne réclamait la suppression. D'autre part, il y avait, pour M. Aucoin, une catégorie de travailleurs où il aurait été à peu près impossible de former des syndicats assurant gratuitement des emplois ; il faisait allusion aux domestiques qui n'auraient pas le temps d'assister aux réunions syndicales parce que leurs maîtres réclamaient leur présence à chaque instant.

Il nous faut maintenant signaler une disposition importante du contre-projet de la commission, c'est celle du paragraphe 2 de l'article 1^{er} qui admettait la possibilité de transmettre ou de céder le bureau devenu vacant par le décès du titulaire ou pour toute autre cause avant l'arrêté de suppression. La raison qui avait inspiré la commission en édictant cette disposition était la suivante : il se pouvait qu'un bureau devint vacant avant ou après la promulgation

de la loi alors que l'arrêté de suppression ne devait être pris que longtemps après et il paraissait équitable de ne pas laisser ce bureau inoccupé pendant un certain nombre d'années.

Quant à la nécessité du paiement d'une indemnité elle se justifiait aux yeux de la commission par la disposition même de l'article 545 du code civil qui déclare que : « Nul ne peut être contraint de céder sa propriété, si ce n'est pour cause d'utilité publique et moyennant une juste et préalable indemnité ». Toutefois, la commission avait cru devoir écarter le mot *préalable* parce qu'elle voulait éviter les conséquences fâcheuses de délais nécessaires en cas de contestations pour déterminer l'indemnité. M. Aucoin estimait que l'indemnité était juste quand elle représentait la réparation du préjudice causé. Comme elle variait nécessairement avec chaque espèce, ce devait être le conseil municipal et, à défaut d'entente, le conseil de préfecture qui la fixerait.

La question des baux passés par les tenanciers des bureaux de placement arrêta aussi l'attention de la commission. Devait-on décider que la suppression du bureau y mettrait fin ou qu'ils continueraient à courir malgré cette suppression ? Il fut décidé, et c'était certainement la meilleure solution, que, pour ne pas imposer un préjudice au propriétaire qui n'a-

vait commis aucune faute et qui ne recevait aucune indemnité, on respecterait les règles du droit commun.

Enfin la commission repoussa toute indemnité en faveur des employés des bureaux supprimés. Elle fit remarquer qu'en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, il n'est pas d'usage de donner des indemnités aux ouvriers de l'usine expropriée et que, d'autre part, pour que le préjudice puisse donner lieu à une indemnité, il faut qu'il résulte directement de l'expropriation (1). C'était à la suite d'un contre projet, présenté le 11 novembre 1903 par M. Félix Martin, que la commission avait eu à trancher cette question.

Tel était le système proposé par la commission. Avant d'analyser la discussion auquel il donna lieu

(1) « En matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, dit M. Aucoin, n'ont droit à l'indemnité que ceux qui sont privés de tout ou partie d'une propriété et ceux qui ont des droits sur la chose expropriée, tels que l'usufruitier, le fermier, le locataire. Mais jusqu'à présent nous n'avons jamais compris que les ouvriers et employés d'une usine expropriée aient un droit quelconque à une indemnité. Ce n'est pas que l'expropriation ne leur porte un certain préjudice, mais pour que ce préjudice puisse donner lieu à une indemnité, il faut qu'il résulte directement de l'expropriation ». Sénat, rapport de M. Aucoin, documents parlementaires, annexe, 1902, p. 873.

devant le Sénat, il est intéressant de se demander comment il fut accueilli par le gouvernement.

Invités par la commission à venir prendre connaissance de la proposition de loi Chambon ainsi remaniée, le président du conseil et le ministre du commerce formulèrent un certain nombre d'objections.

Ils exprimèrent tout d'abord leur regret que la commission n'eût pas accepté sans modification le projet voté à la presque unanimité par la Chambre, ajoutant que les abus commis par les bureaux étaient si justifiés qu'il n'était plus possible de les maintenir (1).

Ils déplorèrent ensuite la substitution qui avait été faite par la commission du principe de faculté au principe d'obligation pour la suppression des bureaux payants et formulèrent leurs craintes que cette faculté laissée aux communes ne fût cause de l'échec de la loi et qu'il ne fût pas possible au gouvernement de la faire accepter par la Chambre des députés, alors surtout que celle-ci s'était prononcée en faveur de l'obligation à une majorité si imposante. Puis ils émirent la crainte que si les communes restaient seules juges de la mesure à prendre, les bureaux établis dans certaines de celles-ci ne profitassent de la clientèle de bureaux supprimés dans les communes limitrophes. C'est ainsi qu'il leur paraissait certain que les bureaux de

(1) Voir rapport de M. Aucoin, p. 873.

la banlieue de Paris attireraient à eux une partie de la clientèle jusque là desservie par les bureaux supprimés dans Paris et qu'à raison de cette prospérité les communes suburbaines de la capitale ne voudraient pas les supprimer, d'abord parce qu'elles profiteraient dans une certaine mesure du passage ou des séjours de ceux qui viendraient demander ou offrir des emplois et ensuite parce que l'indemnité qu'elles devraient payer plus tard serait devenue trop forte (1).

Enfin ils demandèrent à la commission de ne pas maintenir l'augmentation de la contribution de l'Etat et du département votée par elle et de revenir au barème de la Chambre des députés.

Après le départ des ministres, la commission tint une nouvelle délibération, à la suite de laquelle elle donna satisfaction sur certains points aux désirs du gouvernement. C'est ainsi que, pour empêcher les bureaux payants de profiter de la clientèle des bureaux supprimés dans les communes limitrophes, elle décida d'ajouter à l'article 11 la disposition suivante : « Les indemnités dues aux bureaux de placement payants supprimés dans le délai de cinq années seront fixées d'après l'état des bureaux, à l'époque de la promulgation de la présente loi. » D'autre part, sur la question de la contribution de l'Etat et du départ-

(1) Voir également rapport de M. Aucoin, p. 873.

tement, elle modifia le texte de l'article 11, paragraphe 3, et reproduisit le barème voté par la Chambre.

La commission avait terminé son travail : il ne restait plus qu'à le soumettre au Sénat.

Il nous paraît intéressant de citer *in extenso* la conclusion du rapporteur M. Aucoin. L'impression qui s'en dégage est que nous nous trouvons en face d'une œuvre de transaction qui constitue certainement un progrès sur la situation actuelle, mais qui, précisément, par ce caractère même, ne devait donner satisfaction à aucun des partis en présence et était grosse de dangers pour l'avenir.

« Telle est, dit M. Aucoin, la proposition de loi, que votre commission m'a donné mandat de vous soumettre et de soutenir. »

« En la soutenant elle n'a pas cru qu'elle mettrait fin à la lutte si fâcheuse du capital et du travail, ni à une agitation qu'on ne saurait trop déplorer et qui provient peut-être autant du nombre trop grand des travailleurs dans Paris, comparé au nombre d'emplois qu'on peut lui donner, qu'à des abus imputés aux bureaux payants et dont la preuve n'a pas été rapportée devant elle. »

« Elle n'a pas cru davantage que cette loi donnerait satisfaction à tous, mais elle est cependant convaincue que, malgré les critiques qui pourraient lui

être faites, elle réalisera un réel progrès en dégageant le salaire des travailleurs de toute redevance et en assurant le développement des bureaux gratuits et que ce sera une raison suffisante pour que des concessions soient faites par ceux qui trouveront qu'on a été trop loin et par ceux qui estimeront qu'on n'a pas assez fait. »

« Pour les y déterminer nous les inviterons à suivre l'exemple des membres de la commission qui, après avoir nettement soutenu leurs opinions et voté pour en assurer le triomphe, n'ont pas hésité à en faire le sacrifice pour contribuer au succès d'une loi qui consacre une amélioration. »

« Il est vrai de dire qu'ils avaient été précédés dans cette voie par la Chambre des députés qui, après avoir donné 102 voix contre 462 à un contre-projet et 219 contre 332 à un amendement, a voté l'ensemble de la proposition par 469 voix contre 16. »

« Au nom de votre commission nous vous demandons de suivre de tels exemples et de voter la proposition de loi que nous vous présentons. En l'adoptant vous prouverez que vous savez, quelles que soient les manifestations et d'où qu'elles viennent, garder votre calme et donner votre approbation à toute mesure qui améliore le sort des travailleurs. »

La discussion sur la proposition de loi vint au

Sénat le 19 janvier 1904 (1). Elle devait être très brève. Après l'adoption de l'urgence la plupart des articles furent votés sans discussion. Il ne s'éleva de difficultés qu'en ce qui concerne les articles 1 et 11.

Sur l'article 1^{er}, M. Félix Martin déposa un contre-projet portant qu'à l'avenir aucune permission de tenir un bureau de placement payant ne pourrait être accordée et que les permissions en vigueur devaient être rapportées dans les conditions déterminées par la loi. Ce contre-projet fut rejeté par 196 voix contre 85. M. Prevet ne fut pas plus heureux dans un contre-projet faisant disparaître la faculté de suppression.

Ce fut à propos du paragraphe 2 de l'article 1^{er} du projet que des divergences commencèrent à apparaître entre le Sénat et la commission. Ce paragraphe était ainsi conçu : Aucune autorisation de bureau de placement payant nouveau ne sera accordée ». Il fut repoussé par 140 voix contre 126 et ce rejet paraissait accentuer l'antagonisme du Sénat contre le projet de la Chambre. Il pouvait en résulter l'échec du projet tout entier. Aussi la commission comprenant le danger s'empressa de présenter un nouveau texte qui fut adopté sans discussion ; en

(1) *Journal officiel* du 20 janvier 1904.

voici la rédaction : « Tout bureau nouveau créé en vertu d'une autorisation postérieure à la promulgation de la présente loi n'aura droit, en cas de suppression, à aucune indemnité » (1).

La discussion n'ayant pu être achevée dans la séance du 19 janvier fut renvoyée au 26 du même mois. Elle fut des plus vives et devait être marquée par de nombreux incidents. Après l'adoption des articles 4 à 10, l'article 11, relatif aux indemnités à accorder aux placeurs dépossédés et à la prime de placement, fut attaqué par un certain nombre de sénateurs.

Il était dit, dans le paragraphe 1^{er} de cet article, qu'à partir de la promulgation de la loi, un arrêté pris à la suite d'une délibération du conseil municipal pourrait, à charge d'une indemnité représentant le prix de vente de l'office et qui, à défaut d'entente, sera fixée par le conseil de préfecture, rapporter les autorisations données en vertu du décret du 25 mars 1852.

Sur ce paragraphe M. Gouyer proposa de remplacer les mots : « et ce qui, à défaut d'entente, sera fixé par le conseil de préfecture », par les mots « et qui, à défaut d'entente, sera fixé par le tribunal civil. »

Après avoir fait remarquer qu'il s'agissait non pas d'un débat contentieux qui allait s'engager sur l'ar-

(1) *Journal officiel* du 20 janvier 1904.

rété lui-même, mais exclusivement, en cas de désaccord entre les bureaux de placement et la partie expropriante sur la valeur intrinsèque de l'objet exproprié, d'établir par voie judiciaire la valeur exacte de ces bureaux de placement, il insista sur ce point qu'il s'agissait non d'une question administrative mais d'une question de propriété, c'est-à-dire de droit civil et que cette question devait ressortir naturellement à la juridiction civile, c'est-à-dire au tribunal de première instance.

« Cela est tellement vrai, disait-il, que lorsque les lois de 1833 et 1841 ont créé, en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique — mais seulement en matière immobilière — une juridiction spéciale, le jury d'expropriation, cette juridiction a été et est encore une juridiction civile. Ses décisions ne ressortissent pas pour leur contrôle au Conseil d'Etat, mais à la Cour de Cassation, tant il est vrai que le jury d'expropriation est bien une juridiction civile. »

« Aucune raison quelconque ne milite pour que dans une matière d'expropriation, comme celle que vous créez aujourd'hui, ce soit la juridiction administrative qui, par exception à la loi commune et en contradiction avec elle, ait mission d'apprécier ce que vaut exactement une propriété.

« Si cette propriété est reconnue valoir une somme quelconque convenue entre les parties, l'affaire

sera réglée immédiatement entre elles. Si au contraire la commune qui exproprie et le propriétaire du bureau de placement exproprié, ne sont pas d'accord, le tribunal civil sera saisi ; il jugera immédiatement s'il se considère comme suffisamment édifié ; il ordonnera une expertise dans le cas contraire. Quand sa décision définitive ne plaira pas à l'une ou à l'autre des parties, elle ira devant la cour d'appel et fera de nouveau juger son procès qui sera, comme tous les procès en matière de propriété, essentiellement un procès civil. »

« Je vous demande, Messieurs, de vouloir bien renvoyer à la juridiction civile ce qui légitimement lui appartient et ne peut appartenir qu'à elle (1).

Il y avait là, semble-t-il, une modification heureuse au texte de la commission qui se défendait par des arguments très forts. Toutefois le Sénat, sur les observations de M. Trouillot, ministre du commerce et de l'industrie, et dans le désir de ne pas entrer en conflit avec la Chambre sur un point de détail, repoussa l'amendement de M. Gourju, par 164 voix contre 111.

Beaucoup plus longue fut la discussion sur le paragraphe 4 de l'article 11. Ce paragraphe portait :

(1) Sénat, Débats parlementaires, compte rendu *in extenso* séance du 26 janvier 1904, p. 54 et 55.

« Les indemnités aux tenanciers des bureaux de placement seront à la charge des communes. L'Etat et le département contribueront toutefois aux dépenses par parts égales d'après le barème suivant : 1° Bureaux supprimés dans le délai de deux ans, 20 %;— 2° Bureaux supprimés la troisième et quatrième année, 15 % ; — 3° Bureaux supprimés la cinquième année, 10 %.

Sur ce paragraphe, M. de Sal et plusieurs de ses collègues présentèrent un amendement qui consistait à mettre les indemnités des tenanciers des bureaux de placement à la charge des communes seules.

MM. de Sal, Gourju et Antonin Dubost s'efforcèrent de démontrer que la suppression des bureaux de placement était exclusivement une affaire municipale et que, par suite, il appartenait aux communes qui avaient jugé à propos de supprimer leurs bureaux de placement de faire le nécessaire pour que l'indemnité fût payée à ceux qui avaient le droit de la recevoir. Malgré l'intervention du ministre du commerce cet amendement, qui était visiblement dirigé contre la ville de Paris, fut adopté.

A la suite de ce vote le paragraphe 6 qui portait que les indemnités seraient à la charge exclusive des communes lorsque la suppression des bureaux aurait lieu après les cinq ans, devenait inutile. Il ne

fut pas adopté par le Sénat, mais sur ce paragraphe le général Mercier développa un paragraphe additionnel qui apportait une modification profonde au système de la commission. Cet amendement était rédigé de la façon suivante : « A partir de la promulgation de la présente loi, les frais de placement touchés dans les bureaux maintenus à titre payant seront entièrement supportés par les employeurs sans qu'aucune rétribution puisse être reçue des employés. Toute infraction à cette prescription sera punie des peines édictées à l'article 9 de la présente loi. »

Dans la conclusion qu'il développa à l'appui de son amendement le général Mercier, tout en se déclarant partisan de la faculté pour les municipalités de maintenir ou de supprimer les bureaux de placement, s'éleva avec énergie contre les systèmes de rétribution des tenanciers des bureaux de placement. Il fit observer que les bureaux payants rendaient des services surtout aux patrons, et que c'étaient cependant les ouvriers qui étaient obligés de rétribuer ces services; il voyait dans cette solution quelque chose d'inique (1). Il chercha à démontrer

(1) « Les bureaux de placement payants, dit le général Mercier, rendent des services aux patrons autant et même plus qu'aux ouvriers dans bien des cas et cependant ce sont les ouvriers

que sa proposition supprimait tous les inconvénients du système en vigueur, car les patrons étaient placés dans de bien meilleures conditions pour résister aux exigences des placeurs que les ouvriers, parce qu'ils ont des ressources et qu'ils ne craignent pas d'opposer un refus aux placeurs qui auraient des prétentions exagérées ou de s'adresser à d'autres bureaux, ou même de déposer des plaintes à la police et à la justice.

Aux yeux du général Mercier, un autre avantage

seuls, déjà éprouvés par le chômage, qui sont obligés de rétribuer ces services ».

« Ce sont les ouvriers seuls qui supportent les frais des investigations et des enquêtes dont ils sont l'objet à la demande et à l'intérêt des patrons ».

« N'y a-t-il pas là manifestement quelque chose de choquant, d'injuste et d'inhumain que le régime républicain ne peut pas autoriser plus longtemps ? »

(*Journal officiel*, débats parlementaires, séance du 26 janvier 1904, p. 60 et 61).

Et plus loin il ajoute : « Voilà des employeurs, d'une part, et des employés, de l'autre. L'honorable rapporteur, avec beaucoup d'esprit, vous parlait dernièrement des anxiétés d'une élégante parisienne se trouvant momentanément privée des services d'une femme de chambre. Mais ces anxiétés sont-elles comparables aux angoisses des malheureux employés en état de chômage, sans place, sans ressources, qui n'ont pas fait d'économies ou qui les ont dissipées, et qui en sont à se demander chaque jour s'ils mangeront et où ils coucheront. Cet état de détresse les met précisément à la discrétion des placeurs ; c'est la cause de cette animosité qui s'est produite dans la population, qui dépend des placeurs, par les désordres que vous savez. »

de son amendement était de supprimer le reproche qui consistait à dire que les patrons et les gérants des bureaux de placement s'entendaient entre eux pour produire le plus grand nombre de mutations possible parmi les ouvriers de façon à se partager les bénéfices résultant de ces mutations.

A l'objection que les patrons feront payer plus tard sous une forme ou sous une autre aux employés les frais qu'ils auront faits pour leur recrutement, le général Mercier répond de la façon suivante : « Je ne le crois pas. Je pense d'abord que les employés une fois en place ont beaucoup plus de force de résistance que lorsqu'ils sont en état de chômage et que, de plus, leur syndicats, avec la possibilité qu'ils ont de se mettre en grève contre leurs patrons, les arment très suffisamment contre les prétentions exagérées de ces patrons. »

Le Sénat était visiblement gagné à cette cause. Aussi malgré l'opposition du rapporteur M. Aucoin, il adopta, par 137 voix contre 107, l'amendement Mercier.

La conséquence de ce vote fut la démission de M. Aucoin, mais la discussion de la loi n'en continua pas moins à la séance du 28 janvier. Elle touchait d'ailleurs à sa fin. Le Sénat se borna à supprimer les articles 12, 13 et 14 du projet qui n'avaient plus de

raison d'être et adopta l'article 15 relatif aux bureaux de nourrices et aux agences théâtrales.

Au dernier moment une tentative fut faite par un certain nombre de sénateurs hostiles à la loi pour en retarder l'adoption. Elle consista à demander une nouvelle délibération, ce qui impliquait le retrait de l'urgence. C'était là une manœuvre des plus dangereuses qui était de nature à compromettre tout ce qui avait été fait jusqu'alors. Le ministre du commerce le comprit et insista énergiquement auprès de l'assemblée pour qu'elle repoussât cette demande. »

« Je ne crois pas, dit-il, en parlant des bureaux de placement, qu'il soit une question dont on puisse mieux dire que tout a été dit sur elle ».

« Elle a été débattue devant les deux Chambres ; elle a été réitérée sous tous les aspects avec une ardeur mutuelle ; on ne pourrait que répéter ce qui a été dit et redit avec autant d'autorité que d'éloquence. Je supplie le Sénat de ne pas entrer dans cette voie. S'il y entrait, il réjouirait ceux qui prétendent que le régime parlementaire n'aboutit qu'à éterniser les questions et empêcher les solutions d'aboutir. Nous sommes arrivés au point où sur cette question enfin un accord est près d'être réalisé entre

les deux Chambres. Je demande au Sénat de ne pas le compromettre par un nouvel ajournement ».

Le gouvernement fut vigoureusement appuyé par M. Strauss et la demande de nouvelle délibération fut repoussée, bien qu'à une très faible majorité, par 138 voix contre 132.

Dans la séance du lendemain 29 janvier, le Sénat adopta l'ensemble de la proposition par 228 voix contre 39 et la renvoya à la Chambre des députés le jour suivant.

Saisie de la proposition de loi telle qu'elle avait été modifiée par le Sénat, la commission du travail à la Chambre des députés en commença immédiatement l'étude et, le 26 février 1904, M. Chambon déposa son rapport dans lequel il demandait à la Chambre de voter le texte qui lui était soumis sans modifications. Il faisait remarquer que ce texte constituait une amélioration notable sur le système de 1852 et que ce que la Chambre avait de mieux à faire c'était de l'adopter sauf à y introduire plus tard les modifications dont l'expérience aurait démontré la nécessité.

Cette proposition fut violemment combattue par M. Georges Berry dans la séance du 9 mars 1904. Le député de la Seine, qui était toujours resté l'ad-

versaire irréductible des placeurs, s'éleva avec vigueur contre un projet de loi qu'il considérait, malgré les apparences, comme ne changeant rien au système consacré par le décret de 1852 : « Le tenancier du bureau payant, dit-il, pourra continuer à exploiter son commerce, à prendre le plus clair du bénéfice de l'employé ou de l'ouvrier ; il pourra comme par le passé trafiquer du travail humain. Savez-vous ce qu'il y aura de changé ? C'est que les bureaux payants, qui n'étaient tolérés que par le décret de 1852 et qui n'étaient en somme qu'une espèce de maison de tolérance, vont être protégés, autorisés par la loi que vous allez voter. Vous faites les affaires des placeurs, je voulais faire celles des employés ; nous ne sommes pas d'accord, je ne voterai pas avec vous » (1).

M. Ferrette intervint aussi dans la discussion. Il s'efforça de démontrer que l'amendement du général Mercier n'aurait pas la portée qu'on se figurait parce que l'employeur trouverait toujours moyen de recouvrer clandestinement sur l'ouvrier les sommes que lui, employeur, aurait versées au placeur. « Vous n'avez, dit-il, aucun moyen d'empêcher pareille pratique et vous pouvez être certain que toutes les municipalités vont se retrancher derrière l'a-

(1) *Journal officiel* du 9 mars 1904, débats parlementaires, p. 637.

mendement du général Mercier, qu'elles en profiteront pour ne pas supprimer les bureaux de placement et que cette loi, que vous considérez comme préférable au néant, sera pire que le néant, puisqu'elle vous désarmera contre les municipalités et les bureaux » (1-2).

Il était visible néanmoins que la Chambre était acquise au projet de la commission et le parti socialiste lui-même, fatigué d'une discussion qui durerait depuis plus de dix ans, était décidé à se contenter momentanément de demi-satisfactions. C'est ce qui se dégage nettement des déclarations faites à la Chambre à cette même séance par un homme que nous avons vu lutter énergiquement pour la suppression des placeurs, M. Coutant : « Je le répète, dit-

(1) *Journal officiel* du 9 mars 1904, débats parlementaires, p. 637.

(2) L'opinion de M. Ferrette était, pour des raisons diverses, partagée par un certain nombre d'organes de la presse appartenant aux différents partis politiques.

Le journal des *Débats*, à la date du 10 février 1904, s'exprimait ainsi : « Si la Chambre a la faiblesse d'adopter l'amendement Mercier, ce n'est pas le Sénat qui sera châtié, les seuls qui puissent en pâtir sont les pauvres gens qu'on prétend protéger ».

La *Petite République*, du 5 mars 1904, écrivait : « Quant à l'amendement Mercier, c'est une machine de guerre inventée pour perpétuer l'existence des tenanciers qui n'ont aucun intérêt à s'en aller, attendu que, sous n'importe quel régime, ils sont assurés de vivre... Un seul régime doit leur être appliqué, celui de la suppression ».

il, au nom de mon parti, au nom du parti socialiste révolutionnaire, la loi qui nous est présentée ne nous donne pas satisfaction, mais je veux une solution. J'ai lutté avec autant d'énergie que vous, Monsieur Berry, pour la suppression des bureaux de placement ; je ne veux plus que cette loi fasse des voyages aussi multiples qu'édifiants de la Chambre au Sénat et du Sénat à la Chambre. Cette loi votée, nous nous réservons de la modifier et personnellement, du haut de cette tribune, je prends l'engagement devant les travailleurs qui m'ont investi de leur confiance, de continuer à demander à cette assemblée la suppression des bureaux de placement, de harceler le Sénat pour obtenir satisfaction entière, si, après l'application de la loi qui nous intéresse, les travailleurs avaient encore à attendre pour améliorer un peu leur triste situation. Provisoirement, nous voterons le projet qui nous est présenté ».

A son tour, M. Jaurès prit la parole et supplia la Chambre de voter le projet du Sénat tel qu'il lui était présenté. Avec sa grande éloquence, il s'efforça de démontrer à l'assemblée qu'à l'heure où on était arrivé, la seule question qui se posait était de savoir si, après l'adoption du texte du Sénat, les ouvriers seraient mieux armés pour lutter contre les abus des bureaux payants. Or, à ses yeux, il ne

pouvait y avoir aucun doute à cet égard. Sans doute, le Sénat avait eu tort de substituer à l'obligation de la suppression des bureaux payants dans le délai déterminé de cinq ans, la faculté de la suppression et de repousser la part de la subvention de l'Etat dans les indemnités qui seraient payées aux bureaux, mais il n'en était pas moins vrai qu'il avait cédé sur plusieurs points importants et que l'on pouvait espérer qu'il finirait par céder définitivement : « Le Sénat a résisté, il a résisté à demi ; il fut un temps où il résistait tout à fait et nous qui sommes des hommes sages, nous saluons comme un progrès l'heure où il ne résiste plus qu'à demi, en attendant que les travailleurs organisés l'amènent à ne plus résister du tout ».

Désireuse d'arriver à un résultat, la Chambre repoussa tous les amendements et contre-projets et vota sans aucune modification le texte du Sénat à une très forte majorité — 487 voix contre 14 — à la séance du 9 mars 1904. La loi fut promulguée au *Journal officiel* quelques jours plus tard, le 14 mars.

CHAPITRE II

Caractères de la loi du 14 mars 1904.

Après avoir terminé la partie historique de cette thèse et avant de poursuivre notre étude en examinant le caractère juridique de cette œuvre de transaction que fut la loi du 14 mars 1904, nous croyons utile, pour rendre plus facile la compréhension de nos explications ultérieures, d'en donner ici le texte intégral.

Loi du 14 mars 1904.

ARTICLE PREMIER. — A partir de la promulgation de la présente loi, les bureaux de placement payants pourront être supprimés moyennant une juste indemnité.

Tout bureau nouveau, créé en vertu d'une autorisation postérieure à la promulgation de la présente loi, n'aura droit, en cas de suppression, à aucune indemnité.

Le bureau devenu vacant par le décès du titulaire ou pour toute autre cause avant l'arrêté de suppression, pourra être transmis ou cédé.

ART. 2. — Les bureaux de placement gratuits créés par les municipalités, par les syndicats professionnels, ouvriers, patronaux ou mixtes, les bourses du travail, les compagnonnages, les sociétés de secours mutuels et toutes autres associations légalement constituées, ne sont soumis à aucune autorisation.

ART. 3. — Les bureaux de placement énumérés à l'article précédent, sauf ceux qui sont créés par les municipalités, sont astreints au dépôt d'une déclaration préalable effectuée à la mairie de la commune où ils sont établis. La déclaration devra être renouvelée à tout changement de local du bureau.

ART. 4. — Dans chaque commune, un registre constatant les offres et demandes de travail et d'emplois devra être ouvert à la mairie et mis gratuitement à la disposition du public. A ce registre, sera joint un répertoire où seront classées les notices individuelles que les demandeurs de travail pourront, librement, joindre à leur demande. Les communes comptant plus de 10.000 habitants seront tenues de créer un bureau municipal.

ART. 5. — Seront exemptées du droit de timbre, les affiches imprimées ou non, concernant exclusivement les offres et les demandes de travail et d'emplois et apposées par les bureaux de placement gratuits énumérés dans l'article 3.

ART. 6. — Tout gérant ou employé d'un bureau de

placement, qui aura perçu une rétribution quelconque à l'occasion du placement d'un ouvrier ou employé, sera puni des peines prévues à l'article 9 ci-dessous.

ART. 7. — L'autorité municipale surveille les bureaux de placement pour y assurer le maintien de l'ordre, les prescriptions de l'hygiène et la loyauté de la gestion. Elle prend les arrêtés nécessaires à cet effet.

ART. 8. — Aucun hôtelier, logeur, restaurateur ou débitant de boissons ne peut joindre à son établissement la tenue d'un bureau de placement.

ART. 9. — Toute infraction, soit aux règlements faits en vertu de l'article 7, soit à l'article 8, sera punie d'une amende de seize francs à cent francs et d'un emprisonnement de six jours à un mois ou de l'une de ces deux peines seulement. Le maximum des deux peines sera appliqué au délinquant lorsqu'il aura été prononcé contre lui dans les douze mois précédents une première condamnation pour infraction aux articles 6 et 8 de la présente loi.

Tout tenancier, gérant, employé d'un bureau clandestin sera puni des deux peines portées à cet article. Ces peines sont indépendantes des restitutions et dommages-intérêts auxquels pourront donner lieu les faits incriminés.

L'article 463 du code pénal, ainsi que la loi du 26

mars 1891 sont applicables aux infractions indiquées ci-dessus.

ART. 10. — Les pouvoirs ci-dessus conférés à l'autorité municipale seront exercés par le préfet de police pour Paris et le ressort de sa préfecture et par le préfet du Rhône pour Lyon et les autres communes dans lesquelles il remplit les fonctions qui lui sont attribuées par la loi du 24 juin 1851.

ART. 11. — 1° A partir de la promulgation de la présente loi, un arrêté, pris à la suite d'une délibération du conseil municipal, pourra, à charge d'une indemnité représentant le prix de vente de l'office et qui, à défaut d'entente, sera fixée par le conseil de préfecture, rapporter les autorisations données en vertu du décret du 25 mars 1852.

2° Les indemnités dues aux bureaux de placement payants supprimés dans le délai de cinq années, seront fixées, d'après l'état de ces bureaux à l'époque de la promulgation de la présente loi.

3° Les bureaux faisant le placement pour une même profession déterminée, devront être supprimés tous à la fois par un même arrêté municipal.

4° Les indemnités aux tenanciers des bureaux de placement seront à la charge des communes seules.

5° En cas de décès du titulaire avant l'arrêté de suppression, l'indemnité sera due aux ayants droit et leur sera payée lorsque l'arrêté aura été pris.

A partir de la promulgation de la présente loi, les frais de placement touchés dans les bureaux maintenus à titre payant seront entièrement supportés par les employeurs sans qu'aucune rétribution ne puisse être reçue des employés.

Toute infraction à cette prescription sera punie des peines édictées à l'article 9 de la présente loi.

ART. 12. — Sont et demeurent abrogées toutes dispositions contraires à la présente loi.

Les bureaux de nourrices ne sont pas visés par la présente loi et restent soumis aux dispositions de la loi du 23 décembre 1874, relative à la protection des enfants du premier âge.

Les agences théâtrales, les agences lyriques, et les agences pour cirques et music-halls, ne sont pas soumises aux prescriptions de la présente loi.

ART. 13. — La présente loi est applicable à l'Algérie (1).

Nous savons maintenant dans quelles circonstances a été votée la loi du 14 mars 1904, et par le rappel que nous avons fait des enquêtes auxquelles il avait été procédé, des débats parlementaires qui avaient eu lieu tant à la Chambre qu'au Sénat, des polémiques

(1) Il n'est pas sans intérêt de remarquer que la loi du 14 mars 1904 n'a pas abrogé le décret du 25 mars 1852, mais cette abrogation résulte aujourd'hui de la loi du 28 décembre 1910 portant codification des lois ouvrières.

ques acharnées auxquelles les organes des différents partis s'étaient livrés, nous croyons avoir donné une idée suffisante de l'état d'esprit sur cette question des deux grands partis politiques en présence, le parti capitaliste et le parti socialiste ; il est indispensable de dégager maintenant en quelques pages les caractères de la réforme intervenue.

Nous grouperons nos développements sous les trois chefs suivants :

1° Dispositions relatives aux bureaux payants.

2° Dispositions ayant pour objet de développer le placement gratuit.

3° Bureaux auxquels la loi ne s'applique pas.

SECTION I. — Dispositions relatives aux bureaux payants.

§ 1. — Réglementation des bureaux payants.

Grâce à la tenacité du Sénat, et malgré les violentes attaques des députés socialistes et d'un groupe de députés indépendants, parmi lesquels il convient tout particulièrement de citer M. Georges Berry, les bureaux payants ont été maintenus dans la loi de 1904 ; toutefois, il n'est pas douteux que leur situation ne soit devenue singulièrement précaire. Il suffit, pour s'en convaincre, de se rappeler qu'ils restent toujours soumis à la nécessité édictée par le décret de 1852 d'obtenir une autorisation et que, d'autre part, leur

suppression peut être réalisée à tout moment, les conseils municipaux étant souverains maîtres de la question.

Les deux textes fondamentaux en cette matière sont le § 2 de l'article 1^{er} ainsi conçu : « Tout bureau nouveau, créé en vertu d'une autorisation postérieure à la promulgation de la présente loi, n'aura droit, en cas de suppression, à aucune indemnité », et l'article 2, qui déclare que : « Les bureaux de placement gratuits créés par les municipalités, par les syndicats professionnels, ouvriers, patronaux ou mixtes, les bourses du travail, les compagnonnages, les sociétés de secours mutuels et toutes autres associations légalement constituées, ne sont soumis à aucune autorisation ».

Il résulte de la combinaison des deux textes que, tandis que les bureaux gratuits sont dispensés de l'autorisation et soumis à la simple formalité de la déclaration, les bureaux payants devront toujours se munir, comme autrefois, d'une autorisation, qui ne leur sera, en fait, que très rarement accordée.

Ces bureaux nouvellement créés vont se trouver dans une situation très inférieure puisque, aux termes de ce même § 2 de l'article 1^{er}, ils n'auront droit à aucune indemnité en cas de suppression. Il est difficile d'imaginer une situation plus instable que la leur ; ils sont entièrement sous la dépendance de l'autorité mu-

nicipale qui peut, à son gré, les faire disparaître ou les faire renaître.

Sous ce rapport, la situation des bureaux payants, existant d'après des autorisations antérieures à la loi de 1904, est meilleure. Leurs titulaires ne sont plus seulement tolérés, mais possèdent un véritable droit. Ce droit résulte du § 2 de l'article 1^{er} qui déclare que, lorsque les bureaux deviendront vacants par le décès du titulaire ou pour toute autre cause avant l'arrêté de suppression, ils pourront être transmis ou cédés. En d'autres termes, les tenanciers de ces bureaux, à la différence des premiers, ne peuvent être expropriés, que moyennant le paiement d'une indemnité. Il y a, il est vrai, dans cet article 1^{er}, un défaut de rédaction qui pourrait faire croire que le § 3 se rapporte aussi bien aux tenanciers visés par le § 2 que par le § 1, mais il résulte des observations fournies par le rapporteur, au cours de la discussion de l'article 1^{er}, que le législateur a entendu viser uniquement dans le § 3, les tenanciers du § 1^{er}. Il ne saurait donc y avoir de doute à ce sujet.

Aux termes de l'article 7, les bureaux payants sont soumis à la surveillance de l'autorité municipale, chargée d'assurer le maintien de l'ordre, les prescriptions d'hygiène et la loyauté de la gestion. Cette disposition est, d'ailleurs, commune aux bureaux payants et aux bureaux gratuits.

Une des réformes les plus importantes de la loi de 1904 a été la mise à la charge du patron de la prime de placement. La légitimité de cette prime, du moment qu'on a maintenu les bureaux de placement, n'est pas discutable. Le placeur est un commerçant et il n'est que juste qu'il perçoive la rémunération équitable de ses services, mais, jusqu'en 1904, c'était l'acheteur seul, c'est-à-dire l'employé, qui payait l'offre de travail. Il n'y avait là que l'application normale de la règle de l'offre et de la demande. Nous avons vu, que c'est grâce à l'intervention devant le Sénat du général Mercier, que fut votée la disposition nouvelle et il semble même que ce fut l'adoption par la Chambre haute de cette réforme qui assura le vote définitif du projet par la Chambre des députés. Ce qui est certain, c'est que la loi de 1904, consacre un principe tout à fait nouveau. L'ancienne notion du travail est complètement renversée. Le législateur s'est rendu compte que le contrat de travail comporte un élément inéluctable qui est la nécessité de vivre, et que des deux contractants en présence, l'un qui fait une offre et l'autre qui, par le fonctionnement même de la loi de concurrence, se trouve, en quelque sorte, dans la nécessité absolue d'accepter, c'est certainement le premier qui est le moins intéressant.

En faisant payer aux patrons tous les frais de placement, le législateur espérait que, pour éviter des

dépenses, ces derniers auraient recours aux bureaux gratuits et pensait que la réforme réalisée serait un excellent moyen de hâter la disparition des bureaux payants. Il ne semble pas, à en juger par les faits, que cet espoir ait été réalisé. Si nous nous en rapportons aux renseignements fournis par l'Office du travail, les bureaux de placement, dans les villes où ils ont été maintenus, ont conservé leur ancienne clientèle.

Saisis de plaintes contre les tenanciers percevant une certaine somme d'argent sur l'employé à l'occasion du placement, les tribunaux n'ont pas hésité à condamner les délinquants (1), mais des questions beaucoup plus délicates se sont posées devant eux sur la disposition de l'article 11, qui met à la charge de l'employeur le paiement des frais de placement.

Malgré la disposition de la loi, dont le principe est excellent, il arrivera très souvent qu'en raison de l'incidence des taxes, ces salariés finiront par supporter

(1) Voir notamment tribunal correctionnel de Nantes, 26 avril 1904, *Bulletin de l'Office du travail*, mai 1904, p. 438; tribunal correctionnel de Belfort, 10 juin 1904, *Bulletin de l'Office du travail*, août 1904, p. 719; tribunal correctionnel de la Seine, 22 septembre 1904, *Bulletin de l'Office du travail*, décembre 1904, p. 1081.

les impôts dont les patrons sont frappés, et voici comment :

Tout d'abord, rien n'empêchera les employeurs d'engager les ouvriers ou les domestiques à un salaire légèrement inférieur au salaire normal, de façon à récupérer les droits de placement qu'ils ont été obligés d'acquitter. Dans cette hypothèse, le marché ayant été librement débattu entre les deux parties, cette pratique ne comporte à l'égard de l'employeur ni sanction pénale ni sanction civile. Le seul remède à cette situation serait l'adoption par la loi de salaires minima pour les différentes classes d'ouvriers, d'employés ou de domestiques. Mais il en sera différemment s'il résulte des circonstances de la cause que le salaire inférieur auquel a été engagé l'employé, a précisément pour objet de permettre à l'employeur de récupérer le montant du droit. Dans ce cas, l'employeur encourra une condamnation à des dommages-intérêts. C'est notamment ce qu'a décidé le juge de paix du XIV^e arrondissement de Paris, le 14 septembre 1905, en condamnant l'employeur à restituer le montant du droit de placement qu'il avait indûment retenu sur le salaire de son employé (1).

Nous croyons devoir à raison de l'intérêt que présente cette question, citer ce jugement *in extenso* :

(1) *Bulletin de l'Office du travail*, octobre 1905.

Attendu que, par exploit du 28 août 1905, la demoiselle L... a cité L... en paiement de la somme de dix francs pour dix journées de salaires, comme fille de salle à manger, au service de celui-ci ;

Attendu qu'il est constant et reconnu que la demoiselle L... est entrée dans l'établissement de L... le 15 août 1905, aux gages de 30 francs par mois et qu'elle en est effectivement sortie au bout de dix jours ;

Mais que L... prétend que la rétribution due au bureau de placement qui lui avait désigné sa fille de service concerne exclusivement cette dernière ; qu'il lui avait remis la somme de dix francs pour aller payer cette rétribution et que, par suite, il s'est ainsi libéré des dix francs de gages dont il était redevable ;

Qu'au soutien de sa défense, L... produit : 1° le bulletin d'envoi du bureau de placement où il est dit, en caractères imprimés, d'après le tarif préfectoral : « qu'en cas de conventions contraires le montant du droit indiqué au bulletin devra toujours être payé au placeur par le maître ou patron », et en caractères manuscrits, que le gage est de 30 francs « sans payer de bureau » ; 2° une déclaration de la tenancière du bureau qui atteste que « le gage devait être de 20 francs, frais à la charge du patron ou de 30 francs, frais à la charge de la fille de service et que la demoiselle L... préféra 30 francs, disant qu'elle s'arrangerait avec le bureau ;

Attendu qu'aux termes de l'article 16 de la loi du 19 mars 1904, laquelle est applicable aux employés et ouvriers des deux sexes et de toutes professions, les frais de placement touchés dans les bureaux, maintenus à titre payant, sont supportés par les employeurs sans qu'aucune rétribution puisse être reçue des employés ;

Attendu qu'en présence de cette règle impérative et

générale, absolue et même d'ordre public, puisqu'elle est sanctionnée par une pénalité correctionnelle, il semble impossible d'admettre qu'on ait pu convenir avec la demoiselle L... qu'elle prendrait à sa charge les frais du placement la concernant; que, par conséquent, le système de défense de L..., même appuyé sur le tarif préfectoral, tombe tout entier;

Attendu qu'à supposer pour lui faire reste de raison que, dans la loi du 19 mars 1904, l'article 16 fût de nature à prêter, à cause soit du texte, soit des circonstances de l'affaire, à quelque discussion, on ne trouve point dans les éléments des espèces, la preuve de cette convention contraire dont il est question dans le tarif préfectoral et dont L... se prévaut; qu'il est certain que la demoiselle L... n'a point participé à la rédaction du bulletin d'envoi et qu'elle n'y a point apposé sa signature; qu'il n'est pas établi qu'on lui ait délivré un document quelconque où la mention manuscrite portée sur le bulletin d'envoi aurait été reproduite;

Attendu que la déclaration fournie le 6 septembre, c'est-à-dire la veille de la dernière audience et pour les besoins de la cause, par la tenancière du bureau de placement n'offre pas les garanties nécessaires d'exactitude à la justice, ne saurait dès lors être retenue comme probante ou seulement comme susceptible de donner ouverture à des présomptions;

Attendu enfin qu'on ne s'explique pas, si L... avait remis avec une affectation déterminée la somme de dix francs entre les mains de la demoiselle L..., qu'il n'ait pas eu soin d'exiger une quittance justificative, qui dans sa pensée aurait eu pour effet de le libérer de sa dette envers son employée; que cette circonstance qui est déterminante est bien faite pour inspirer des doutes au tribunal; qu'en

de telles conditions et à tous les points de vue, la demande, malgré les objections de L..., est pleinement fondée et doit être accueillie ;

Par ces motifs, jugeant publiquement, contradictoirement et en dernier ressort, condamne L... à payer à la demoiselle L... la somme de dix francs pour solde de gages avec dépens.

Comme le fait remarquer M. Amblard, dans sa thèse de doctorat sur l'application de la loi du 14 mars 1904, sur les bureaux de placement (1), il est certain que, dans l'espèce, le placeur avait tourné la loi d'une façon très maladroite en déclarant que le gage devait être de vingt francs, frais à la charge du patron, ou de trente francs, frais à la charge de la fille de service.

Il est non moins certain que, dans la pratique, beaucoup de patrons engagent un domestique à tel taux pour le premier mois en déclarant qu'ils l'augmenteront s'ils sont satisfaits de ses services. Dans ce cas, il est à peu près impossible à l'intéressé de prouver qu'ils ont voulu frauder la loi et toute action en justice paraît condamnée d'avance à un échec.

§ 2. — Suppression des bureaux payants.

Nous arrivons à une des questions les plus importantes de la loi, celle de la suppression des bureaux

(1) Paris, 1909.

payants. Nous savons que c'est une de celles qui a le plus divisé la Chambre et le Sénat et que, finalement, comme cela s'est produit pour beaucoup de nos lois ouvrières, c'est la Chambre qui a fini par céder.

Nous sommes en présence de deux sortes de suppressions, celles résultant du décret de 1852 et celles prononcées en vertu de l'article 1^{er} de la loi de 1904.

Les suppressions prévues par le décret de 1852 (art. 5), ont un caractère pénal. Elles sont la sanction d'une faute et sont prononcées par l'autorité municipale sous la réserve de l'approbation préfectorale, dans des cas limitativement déterminés. Le premier concerne les individus qui auraient encouru ou viendraient à encourir une des condamnations prévues par l'article 15, paragraphes 1, 3, 4, 5, 6, 14 et 15, et par l'article 16 du décret du 2 février 1852 ; le deuxième est relatif aux individus qui auraient été ou qui seraient condamnés pour coalition ; le troisième, enfin, a trait aux individus qui seraient condamnés à l'emprisonnement pour contravention au présent décret ou aux arrêtés pris en vertu de l'article 3. Dans ces trois hypothèses, comme il constitue une mesure de police, ce retrait d'autorisation ne donne lieu à aucune indemnité pour le tenancier.

Ce caractère pénal, nous ne le retrouvons pas dans les suppressions prévues par la loi de 1904. Deux

textes différents prévoient deux hypothèses qui doivent être étudiées.

La première est visée par l'article 1^{er} de la loi : « Les bureaux de placement pourront être supprimés moyennant une juste indemnité. Tout bureau nouveau, créé en vertu d'une autorisation postérieure à la promulgation de la présente loi, n'aura droit en cas de suppression à aucune indemnité.

La loi fait donc une distinction entre les bureaux de placement antérieurs et ceux qui sont postérieurs à la loi de 1904. Pour les premiers, on pouvait, bien que la question fut très controversée et très controversable, admettre le droit de propriété du placeur et dès lors lui permettre de réclamer une indemnité équitable. Pour les seconds, la solution devait être différente parce que leurs tenanciers n'ignoraient pas, au moment de l'installation de leurs offices, que les autorisations qu'ils avaient reçues étaient révocables *ad nutum*.

La deuxième hypothèse est réglée par l'article 11, paragraphe 1^{er} de la loi : « A partir de la promulgation de la présente loi, un arrêté pris à la suite d'une délibération du conseil municipal pourra, à charge d'une indemnité représentant le prix de vente de l'office et qui, à défaut d'entente, sera fixée par le con-

seil de préfecture, rapporter les autorisations données en vertu du décret du 25 mars 1852 ».

Nous sommes ici en présence d'une suppression résultant d'une décision des conseils municipaux, décisions que ces assemblées prendront lorsqu'elles estimeront que l'intérêt général le commande. Mais il doit s'agir d'une mesure collective et non d'une mesure individuelle, parce que, s'il en était autrement, il n'en serait résulté aucun avantage pour les salariés, le seul résultat de l'opération étant d'augmenter la clientèle des bureaux maintenus. Aussi, l'article 2, paragraphe 3, décide-t-il que « les bureaux faisant le placement pour une même profession déterminée, devront être supprimés tous à la fois par un même arrêté municipal ».

Ces dispositions sont complétées par l'article 11, paragraphe 5, ainsi conçu : « En cas de décès du titulaire avant l'arrêté de suppression, l'indemnité sera due aux ayants droit et leur sera payée lorsque l'arrêté aura été pris ». Ce texte vise le cas où le titulaire vient à mourir ou est obligé d'abandonner son office, avant que le retrait d'autorisation ait eu lieu et s'explique par l'injustice qu'il y aurait eu à priver le résignataire ou ses héritiers du montant de l'indemnité sur lequel ils pouvaient compter en vertu de la nouvelle loi, si le titulaire avait survécu et était demeuré en fonctions.

La juridiction compétente pour fixer l'indemnité est, en vertu de l'article 11, paragraphe 1^{er}, le conseil municipal. Mais il se peut que le placeur n'accepte pas le chiffre de l'indemnité qui lui est proposée et qu'on ne puisse arriver à une entente amiable. Dans ce cas, la question est portée devant le conseil de préfecture qui décide, sauf possibilité d'appel devant le conseil d'Etat.

Nous avons vu, à propos de la discussion de la loi, que M. Gourju s'était élevé au Sénat, dans la séance du 26 janvier 1904, contre cette solution. Il estimait que, du moment qu'on se trouvait en présence d'une question d'expropriation, il eût été préférable de reconnaître en cette matière la compétence de la juridiction civile. C'était là, semble-t-il, une thèse parfaitement juridique, étant donné que nous nous trouvons en présence d'un débat sur la propriété et sur la valeur de la propriété. Toutefois, le Sénat ne l'accueillit pas ; fatigué par la longueur de la discussion, il se rangea à l'avis du ministre du commerce et adopta la proposition de la commission.

Sur quelle base sera fixée l'indemnité ? La loi se borne dans son article 1^{er} à parler d'une juste indemnité à verser en cas de suppression de bureaux de placement payants, mais elle garde le silence en ce qui concerne la façon de calculer la somme représen-

tant cette indemnité. C'est dire qu'elle laisse à cet égard aux autorités municipales un pouvoir souverain d'appréciation. Logiquement, les éléments qui doivent être pris en considération, sont l'état des affaires des bureaux au moment des arrêtés de suppression et le prix de vente représenté par le produit cumulé des bénéfices des trois dernières années.

A ce pouvoir souverain d'appréciation la loi apporte une restriction dans le paragraphe 2 de l'article 11 ainsi conçu : « Les indemnités dues aux bureaux de placement payants, supprimés dans le délai de cinq années, seront fixées d'après l'état de ces bureaux à l'époque de la promulgation de la présente loi ». Cette disposition a été votée dans la crainte que les bureaux établis dans certaines communes ne profitassent de la clientèle qui s'adressait aux bureaux supprimés dans les communes limitrophes ; il en serait résulté une augmentation notable des revenus de ces établissements, d'où la nécessité de faire verser à leurs tenanciers au moment de la suppression des indemnités trop considérables.

La loi ne s'occupe pas de la question des baux des locaux occupés par les bureaux de placement. A la Chambre des députés, le rapporteur avait émis le vœu que ces baux fussent régis par le droit commun. Ils devaient être en conséquence résiliés par les tribunaux parce qu'on se trouvait en présence d'un

cas de force majeure. Sans doute cette solution était dure pour le propriétaire, mais il faut remarquer que celui-ci savait, lorsqu'il louait ses locaux, qu'il les louait à des tenanciers munis pour l'exercice de leur industrie d'un titre essentiellement précaire et qu'il devait dès lors s'attendre à supporter les conséquences de la résiliation. Il a paru préférable au parlement de ne pas s'engager dans cette voie parce qu'il risquait de violer les règles essentielles du droit. Il appartiendra donc au conseil de préfecture de trancher les difficultés qui pourraient s'élever à l'occasion des indemnités à allouer au propriétaire.

Enfin, rappelons que le parlement avait eu à s'occuper des répercussions financières que devait avoir nécessairement sur les communes la suppression des bureaux payants. Le projet de loi qui avait été présenté au Sénat, partant de l'idée que la loi avait un caractère d'intérêt général et que le pays tout entier était appelé à bénéficier de la suppression des bureaux payants, avait été amené à admettre la part contributive de l'Etat dans l'indemnité d'expropriation. Cette solution fut repoussée par le Sénat, puis par la Chambre des députés qui ne virent dans la suppression des agences payantes qu'une affaire exclusivement municipale et refusèrent toute participation de l'Etat.

Cette solution était très logique, car les communes

étaient mieux placées que n'importe qui pour apprécier l'opportunité de cette mesure. Et cependant, à voir le peu de hâte qu'ont mis les communes à supprimer les bureaux payants, on peut, semble-t-il, la regretter. Il est infiniment probable que si l'Etat avait été appelé à prêter son concours financier aux communes, il y aurait à l'heure actuelle beaucoup moins de bureaux payants qu'il n'y en a en réalité, l'expérience ayant démontré que trop souvent les municipalités hésitent à entrer dans la voie des suppressions parce qu'elles ne tiennent pas à accroître leurs charges.

Il est bien certain, par contre, que si la suppression des bureaux payants avait été obligatoire au lieu d'être facultative, il aurait été naturel de faire retomber sur l'Etat et non sur la commune la charge principale de l'indemnité. Du moment que la commune n'était pas consultée sur cette suppression et que l'Etat seul causait le préjudice, c'était lui seul qui devait le réparer.

SECTION II. — Dispositions ayant pour objet de développer le placement gratuit.

La loi du 14 mars 1904, en même temps qu'elle s'est montrée très sévère à l'égard des bureaux de placement payants, cherche à développer les bureaux de placement gratuits en les entourant de fa-

veurs de toute sorte et en les faisant bénéficier d'un régime spécial.

Nous trouvons dans la loi deux sortes de bureaux de placement gratuits :

1° Les bureaux de placement gratuits facultatifs, établis par les municipalités et les diverses associations ;

2° Les bureaux de placement gratuits obligatoires, qui sont à la charge de certaines communes.

Il importe de leur consacrer quelques développements.

§ 1. — Bureaux gratuits facultatifs.

Les articles 2, 3, 4 et 5 de la loi sont relatifs à cette première catégorie de bureaux.

Aux termes de l'article 2, les bureaux de placement gratuits, créés par les municipalités, par les syndicats professionnels, ouvriers, patronaux ou mixtes, les bourses de travail, les compagnonnages, les sociétés de secours mutuels et toutes autres associations légalement constituées, ne sont soumis à aucune autorisation. Toutefois, le législateur, dans l'article 3, les soumet, à l'exception des bureaux créés par les municipalités, à la formalité de la déclaration préalable effectuée à la mairie de la commune où elles sont établies. C'est là une simple mesure de publicité destinée à porter leur existence à la connais-

sance du public et aussi de l'administration chargée des poursuites en cas d'infraction.

L'article 5 prévoit des immunités fiscales en faveur de ces bureaux. Les affiches, imprimées ou non, concernant exclusivement les offres et demandes de travail et d'emplois, apposées par les bureaux de placement gratuits énumérés dans l'article 2, sont exemptées du droit de timbre.

L'article 6 prohibe de la façon la plus formelle la perception d'une rétribution quelconque à l'occasion du placement d'un ouvrier ou d'un employé, en frappant cet acte d'une des peines prévues à l'article 9 de la même loi.

L'article 8 édicte qu' « aucun hôtelier, logeur, restaurateur ou débitant de boissons ne peut joindre à son établissement la tenue d'un bureau de placement. Cette disposition s'explique par une pratique très fréquente avant le vote de la loi et que nous avons déjà signalée dans la première partie de notre étude : le placement par les logeurs était très fréquent et il était en même temps très onéreux, parce qu'il était facile au logeur de dissimuler, sous le prix du logement et de la nourriture, le tarif d'une opération de placement, ce qui présentait encore pour lui l'avantage d'éviter le contrôle et la surveillance de l'autorité municipale.

L'article 8 inspira l'article 11 de l'ordonnance du préfet de police du 10 juin 1904, ainsi conçu : « L'article 8 de la loi du 14 mars 1904 interdisant à tout hôtelier, logeur, restaurateur ou débitant de boissons de joindre à son établissement la tenue d'un bureau de placement, les associations, qui auraient établi leur office de placement chez l'une des personnes visées audit article, ne sauraient y être tolérées que si le tenancier de l'établissement ne s'occupe en aucune façon de la gestion du bureau de placement fonctionnant dans son local ».

« Elles devront désigner un délégué spécial chargé du placement. En aucun cas, ce délégué ne pourra être l'hôtelier ou le débitant, même si celui-ci fait partie de l'association en question ».

M. Paul Pic, professeur à la Faculté de droit de Lyon, fait observer, dans son *Nouveau Traité de Législation industrielle*, que cette disposition de l'article 8 est aussi générale que possible et doit être, à raison de son caractère de loi de police, appliquée même aux bureaux existant lors de sa promulgation. Elle concerne par conséquent les bureaux gratuits tout aussi bien que les bureaux payants. Il est, d'ailleurs, bien évident que lorsqu'une association, qui place gratuitement les employés, cherche à récupérer, sur les dépenses faites à son hôtel ou dans

son débit de boissons, les droits qu'elle n'est pas autorisée à percevoir à l'occasion du placement, elle ne fait pas œuvre de gratuité. C'est en ce sens que s'est prononcé d'une façon très nette, au lendemain même de la loi, le tribunal correctionnel de Meaux, dans trois jugements du 27 juillet 1904 (1).

A la même date, le tribunal correctionnel de Coulommiers rendit un jugement dans le même sens contre une débitante qui avait été autorisée à faire le placement pour toute personne se présentant chez elle. Nous croyons devoir à raison de son importance, reproduire ce jugement *in extenso* :

Attendu que la dame G. D... veuve N..., inculpée d'avoir, du 18 mars au 1^{er} avril 1904, contrevenu aux dispositions de l'article 8 de la loi du 14 mars 1904, en joignant à son établissement de débitante de boissons la tenue d'un bureau de placement, soutient que cet article ne lui est pas applicable, la situation incriminée existant antérieurement à la promulgation de la loi et, qu'aucun arrêté municipal de suppression ne lui ayant été notifié, elle ne peut être considérée comme étant en contravention ;

Mais attendu qu'il résulte, tant des exposés de motifs que des débats qui ont eu lieu à la Chambre et au Sénat, que l'intention du législateur a été d'interdire d'une façon absolue la tenue simultanée d'un fonds d'hôtelier, logeur, restaurateur ou débitant de boissons et d'un bureau de placement et que cette interdiction doit s'appliquer tant

(1) *Bulletin de l'Office du travail*, septembre 1904, p. 799.

aux bureaux existants qu'à ceux qui pourraient être créés dans l'avenir ;

Attendu, d'autre part, que l'article 11, qui prescrit un arrêté à la suite d'une délibération du conseil municipal, n'est relatif qu'aux cas de suppression d'un bureau de placement prévu par l'article 1^{er} ; qu'un arrêté de cette nature n'ayant pas été rendu, le bureau de la dame N... n'est pas supprimé et qu'elle est en droit de continuer à le tenir, mais à la condition de ne pas exploiter en même temps un des établissements visés par la loi ; qu'aucun délai ni aucune formalité n'ayant été indiqués par la loi, le fait seul d'avoir continué cette double exploitation, postérieurement à la promulgation, a rendu la contrevenante passible des peines prévues par l'article 9 ;

Par ces motifs ;

Le tribunal, après en avoir délibéré, jugeant publiquement en matière correctionnelle et en premier ressort, déclarant la prévenue coupable de la contravention ci-dessus spécifiée, la condamne » (1).

Il était intéressant de savoir dans quel sens se prononceraient les juridictions d'appel. L'occasion ne devait pas tarder à se présenter. La cour d'appel de Paris, neuvième chambre, saisie d'un recours contre les trois jugements du tribunal de Meaux, en date du 27 juillet 1904, que nous avons cités plus haut, confirme purement et simplement les décisions intervenues. De ces trois arrêts, très fortement motivés, nous citerons celui concernant le sieur R... :

(1) Tribunal correctionnel de Coulommiers, 27 juillet 1904, *Bulletin de l'Office du travail*, août 1905, p. 715.

Considérant qu'il est constant en fait que R... exerce à Meaux et dans les mêmes locaux la double profession d'hôtelier-logeur et de tenancier d'un bureau de placement ;

Considérant qu'aux termes de l'article 8 de la loi du 14 mars 1904, aucun hôtelier-logeur ne peut joindre à son établissement la tenue d'un bureau de placement ;

Considérant que R... excipe pour sa défense d'un arrêté municipal, en date du 3 novembre 1899, qui l'a autorisé à tenir un bureau de placement dans son établissement et qu'il soutient que cet arrêté lui donne un droit qui ne peut lui être enlevé que par l'autorité municipale et moyennant l'indemnité prévue par l'article 1^{er} de la loi du 14 mars 1904 ;

Mais considérant qu'un arrêté municipal ne saurait prévaloir sur une disposition législative et que la loi de 1904 a eu pour effet de faire tomber tous les arrêtés contraires à ses prescriptions ;

Considérant, d'autre part, que l'action intentée par le ministère public, ne tend pas à la suppression du bureau de placement de R..., qu'il lui est loisible, soit de le céder, soit de continuer à l'exploiter lui-même en cessant d'exercer la profession d'hôtelier-logeur, qu'ainsi il ne se trouve pas dans le cas prévu par l'article 1^{er} de la loi du 14 mars 1904 et ne saurait prétendre à une indemnité ;

Considérant que R... a donc commis le délit qui lui est reproché, etc... » (1)

Enfin, c'est la cour de cassation elle-même, chambre criminelle, qui, par arrêt du 3 juin 1905, rejette un pourvoi formé contre un arrêt de la cour de Paris, en date du 31 janvier 1905, et décide que l'arti-

(1) *Bulletin de l'Office du travail*, mars 1905, p. 228 et 229.

cle 8 de la loi du 14 mars 1904 s'applique aux cafetiers, restaurateurs ou logeurs en garni qui joignent à leur établissement un bureau de placement, alors même qu'ils y auraient été autorisés antérieurement à la loi du 14 mars 1904, et qu'ils n'ont aucun droit, dans les circonstances, à l'indemnité prévue par les articles 1 et 11 de la loi du 14 mars 1904 :

Attendu, dit-elle, que L... a été condamné pour avoir, étant cafetier-restaurateur, logeur en garni, joint à son établissement la tenue d'un bureau de placement; qu'il a soutenu devant les juges du fait et soutient encore par son pourvoi, qu'autorisé à tenir en même temps un bureau de placement et un établissement de cafetier-restaurateur, il ne commettait aucune infraction et qu'il ne pouvait être privé du droit qui en résultait, que sous les conditions prévues par les articles 1 et 11 de la loi du 14 mars 1904 ;

Attendu qu'il importe peu de rechercher si L... s'est tenu ou non dans les limites de l'autorisation contenue dans l'arrêté du maire de Chartres du 9 décembre 1899 et si cette autorisation a pu créer le droit dont il se prévaut ; qu'aux termes de l'article 8 de la loi du 14 mars 1904 : « aucun hôtelier, logeur, restaurateur ou débitant de boissons ne peut joindre à son établissement la tenue d'un bureau de placement » ; que cette disposition s'appliquait à L..., dès que la loi était devenue obligatoire par sa promulgation ; qu'il lui appartenait de prendre les mesures nécessaires pour s'y conformer ;

Attendu qu'en l'état des faits souverainement constatés par la cour d'appel et non déniés par L..., l'application à ce dernier des articles 8 et 9 de la loi du 14 mars 1904 se trouve justifiée et que, loin de violer les textes de loi

visés au moyen, l'arrêt attaqué en a fait une juste application;

Et attendu que l'arrêt est régulier en la forme;

Par ces motifs : Rejette... »

On peut donc dire que, dès le lendemain du vote de la loi, la jurisprudence était nettement fixée dans ce sens qu'il faut donner à l'article 8 une interprétation très stricte. Non seulement elle ne fait aucune distinction entre les bureaux gratuits et les bureaux payants, au point de vue de l'interdiction de tenir à la fois un office de placement et un débit de boissons, mais elle s'efforce de démasquer et de punir les fraudes qui peuvent avoir été imaginées pour tourner la loi. Citons, dans ce dernier sens, un arrêt de la cour de Douai, du 7 mars 1905, qui confirme un jugement du tribunal de Lille condamnant une débitante de boissons, agent d'un syndicat patronal qui, après avoir installé le bureau de placement gratuit du syndicat dans un local situé en face de son café, avait pris la précaution de céder son établissement à sa femme. De cet arrêt très long et très fortement motivé, nous nous bornerons à extraire deux attendus :

Attendu que B... croit trouver une cause d'exonération dans le fait que, depuis le 20 mars 1904, sa femme aurait fait à sa place une déclaration d'ouverture d'un débit de boissons ; mais, attendu qu'on ne doit voir dans

cet acte qu'une nouvelle manœuvre de sa part pour échapper aux conséquences de la loi ;

Attendu que si, au point de vue de la loi de 1880 sur la police des cabarets, sa femme lui est substituée, il ne s'ensuit nullement, et B... ne l'allègue même pas, qu'il se soit produit la moindre modification dans ses rapports avec sa clientèle ou ses fournisseurs ; que pour eux B..., qui n'est pas séparé de biens de sa femme, est demeuré le véritable titulaire du café, continuant d'encaisser les bénéfices à ses profits et conservant le même intérêt à l'exploitation, par des voies détournées, de ceux qui viennent s'adresser à lui pour trouver un emploi... etc... » (1)

Un pourvoi en cassation formé contre cet arrêt fut rejeté par arrêt de la cour de cassation en date du 10 novembre 1905 (2).

Par contre ne tombe pas sous le coup de l'article 8 un cafetier qui n'aurait fait que par intermittence et uniquement dans le but de rendre service des actes de placement non rémunérateurs au profit de patrons, ses amis, ou d'employés dans l'embarras. C'est ce qu'a décidé la cour de cassation par arrêt en date du 1^{er} février 1907 (3).

Les articles 7 et 8 sont complétés au point de vue de la sanction par l'article 9 ainsi conçu :

Toute infraction, soit aux règlements faits en vertu de l'article 7, soit à l'article 8, sera punie d'une amende

(1) *Bulletin de l'Office du travail*, avril 1905, p. 327.

(2) *Gazette des tribunaux*, 3 janvier 1906.

(3) *Bulletin de l'Office du travail*, mars 1907.

de 16 francs à 100 francs et d'un emprisonnement de six jours à un mois, ou de l'une de ces deux peines seulement. Le maximum des deux peines sera applicable au délinquant lorsqu'il aura été prononcé contre lui, dans les douze mois précédents, une première condamnation pour infraction aux articles 6 et 8 de la présente loi.

Tout tenancier, gérant, employé d'un bureau clandestin sera puni des peines portées à cet article.

Ces peines sont indépendantes des restitutions et dommages-intérêts auxquels pourront donner lieu les faits incriminés.

L'article 463 du Code pénal ainsi que la loi du 25 mars 1891 sont applicables aux infractions indiquées ci-dessus.

Comme le fait remarquer M. Raoul de la Grasserie, juge au tribunal civil de Nantes, dans les *Lois Nouvelles* (1), il semble qu'il faille regretter l'application de l'article 463 du code pénal lorsqu'un délinquant est condamné à l'amende. Etant donné qu'il s'agit d'une loi d'un caractère contraventionnel et présentant une importance spéciale, il eût été préférable de refuser au délinquant l'application des circonstances atténuantes. On peut en dire autant de la loi de sursis.

(1) *Lois Nouvelles*, numéro du 15 juin 1904, p. 348.

Le nombre des poursuites exercées de 1903 à 1907 pour infractions aux lois et règlements sur le placement s'est élevé à 106, dont 7 avant la loi, et 99 après la loi. 90 poursuites, soit 85 %, ont été exercées contre les bureaux autorisés ; 3 contre des associations ; 6 contre des couvents ; 5 contre des logeurs (*Bull. Off. travail*, 1910, p. 166).

§ 2. — **Bureaux gratuits obligatoires.**

A côté des bureaux gratuits facultatifs, la loi prévoit des bureaux gratuits obligatoires.

Dans son article 4, elle oblige les communes de plus de dix mille habitants à créer un bureau de placement. Les communes seront d'ailleurs libres d'organiser comme elles l'entendront leur bureau municipal et l'on a exprimé à ce sujet des craintes qui paraissent fondées sur les conditions défectueuses dans lesquelles seront, selon toutes probabilités, trop souvent organisés ces bureaux et sur le peu de services qu'ils rendront.

En outre, dans chaque commune, quelle que soit son importance, il sera déposé un registre contenant les offres et demandes de travail et d'emploi. Ce registre devra être ouvert à la mairie et mis gratuitement à la disposition du public. Il sera accompagné d'un répertoire où seront classées les notices individuelles que les demandeurs de travail pourront librement joindre à leur demande et dans lesquelles ils indiqueront le plus souvent chez quels patrons ils ont travaillé et énuméreront leurs états de service et leur spécialité.

**SECTION III. — Bureaux auxquels la loi de 1904
ne s'applique pas.**

Il convient de rappeler, ainsi que nous l'avons indiqué précédemment, que la loi, dans son article 12, laisse en dehors de sa réglementation deux sortes de bureau : d'une part, les bureaux de nourrices, de l'autre, les agences théâtrales, les agences lyriques et les agences pour cirques et music-halls.

La raison qui a fait édicter un régime spécial pour les bureaux de nourrices est l'intérêt qui s'attache aux enfants du premier âge. Ces bureaux continuent à être soumis aux dispositions de la loi du 23 décembre 1874, c'est-à-dire qu'ils sont astreints à une autorisation préalable et à la surveillance d'un comité institué par la loi et composé d'une façon différente en province et à Paris.

C'est aussi leur nature spéciale qui a valu un traitement à part aux agences lyriques, théâtrales... Ces agences faisant presque exclusivement leurs placements en province et aux colonies, il était à craindre que le conseil municipal de Paris refusât de payer les fonds nécessaires à leur suppression, parce que la ville n'en aurait tiré aucun avantage. D'ailleurs, l'intermédiaire a ici un rôle particulièrement actif et d'une nature spéciale, dans ce sens qu'il est seul à même d'apprécier exactement les qualités

du postulant et que, d'autre part, il est souvent tenu de faire l'avance de fonds nécessaires à un artiste ou à toute une troupe pour gagner le lieu où l'appelle l'engagement présumé. Il a paru, pour ces considérations, qu'il était difficile de supprimer ces agences. Peut-être, cette solution est-elle regrettable. S'il est exact que les bureaux gratuits ne pourraient que difficilement remplacer les agences, il en aurait peut-être été différemment des syndicats d'artistes dramatiques, aussi capables que les agences, d'apprécier la valeur d'un artiste et, à coup sûr, plus désintéressés.

Telle est l'économie générale de la loi de 1904. Nous avons analysé cette loi dans ses grandes lignes, et de cette étude est résultée pour nous la conviction que nous étions en présence d'une œuvre essentiellement transactionnelle, œuvre qui a consacré une réforme devenue indispensable par suite des abus auxquels avait donné lieu le décret de 1852, mais qui devait, par la force même des choses, ne satisfaire ni le parti capitaliste, ni le parti socialiste. Quoi qu'il en soit, cette œuvre a vécu. Est-elle destinée à vivre longtemps encore ? C'est ce que nous allons examiner dans la troisième partie de notre étude consacrée aux résultats de la loi de 1904.

Rappelons qu'en vertu de la loi du 28 décembre

1910, portant codification des lois ouvrières, la loi de 1904 se trouve, aujourd'hui, englobée dans le code du travail et de la prévoyance sociale. Le § 13 de l'article 3 de la loi du 28 décembre 1910, porte qu'elle est abrogée, mais, en réalité, ce sont les mêmes dispositions reproduites à peu près dans les mêmes termes qui subsistent. Il suffit, pour s'en rendre compte, de comparer le titre IV du code du travail et de la prévoyance sociale, intitulé « *Du Placement des Travailleurs* » avec la loi de 1904. On peut même considérer qu'il est regrettable que le législateur n'ait pas profité de l'occasion qui lui était offerte pour introduire, en cette matière, des améliorations dont la pratique a reconnu la nécessité (1).

(1) Voir le texte du titre IV du code de travail et de la prévoyance sociale dans le *Bulletin de l'Office du travail* de 1911, p. 174 et s.

TROISIÈME PARTIE

Résultats de la loi du 14 mars 1904.

CHAPITRE PREMIER

Résultats immédiats de la loi de 1904.

Nous allons examiner maintenant quels ont été les résultats de la loi du 14 mars 1904. Logiquement, cette loi devait aboutir, d'une part, sinon à la suppression, tout au moins à la diminution des bureaux payants et, de l'autre, au développement du placement gratuit. Les choses se sont-elles passé de cette façon, et dans quelles proportions ? Pour répondre à cette question, nous grouperons nos développements dans deux sections dont la première sera consacrée aux bureaux payants, et la seconde aux bureaux gratuits.

SECTION I. — Bureaux payants.

Au moment de la promulgation de la loi, on pouvait estimer que le nombre des bureaux de placement payants s'élevait à 1.455. Ce chiffre est celui qui résulte de l'enquête faite en 1898 par l'Office du travail sur le placement et dont les résultats furent publiés en 1901. D'après les renseignements que

nous possédons, il paraît certain que ce chiffre était le même en 1904 à quelques unités près.

Ces 1.455 bureaux payants avaient reçu 1.698.019 demandes et 1.160.000 offres d'emplois ; ils avaient assuré 935.000 placements qui se décomposaient ainsi : 600.000 placements à demeure et 335.000 placements en extra. Ce chiffre accusait une augmentation assez sensible sur celui de 1891, qui était de 821.000.

Quelle devait être, à la suite du vote de la loi, l'attitude des autorités municipales ? Elle sera différente selon que nous l'envisagerons à Paris ou en province.

§ 1. — Bureaux payants à Paris.

A Paris, depuis plusieurs années, l'opinion publique était nettement opposée aux bureaux payants et le conseil municipal n'avait pas manqué, en de très nombreuses occasions, de témoigner son hostilité à leur égard. Autant il s'était montré favorable aux bureaux de placement gratuits qu'il subventionnait depuis plusieurs années, autant il n'hésitait pas à entrer en lutte avec les bureaux payants. C'est ainsi que, dès l'année 1890, il avait invité le préfet de police à ne plus accueillir les demandes d'autorisation qui lui seraient adressées, invitation à laquelle ce fonctionnaire avait obtempéré. Sa politique ne pou-

vait être différente après le vote d'une loi qui avait vivement mécontenté la population ouvrière parisienne puisque, au lieu d'aboutir, comme le réclamaient les socialistes, à la suppression immédiate des bureaux payants, elle avait fait de cette suppression une simple faculté pour les communes. Aussi, le 11 mars 1904, deux jours après le vote de la loi et trois jours avant sa promulgation, voyons-nous le conseil municipal de Paris décider, en principe, la suppression des 275 bureaux autorisés, en vertu du décret de 1852 et le 17 du même mois il vote, sur la proposition de M. Fribourg, la suppression de tous les bureaux de placement payants et invite l'administration à lui faire connaître les conséquences financières de cette mesure (1).

Le 26 mars, sur la proposition de M. Dausset, le conseil municipal vote la suppression des bureaux de placement « par étapes, catégories et professions » sous la réserve, cependant, qu'il ne serait pas touché, momentanément, aux bureaux s'occupant du placement des domestiques (ils étaient au nombre de 182) et à ceux qui étaient chargés du placement des instituteurs et institutrices (ils étaient au nombre de 22). Dans la même séance, il votait un crédit de 1.500.000 francs au budget de 1904, applicables

(1) *Bulletin de l'Office du travail*, août 1904.

au paiement des indemnités résultant de ces suppressions.

Le 4 avril, une commission fut constituée par les soins du préfet de police avec mission d'examiner les mesures à prendre pour assurer l'exécution de cette délibération. Cette commission, après avoir entendu les tenanciers des bureaux de placement intéressés et les délégués des syndicats patronaux et ouvriers, fixa, de la façon suivante, la base de l'indemnité : aux bénéfices nets des trois dernières années d'exercice, elle ajouta une indemnité pour la résiliation du bail, fixée à la moitié des termes à échoir jusqu'en fin de bail et une indemnité pour le licenciement du personnel, fixé à un mois de traitement. Après avoir ainsi établi le chiffre des indemnités qu'elle se proposait d'offrir aux tenanciers d'une catégorie, elle adressait un mémoire au conseil municipal qui en délibérait et votait les crédits nécessaires pour payer les indemnités aux tenanciers ayant accepté les offres de la commission. Puis, le préfet de police prenait un arrêté ordonnant la fermeture de tous les bureaux de la catégorie visée, sans distinguer si les tenanciers avaient ou n'avaient pas accepté les offres d'indemnités qui leur étaient faites (1).

(1) Il est intéressant de consulter à cet égard les délibérations du conseil municipal de Paris des 3 et 17 juin, 8 et 12 juillet 1904.

Il résulte des renseignements qui nous sont fournis par l'Office du travail, qu'à la fin du mois de juillet 1904, 61 bureaux avaient été ainsi supprimés. Ces bureaux étaient ceux qui s'occupaient du placement des boulangers, bouchers, garçons d'hôtel, marchands de vin, limonadiers, pâtisseries, nourrisseurs, coiffeurs, cordonniers, teinturiers. Sur ces 61 bureaux, 43 avaient accepté les indemnités qui leur étaient offertes et qui formaient un total de 1.203.100 francs ; 18 seulement avaient refusé de transiger (1).

Les bureaux payants qui continuaient à fonctionner étaient au nombre de 214, se décomposant ainsi : domestiques, 182 ; instituteurs et institutrices, 22 ; épiciers, 3 ; comestibles, 3 ; meuniers, 1 ; employés de commerce, 3. Il importe d'y ajouter 11 établissements qui avaient été supprimés en tant qu'ils plaçaient des garçons d'hôtel, des garçons de marchands de vin et de limonadiers, mais avaient été autorisés à fonctionner pour le placement des domestiques, 6 ; des domestiques et employés, 3 ; des ouvriers et employés, 1.

Signalons que des difficultés ne devaient pas tarder à s'élever sur l'interprétation des professions pour lesquelles certains des bureaux maintenus

(1) *Bulletin de l'Office du travail*, août 1904.

avaient été autorisés, et voici dans quelles circonstances.

Certains arrêtés d'autorisation portaient que leurs titulaires étaient autorisés à placer des employés et des domestiques. Des tenanciers s'étaient prévalus de cette expression pour s'occuper du placement des garçons d'hôtels, de restaurants ou de marchands de vins. Cette interprétation ne fut pas celle de l'administration. Celle-ci estima que l'expression « employés et domestiques » visait exclusivement les gens de maison et elle prit des arrêtés rapportant, moyennant indemnité, les autorisations accordées aux placeurs pour les employés dont nous venons de parler.

Il advint, dans la suite, que plusieurs de ces tenanciers continuèrent à placer, comme auparavant, les employés d'hôtel et les marchands de vins. Les injonctions qui leur furent faites par l'administration, de restreindre leurs opérations aux gens de maison étant restées sans effet, 42 procès-verbaux furent dressés, et l'un des placeurs poursuivis, acquitté en première instance, fut condamné à 16 francs d'amende avec sursis par la cour de Paris qui estima que l'expression « employés et domestiques » s'appliquait uniquement aux gens de maison (1).

(1) *Bulletin de l'Office du travail*, février 1905.

Cet arrêt fut cassé par la cour de cassation, le 17 mars 1905, et il nous paraît intéressant de citer les plus marquants de ses considérants :

Mais attendu que le mot « employé », dont le sens n'est pas limité par les termes de l'arrêté d'autorisation, a une portée générale à la différence du mot « domestique » qui désigne les seules personnes dites « gens de maison » ; qu'en l'espèce l'expression d'employés se présente évidemment dans son acception usuelle puisque le même arrêté s'est servi, d'autre part, des expressions de « patrons ou maîtres », corrélatives à celles d'employés et domestiques, dont le sens encore ainsi précisé ne peut alors comporter les restrictions admises dans l'arrêt ;

D'où il suit qu'en faisant le placement, sous le couvert de l'autorisation précitée, d'employés, notamment de marchands de vins, de restaurateurs et d'hôteliers et en faisant offre d'emplois de cette nature, le prévenu n'a pu violer l'ordonnance de police du 10 juin 1903, ni encourir les pénalités prévues par l'article 9 de la loi du 14 mars précédent dont il lui a été fait application ;

Par ces motifs ;

Casse et annule... etc...

L'affaire fut renvoyée par la cour de cassation devant la cour d'Orléans, et le placeur acquitté à nouveau. Il ne se déclara pourtant pas satisfait et adressa une requête au conseil de préfecture en vue d'obtenir une indemnité pour la suppression de son bureau.

Par arrêt du 15 janvier 1907, le conseil de préfecture se déclara incompétent, sous prétexte que

les conseils de préfecture ne peuvent statuer sur les affaires contentieuses dont la connaissance leur est exclusivement réservée par la loi. La loi de 1904 les a bien chargés de fixer l'indemnité due aux tenanciers des bureaux de placement supprimés, mais ils ne sauraient exercer cette attribution que si la suppression a été prononcée dans les formes et conditions prescrites ; or, tel n'était pas le cas.

Les conséquences de cet arrêt étaient quelque peu singulières, puisqu'avec cette interprétation du conseil de préfecture, on aboutissait à ce résultat, que les bureaux payants continuaient à fonctionner dans une profession où ils avaient été cependant supprimés et qu'on ne disposait, d'autre part, d'aucun moyen pour contraindre le conseil municipal à leur verser les indemnités auxquelles ils avaient droit.

N'ayant pas obtenu satisfaction, l'intéressé se pourvut devant le conseil d'Etat et, ici, la solution fut tout autre. Estimant qu'il y avait lieu de faire au placeur, autorisé pour le placement des employés et domestiques, application de l'article 11, § 3 de la loi du 14 mars 1904, le conseil d'Etat annula la décision implicite de rejet résultant du silence gardé par le préfet de police, sur la réclamation que le requérant lui avait adressée pour provoquer un arrêté de suppression du bureau de placement qu'il exploitait.

Voici les considérants les plus intéressants de cet arrêt (1) :

Considérant qu'aux termes du paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 14 mars 1904, les bureaux faisant le placement pour une même profession déterminée devront être supprimés tous à la fois par un même arrêté municipal ;

Considérant que le bureau du sieur M... en tant qu'il avait pour objet le placement des employés, rentrait dans la catégorie de ceux dont la suppression a été prononcée; que, dès lors, en refusant de rapporter l'autorisation donnée au sieur M... en vertu du décret du 25 mars 1852, en tant qu'elle concernait le placement des employés, le préfet de police a méconnu la disposition législative ci-dessus rappelée et mis obstacle à l'exercice du droit résultant pour le requérant des dispositions contenues au paragraphe 2 du même article, que son refus constitue un excès de pouvoir ;

Décide :

ARTICLE PREMIER. — La décision implicite du rejet résultant du silence gardé par le préfet de police sur la demande du sieur M... est annulée.

ART. 2. — Le sieur M... est renvoyé devant le préfet de police pour qu'il lui soit fait application des prescriptions de l'article 11, paragraphe 3 de la loi du 14 mars 1904.

Telle était la situation, à Paris, des bureaux de placement payants à la fin de l'année 1905.

Avant de terminer la première partie de ce cha-

(1) *Bulletin de l'Office du travail*, mars 1908, p. 268.

pitre, nous dirons qu'à Paris, à la date du 10 juin 1904, le préfet de police avait rendu une ordonnance qui réglementait l'industrie des bureaux de placement et la mettait d'accord avec la nouvelle loi.

Dans cette ordonnance, sont énumérées les conditions auxquelles doit satisfaire le demandeur, notamment en ce qui concerne l'hygiène, l'obligation d'afficher le tarif qui est imposé aux employeurs et de tenir deux registres destinés à recevoir les offres et demandes d'emploi et à mentionner les opérations de placement. Il est intéressant de signaler que le droit de placement n'est acquis que tout autant que la personne placée est restée huit jours au moins dans l'emploi procuré. En ce qui concerne les placements en extra, les droits y afférant sont calculés par journée de travail, mais si la personne placée conserve l'emploi plus de quinze jours, elle doit être considérée comme placée à titre définitif et les droits sont calculés d'après le tarif des placements à demeure. Enfin, d'après l'article 8, il est défendu aux placeurs d'annoncer, de quelque manière que ce soit, des emplois qu'ils n'auraient pas mandat de procurer.

Cette ordonnance ne s'applique pas, d'ailleurs, seulement aux bureaux en faveur desquels pourrait intervenir un arrêté d'autorisation, mais aussi en faveur de ceux qui on été antérieurement autorisés.

§ 2. — Bureaux payants en province.

Autant le conseil municipal de Paris s'était montré empressé à profiter des dispositions de la nouvelle loi pour supprimer les bureaux de placement payants, autant les villes de province hésitèrent, surtout pour des considérations budgétaires, devant une œuvre dont le résultat leur paraissait incertain et dont ils n'entrevoyaient pas le profit immédiat. La plupart se bornèrent à encourager le placement gratuit en créant des bureaux municipaux ; mais bien peu allèrent jusqu'à la suppression des bureaux payants. Jusqu'à la fin de l'année 1905, on ne signalait de suppression que dans quatre villes : Auxerre, Narbonne, Valence et Provins (1).

Les quatre bureaux payants d'Auxerre furent supprimés dès le mois d'août 1904. Deux d'entre eux furent fermés sans indemnité, par application de l'article 8 de la loi du 14 mars 1904, parce que leurs tenanciers étaient en même temps débiteurs de boissons ou logeurs. La suppression des deux autres eut lieu moyennant indemnité à la suite d'une entente entre les tenanciers et la municipalité.

A Narbonne, le maire prit un arrêté rapportant

(1) Voir *Bull. de l'Office du travail*, juin, juillet, août, septembre, octobre, novembre 1908.

purement et simplement l'autorisation donnée au tenancier d'un bureau payant, condamné pour infraction à la loi de 1904. Mais comme le conseil municipal avait omis de fixer l'indemnité à allouer, l'arrêté ne fut pas approuvé par le préfet.

Un tenancier ferma son bureau à Valence sans demander d'indemnité, à la suite d'un arrêté du maire du 20 juin 1904 qui unifiait les droits à percevoir par les placeurs et réglementait le placement.

A Provins, tous les bureaux de placement tombaient sous le coup de l'article 8 de la loi du 14 mars 1904 ; ils disparurent d'eux-mêmes au mois de juin 1905.

Il est curieux de noter que de grandes villes comme Bordeaux, Reims, Belfort estimèrent que leur situation financière ne leur permettait pas de supprimer les bureaux existants et pensèrent qu'elles avaient intérêt à attendre. Elles espéraient que la concurrence que les bureaux gratuits des municipalités et des syndicats allaient faire aux bureaux autorisés devait avoir nécessairement pour résultat d'amener une baisse dans la valeur de ces derniers et que, dès lors, l'indemnité qu'elles auraient à payer serait moins lourde à supporter (1).

(1) Il en fut de même à Lyon. La municipalité estima que la suppression immédiate des bureaux de placement grèverait le

La ville de Marseille crut devoir agir d'une façon différente. Elle estima qu'elle avait le devoir de consulter les intéressés. Une commission nommée par le conseil municipal provoqua l'avis des ouvriers et des patrons. Comme il fallait s'y attendre, les syndicats furent unanimes à demander la suppression immédiate des bureaux de placement payants. Il en fut de même de la Fédération des syndicats patronaux. Les tenanciers des bureaux payants réclamèrent au contraire des sommes considérables. Dans ces conditions, la commission crut bon d'en référer au conseil municipal et celui-ci, dans la séance du 10 février 1905, décida qu'il y avait lieu de supprimer immédiatement tous les bureaux de placement exerçant régulièrement et d'autoriser le maire à offrir à chacun des tenanciers la somme de un franc à titre d'indemnité, sauf à ces derniers à se pourvoir devant la juridiction compétente pour faire fixer une indemnité définitive.

Nous constatons une politique tout à fait différente chez la municipalité de Rennes. Non seulement elle

budget d'une somme minima de 7 à 800.000 francs et que, dans ces conditions, elle avait intérêt à attendre la concurrence des bureaux gratuits, qui aurait pour conséquence de diminuer dans une notable mesure la valeur des bureaux payants, et, par suite, d'atténuer l'importance des indemnités à allouer aux tenanciers des bureaux.

ne supprima aucun des bureaux existants en vertu du décret de 1852, mais elle accorda depuis la promulgation de la loi six nouvelles autorisations d'ouverture de bureaux.

Nous ne pousserons pas plus loin cette revue. Nous nous bornerons à constater que, d'une façon générale, à la fin de l'année 1905, les municipalités ne faisaient pas preuve de beaucoup d'empressement à user de la faculté que leur donnait l'article 11, paragraphe 1^{er}, de supprimer les bureaux payants moyennant indemnité.

SECTION II. — Bureaux de placement gratuits.

Avant de commencer cette section, nous rappellerons que d'après la loi de 1904, toutes les communes comptant au moins 10.000 habitants sont tenues de créer un bureau municipal, qu'il doit être ouvert à la mairie et mis gratuitement à la disposition du public un registre contenant les offres et les demandes d'emplois et qu'enfin à ce registre doit être joint un répertoire où sont classées des notices individuelles servant à renseigner les employeurs sur les antécédents et les spécialités des demandeurs de travail.

Nous croyons que la meilleure façon d'étudier cette matière est de grouper nos développements en deux paragraphes :

1° Bureaux municipaux de placement gratuits.

2° Bureaux de syndicats, Bourses de travail, Associations légalement constituées.

§ 1. — **Bureaux municipaux de placement gratuits.**

Il existait longtemps avant la promulgation de la loi de 1904, des bureaux municipaux de placement gratuits à Paris. Nous avons vu en effet que le décret du 8 mars 1848 avait créé dans chaque mairie un bureau où serait tenue une liste des offres et demandes d'emploi ; mais ce décret resta lettre morte.

Le conseil municipal de Paris encouragea cependant le développement des bureaux municipaux et, à la suite de diverses circulaires qui, sur l'initiative de cette assemblée, furent envoyées aux maires des divers arrondissements, les installations se firent peu à peu.

Au moment de la promulgation de la loi de 1904, il n'y avait plus que les 7^e, 8^e, 11^e et 16^e arrondissements qui en fussent dépourvus. Depuis la promulgation de la loi, des bureaux ont été installés dans ces quatre arrondissements et, d'autre part, en 1905, le conseil municipal éleva de 35.000 à 45.000 fr. la subvention qui leur était accordée.

En 1902, les 16 bureaux municipaux de Paris avaient reçu 61.168 demandes de travail, 79.462 offres et avaient effectué 42.479 placements à demeure

et 7.183 placements en extra. C'était là une proportion infime à côté de ce que faisaient les bureaux payants.

En province, des bureaux municipaux existaient aussi depuis plusieurs années dans certaines villes. Ainsi à Levallois-Perret il en avait été créé en 1882 et à Lille en 1884.

L'enquête de 1898 sur le placement avait révélé l'existence de bureaux municipaux de placement dans 25 villes et, d'après les renseignements qui nous sont fournis par l'Office du travail, il existait au 14 mars 1904 trente-quatre villes possédant un service de placement gratuit. Ici encore les résultats obtenus par ces bureaux laissent à désirer. C'est du moins ce qui résulte des renseignements publiés après enquête en 1902 par l'Office du travail ; il n'y avait guère que les bureaux de Rouen, Charleville et Auxerre qui fonctionnaient d'une façon assez satisfaisante. Mais Lisieux n'avait réussi à placer que 100 personnes en un mois, Lyon 63 seulement. Le bureau de Versailles était peu fréquenté et quant aux bureaux de Lille, Moulins et Armentières ils n'effectuaient aucun placement.

Le vote de la loi de 1904 devait nécessairement donner un essor considérable aux bureaux de placement municipaux. Nous nous bornerons à citer les premières villes qui créèrent des bureaux municipaux.

paux : Alençon (20 mai 1904), Amiens (20 mai 1904), Boulogne-sur-mer (29 juin 1904), Bourges (21 mars 1904), Caen (24 mars 1904), Laon (11 mai 1904), Mâcon (11 mai 1904), Le Mans (1^{er} juin 1904), Montpellier (1^{er} juin 1904), Nantes (1^{er} juin 1904), Nevers (25 mars 1904), Nîmes (25 mars 1904), Pau (25 mars 1904), Poitiers (29 juillet 1904), Saint-Quentin (23 juin 1904), Soissons (23 juin 1904), Troyes (23 juin 1904)...; etc.

Dans plusieurs villes où existaient déjà des bureaux de placement il en fut créé de nouveaux. Ainsi à Lyon, avant la promulgation de la loi il y avait un bureau de placement pour dames qui était géré directement par la ville ; il fut augmenté, au mois d'avril, d'un bureau de placement gratuit à l'office municipal du travail. A Bordeaux, le conseil municipal a autorisé le maire à installer, à côté du bureau de placement municipal gratuit, deux bureaux annexes, dont les résultats furent tout d'abord des plus encourageants puisqu'ils assurèrent du 1^{er} octobre 1904 au 1^{er} juin 1905, c'est-à-dire dans l'espace de huit mois, près de trois mille placements. En y ajoutant les placements réalisés pendant la même période par le bureau principal on arrive au total de 7.684 placements.

Dans certaines villes on procéda d'un façon différente. Au lieu de créer des bureaux municipaux,

les maires préférèrent charger de ce service les bureaux de placement déjà créés par les bourses de travail. C'est ainsi qu'à Toulouse un avis affiché le 25 mars 1904 prévint le public que le seul bureau municipal de placement gratuit fonctionnant dans la commune, conformément à l'article 4 de la loi de 1904, était à la bourse du travail, place Saint-Sernin et rue Merly.

A Poitiers, le 29 juillet 1904, le maire informa par voie d'affiches ses administrés qu'un bureau de placement gratuit fonctionnerait désormais dans la commune ; il devait être placé sous la direction de la municipalité, géré par la bourse du travail ; son siège social devait être fixé rue Doyenné, numéro 5.

A Saint-Germain-en-Laye, le système adopté fut plus primitif. Il fut décidé que dans le bureau municipal un délégué du syndicat des ouvriers boulangers se tiendrait à la disposition des ouvriers et patrons pour recevoir les demandes et offres d'emploi (1).

Nous croyons inutile de multiplier ces exemples. Nous reviendrons beaucoup plus longuement sur cette question lorsque nous nous occuperons de la situation actuelle du placement. Nous nous bornerons à constater que, dans l'année qui a suivi la pro-

(1) *Bulletin de l'Office du travail*, août 1904.

mulgation de la loi, les villes de province, se sont mises en très grande majorité en règle avec les dispositions légales, mais que, d'autre part, comme nous l'avons déjà signalé, elles n'ont pas pour cela supprimé les bureaux payants, effrayées des répercussions qu'aurait eues une pareille mesure sur leurs finances.

§ 2. — Bureaux de syndicats.

Bourses de travail.

Associations légalement constituées.

La loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels donnait le droit à ceux-ci de créer et d'administrer des offices de renseignements pour les offres et les demandes de travail. Les syndicats patronaux comme les syndicats ouvriers profitèrent de cette faculté et s'occupèrent de placement, mais avec des résultats différents.

Il résulte des renseignements qui nous sont fournis par l'Office du travail (1) qu'en 1903 il n'y avait que 204 syndicats patronaux et 7 unions de syndicats qui avaient un service organisé, ce qui représentait une proportion de 6 pour 100 seulement. Seuls, les syndicats parisiens des épiciers en détail, de la boulangerie, les syndicats des meuniers de

(1) *Bulletin de l'Office du travail*, mars 1904, *Annuaire des syndicats*.

Paris, de la quincaillerie, des beurres et œufs, des débitants de vin, des pharmaciens, l'Office des travailleurs de Tours (Union patronale) avaient réalisé un nombre assez élevé de placements.

Pour les syndicats ouvriers, les résultats étaient plus satisfaisants. Au 1^{er} janvier 1903 et cela suivant une progression constante, 1.017 syndicats ouvriers et 73 unions de syndicats possédaient un service de placement. C'étaient les syndicats de l'alimentation à Paris et en province, les syndicats de l'industrie du livre, des teinturiers-dégraisseurs, des casquetiers, des comptables, des coiffeurs et aussi des gens de maison.

A côté de ces syndicats patronaux et ouvriers, il faut citer les syndicats mixtes. En 1903, il existait 28 syndicats de cette catégorie ayant un service organisé. Leurs résultats avaient été d'ailleurs relativement peu importants. C'est ainsi que de 1894 à 1907 pour 10 syndicats, il n'y avait eu que 4.232 placements.

Les bourses du travail sont aussi des organes de placement.

Créée à Paris en 1887, sur la proposition de M. Mesureur, ministre du commerce, inaugurée le 22 mai 1892, la Bourse du travail, qui a été plusieurs fois momentanément fermée à la suite d'attentats anarchistes, a été réorganisée pour la dernière fois

par le décret du 17 juillet 1900. D'après l'article premier de ce décret, elle a pour objet de faciliter les transactions relatives à la main-d'œuvre au moyen de bureaux de placement gratuits, de salles d'embauchage publiques et par la publication de tous renseignements intéressant l'offre et la demande du travail. Aux termes de l'article 2, tous syndicats professionnels légalement constitués sont autorisés à occuper un logement dans la Bourse du travail, où ils peuvent établir un bureau de placement gratuit, soit pour tous les membres de leurs professions, soit pour leurs seuls adhérents.

Il a été créé à partir de 1890 un très grand nombre de bourses du travail en province.

Des renseignements fournis par l'Office du Travail, il résulte qu'au 1^{er} janvier 1903, il existait en France 94 bourses du travail, dont 60 seulement avaient répondu intégralement au questionnaire de l'Office du travail concernant le placement. Sur 94.557 demandes d'emplois et 58.680 offres d'emplois, il avait été réalisé 44.306 placements à demeure et 9.805 placements en extra.

Il faut citer encore comme institutions de placement les sociétés de secours mutuels, régies par la loi du 1^{er} avril 1898, qui leur permet de créer des offices gratuits de placement à la condition qu'il soit pourvu aux dépenses afférant à ce service au

moyen de cotisations ou de recettes spéciales. L'Office du travail nous apprend qu'en 1902 la plupart de ces sociétés faisaient un placement très actif, que pour 15 de ces sociétés la moyenne mensuelle des placements, était supérieure à 50, pour 10 d'entre elles à 100 et pour 3 à 500 (1).

Parmi les autres sociétés qu'on peut classer sous le nom de sociétés philanthropiques et dans lesquelles on peut faire entrer les sociétés de bienfaisance, les sociétés d'assistance par le travail, les patronages, les couvents, les refuges, les asiles, les orphelinats... etc..., il est certain que beaucoup d'entre elles réalisaient un chiffre élevé de placement, mais il était difficile en 1902 d'avoir des statistiques exactes à ce sujet.

Enfin il convient de mentionner pour terminer les compagnonnages. Ils se sont de tous temps occupés de placement. Leur importance considérable sous l'ancien régime avait beaucoup diminué pendant le XIX^e siècle. Des renseignements qui nous sont fournis par l'Office du travail, il résulte qu'en 1898 on avait pu constater l'existence de 21 compagnonnages dont 15 avaient déclaré avoir fait, de 1894 à 1897, une moyenne annuelle de 5.300 placements. A Paris, certains compagnonnages étaient assez actifs, tels

(1) *Bulletin de l'Office du travail*, avril 1904.

les compagnons boulangers de Paris qui avaient en trois mois reçu 1.203 demandes, 1.225 offres et effectué 1.074 placements à demeure, tels également les compagnons charrons de Paris qui, dans un laps de temps de neuf mois, avaient sur 437 demandes et 464 offres, réalisé 157 placements à demeure et 257 placements en extra.

Telle était la situation du placement payant et gratuit à la fin de l'année 1905. On peut la résumer par une distinction. A Paris, le placement gratuit s'était assez sensiblement développé et le placement payant avait perdu une grosse partie de sa clientèle par suite de la suppression des bureaux de placement dans plusieurs catégories des professions. En province, la loi n'avait eu que peu d'effets, la plupart des municipalités ayant reculé pour des raisons budgétaires devant la suppression des bureaux payants; la situation était à peu près la même qu'au paravant, ce qui a fait dire que la nouvelle loi était faite pour Paris et non pour la province.

CHAPITRE II

Résultats de l'enquête de 1908 sur le placement des employés, ouvriers et domestiques à Paris depuis la promulgation de la loi du 14 mars 1904, et renseignements complémentaires.

Il avait été procédé, en 1893 et en 1901, à des enquêtes sur le placement des employés, ouvriers et domestiques ; une nouvelle enquête était nécessaire après les modifications apportées dans notre législation pour se rendre compte des effets produits par la loi du 14 mars 1904.

L'Office du travail comprenant l'importance primordiale de cette enquête chargea un de ses enquêteurs permanents d'y procéder, en limitant ses investigations à Paris. Pourquoi cette réserve ? Nous en trouvons l'explication dans la lettre adressée le 1^{er} septembre 1909 par M. Fontaine, directeur du travail, à M. Viviani, ministre du travail et de la prévoyance sociale : « Paris, y est-il dit, présentait donc par l'importance de son agglomération, par l'acuité avec laquelle s'y est toujours discutée cette

question du placement et par l'application complète qui, dans les professions les plus spécialement intéressées, y était faite de la nouvelle loi, un champ assez vaste pour juger des effets produits par cette loi et des réclamations et appréciations dont elle était l'objet. »

L'enquête en question fut confiée à M. Numa Raffen. Commencée à la fin de l'année 1906, elle fut terminée en septembre 1908 et conduite avec une conscience à la quelle il est juste de rendre hommage ; elle est pour nous une source précieuse de renseignements. Il est toutefois regrettable qu'elle soit restreinte à Paris et ne nous permette pas, par suite, de nous faire une idée générale de la situation du placement en France (1). D'autre part, elle est déjà vieille de quatre ans. Mais elle présente cet immense avantage d'avoir un caractère officiel et de ne contenir que des indications d'une authenticité incontestable. Nous nous proposons d'en résumer en quelques pages les résultats généraux ; mais nous ne croyons pas inutile de signaler auparavant la façon dont il a été procédé à cette enquête.

L'enquêteur crut devoir se rendre lui-même aux sièges de toutes les associations qui effectuent le placement. En outre, il adressa aux associations avec

(1) Nous verrons qu'une seconde enquête fut également effectuée en 1909 en province, mais à plusieurs égards elle est moins complète que celle qui fut faite à Paris.

lesquelles il s'était mis en rapport une circulaire dans laquelle il leur demandait de lui fournir la statistique mensuelle des placements effectués avant et après la loi du 14 mars 1904, en lui indiquant quel est le personnel qui a été placé par le bureau (apprentis, demoiselles de magasins, ouvriers...) et en y joignant leurs observations personnelles.

L'enquête à laquelle il fut procédé est divisée en deux parties, selon la catégorie des professions sur laquelle elle portait.

La première catégorie embrasse les professions dans lesquelles les bureaux de placement payants ont été supprimés, c'est-à-dire les professions de boucher, boulanger, coiffeur, cordonnier, cuisinier, garçon d'hôtel, garçon limonadier, restaurateur, garçon marchand de vin, garçon nourrisseur, pâtissier et teinturier. Les statistiques les concernant comprennent les années 1903, 1904, 1905 et 1906.

La seconde catégorie porte sur les professions dans lesquelles les bureaux payants peuvent continuer à fonctionner en se conformant à la loi du 14 mars 1904, à savoir : les professions d'employés de banque, de commerce et d'industrie, d'employés de marchands de comestibles, de domestiques, de garçons épiciers, de garçons meuniers et de membres de l'enseignement. Ici les statistiques comprennent les années 1903, 1904, 1905, 1906 et 1907.

Avant d'entrer dans le détail de chacune de ces catégories, nous croyons utile de faire connaître les résultats généraux auxquels a donné lieu l'application de la loi.

SECTION I. — Résultats généraux.

§ 1. — Bureaux autorisés.

En 1907, le total des bureaux autorisés s'élève à 236 se décomposant ainsi ;

Employés de commerce, de banque et d'industrie	2
Employés de marchands de comestibles....	3
Domestiques en tous genres.....	203
Garçons épiciers	3
Garçons meuniers	1
Membres de l'enseignement (employés et domestiques)	15
Membres de l'enseignement	9
Au total 236.	

En 1897, le nombre des bureaux autorisés était de 232. Il y a donc eu une augmentation de quatre unités. Cette augmentation est due à la création dans la banlieue de Paris de 6 nouveaux bureaux, compensée elle-même par la disparition de deux bureaux de Paris qui n'ont pas été remplacés.

Ces 236 bureaux se décomposent ainsi : 216 bureaux à Paris et 20 bureaux dans la banlieue. Hâtons-nous toutefois d'ajouter que, sur ces 216 bureaux, 29 ont interrompu leur fonctionnement, mais comme leurs titulaires ont volontairement cessé leurs opérations et que les arrêtés d'autorisation n'ont pas été rapportés, rien n'empêche qu'ils ne soient un jour à nouveau ouverts. Observons aussi que, depuis la publication de cette enquête, à la suite d'un arrêt rendu par le conseil d'Etat, le 21 février 1908, plusieurs bureaux ont également cessé volontairement de fonctionner.

§ 2. — Bureaux de placement municipaux.

Il résulte de l'enquête qu'il n'y a guère que les employés de commerce et d'industrie et les domestiques en tous genres qui ont normalement recours aux bureaux municipaux. A raison de ce fait que les statistiques dressées depuis 1904 ne donnent plus que des totaux généraux pour les employés et gens de maison et se bornent pour les autres professions à enregistrer les offres d'emplois, et que, d'autre part, le conseil municipal de Paris a, dans le cours des années 1904 et 1907, décidé la création de quatre bureaux municipaux, dans les VII^e, VIII^e, IX^e et XVI^e arrondissements, il est assez difficile de se rendre un compte exact de l'influence qu'a pu avoir

la loi du 14 mars 1904 sur les chiffres des placements effectués par ces bureaux. On peut cependant constater un certain accroissement du nombre de placements par un simple rapprochement de chiffres :

En 1904, les 16 bureaux municipaux avaient effectué 33.841 placements à demeure pour employés et domestiques et avaient reçu et affiché 47.900 offres de travail pour les autres professions.

En 1907, les 20 bureaux existants avaient effectué 39.106 placements à demeure pour employés et domestiques et avaient reçu et affiché 78.627 offres de travail pour les autres professions.

Il y avait donc une tendance incontestable, de la part des employeurs, comme de la part des employés et des domestiques, à délaisser les bureaux payants et à s'adresser, de plus en plus, aux bureaux municipaux.

Il faut, toutefois, observer que, d'après les renseignements qui nous sont fournis par l'Office du travail, les résultats sont moins favorables en 1909. En effet, au cours de cette année, les bureaux municipaux ont, d'après les statistiques officielles, effectué 35.896 placements à demeure, dont 9.611 pour les hommes et les jeunes gens, 26.160 pour les femmes et les jeunes filles, et 125 pour des ménages. Ce chiffre présente une diminution de 3.210 unités sur

celui de 1907. Il est vrai que, par contre, pour les placements professionnels, les bureaux municipaux ont reçu, dans cette même année 1909, 85.694 offres, ce qui constitue une augmentation de 7.067 unités sur le chiffre de 1907.

Il nous paraît indispensable, à raison de l'extension prise par les bureaux municipaux de Paris, d'entrer dans quelques détails sur leur organisation et leur fonctionnement. Nous puisons les renseignements qui vont suivre, dans le *Bulletin de l'Office du travail* de 1910 (1).

ORGANISATION.

Les bureaux municipaux fonctionnent, soit sous le contrôle des conseils d'administration des associations privées qui les ont créés, soit sous celui de commissions municipales.

Dans tous les arrondissements où existe une association — et ces arrondissements étaient en 1909 au nombre de 12 — le maire ou un de ses adjoints est toujours président du conseil d'administration du bureau municipal ; les autres membres de la municipalité, ainsi que les conseillers municipaux en

(1) Voir, pour plus amples détails sur les divers points que nous allons examiner, le *Bulletin de l'Office du travail* de 1910, p. 603 et suiv.; 942 et suiv.; 1067 et suiv.

sont membres de droit, les autres administrateurs étant choisis parmi les membres souscripteurs.

Quant aux commissions municipales ou de contrôle — il en existe dans 8 arrondissements — qui régissent les bureaux, elles se composent en général du maire ou d'un maire adjoint, président, des conseillers municipaux de l'arrondissement et d'un certain nombre d'administrateurs nommés par le maire. Ne comptant pas de membres souscripteurs, elles se bornent à administrer la subvention annuelle que leur alloue le conseil municipal, ou celle qu'elle peut recevoir du ministre de l'intérieur. Il appartient à ces commissions de déterminer les conditions dans lesquelles les bureaux doivent fonctionner.

FONCTIONNEMENT.

Les opérations effectuées par les bureaux portent sur deux catégories distinctes de placement : 1° le placement dit à *demeure*, concernant les employés, domestiques, gens de maison, et toutes autres personnes sans métier défini ; 2° le placement dit *professionnel*, c'est-à-dire d'ouvriers ou d'ouvrières qualifiés ou exerçant une profession bien déterminée.

Conformément à une délibération du conseil municipal de Paris, du 18 décembre 1903, on opère d'une façon différente pour chacune de ces deux catégories.

a) *Placement à demeure.*

Lorsqu'une personne se présente pour offrir un emploi, cette offre est consignée sur un registre portant les indications suivantes : numéro d'ordre et date de l'inscription, nom et domicile de l'offrant, nature de l'emploi et ses conditions, suite donnée à l'offre. Ce n'est que lorsque le placement a été réellement effectué que cette dernière indication est portée.

Toute personne qui demande un emploi, doit communiquer, en même temps que des papiers qui font connaître son identité et son domicile, des références de maisons dans lesquelles elle a travaillé. A l'aide de ces renseignements, on établit une fiche portant un numéro d'ordre, la date de l'inscription, les nom, prénoms, âge, lieu de naissance, profession et domicile du demandeur. Une fois le demandeur placé, on ajoute à la fiche la date du placement et le numéro de l'offre correspondante portée au registre des offres, sur lequel on indique à la colonne « *suite donnée* » le placement effectué en y inscrivant le numéro d'ordre de la fiche. Les fiches sont placées par ordre alphabétique, ce qui permet facilement, quand un demandeur se présente, de connaître quelle est sa situation à l'égard du bureau.

Lorsque les inscriptions ci-dessus indiquées ont été

faites sur la fiche, le préposé consulte le registre d'offres et voit s'il s'y trouve un emploi non encore occupé et que le demandeur serait apte à remplir. S'il n'y en a pas, le demandeur se représente jusqu'à ce que l'emploi qu'il sollicite soit offert. On lui délivre alors pour se présenter chez l'offrant une lettre dite « *lettre d'envoi* », sur laquelle figurent ses nom, prénoms et demeure, le numéro d'ordre du registre des offres et celui de la fiche, ainsi que les mentions : *j'accepte, la place est occupée, je refuse*, sous l'une desquelles l'offrant devra, suivant le cas, apposer sa signature. Il faut donc, toujours, que cette lettre soit rapportée au bureau.

b) *Placement professionnel.*

Pour ce placement, on procède d'une façon différente, le bureau se bornant, en général, à enregistrer l'offre d'emploi. Cette offre est transmise directement par l'employeur ou adressée par la poste ou déposée dans une boîte *ad hoc* placée à la mairie. .

Dès qu'il est informé de l'offre, le préposé au bureau la consigne sur un registre spécial qui contient les indications suivantes : 1° date d'inscription ; 2° numéro d'ordre ; 3° emploi offert ; 4° nom et adresse de la personne offrant l'emploi. Puis, il reporte ces indications sur une pancarte que l'on affiche dans un ou plusieurs cadres placés à l'extérieur, et que con-

sultent les ouvriers et ouvrières en quête de travail. La pancarte est enlevée lorsque l'employeur avise le bureau que l'emploi qu'il offrait est accepté. Dans le cas contraire, elle reste dans le cadre un laps de temps indéterminé.

Comme on le voit, il n'y a pas ici, contrairement à ce qui se passe dans l'hypothèse précédente, de mise en rapport du bureau avec le demandeur de travail, et le bureau ne sait pas le plus souvent quelle suite a été donnée à l'offre. Il faut, toutefois, remarquer que dans le détail presque chaque bureau a sa méthode particulière. Il y a notamment une très grande diversité dans la façon de procéder des différents bureaux en ce qui concerne les cadres et la couleur des pancartes, les heures d'ouverture des bureaux, le nombre et la durée des séances quotidiennes. Ce sont là des questions de pure réglementation locale sur lesquelles nous ne croyons pas utile d'insister.

Parmi les conditions d'inscription exigées par les bureaux se trouve généralement celle de justifier de sa qualité de français. Mais cette condition est rarement appliquée, surtout en ce qui concerne les bonnes à tout faire pour lesquelles l'offre dépasse toujours la demande. Sur un autre point, certains bureaux sont plus exigeants puisqu'ils ne placent que les personnes

domiciliées dans les arrondissements sur lesquels ils fonctionnent.

Assez fréquemment pendant les heures d'ouverture, les bureaux sont surveillés par des gardiens de la paix. Cette surveillance n'est pas inutile à cause du racolage auquel se livrent, autour de certains bureaux municipaux, les placeurs autorisés qui manquent de bonnes pour leur clientèle.

PERSONNEL EMPLOYÉ AUX BUREAUX

Ce personnel peut se diviser en deux catégories : fonctionnaires de l'administration préfectorale attachés à un des services de la mairie où siège le bureau, et simples employés ne relevant que de la commission de surveillance du bureau.

Le service d'un tiers environ des bureaux est assuré par des fonctionnaires de mairie auxquels il faut ajouter pour chaque mairie un gardien de bureau, chargé de l'entretien des cadres. D'après les renseignements qu'a pu recueillir l'Office du travail, il semble que ce personnage ne soit pas à l'abri de certaines sollicitations ; il recevrait, comme, du reste, beaucoup de préposés, des offres d'argent de placeurs autorisés pour consentir à les aider à recruter des bonnes.

LOCAUX ET INSTALLATION

Tous les bureaux de placement municipaux sont installés dans les mairies ou dans des bâtiments qui leur sont annexés. Les locaux sont de dimension plus ou moins restreinte. Souvent, ils ne se composent que d'une pièce, parfois de deux et d'une entrée, rarement de trois. On doit dire que, d'une façon générale, la disposition, la situation et la dimension des locaux laissent beaucoup à désirer. Les salles d'attente sont ordinairement garnies de chaises et de bancs, mais en nombre insuffisant, et le chauffage y est défectueux.

SITUATION FINANCIÈRE

Les recettes des bureaux sont de trois ordres : 1° subventions municipales ; 2° cotisations ou dons des sociétaires ou des bienfaiteurs ; 3° subventions du ministère de l'intérieur. La plus importante de ces recettes sont les subventions municipales. C'est ainsi qu'en 1909, sur un chiffre global de recettes de 57.008 francs, 48.750 provenaient des subventions municipales, 6.608 des cotisations des sociétaires, et 1.650 des subventions du ministère de l'intérieur. Les dépenses globales des bureaux s'étaient élevées à 57.335 fr. 60, d'où un déficit de 327 fr. 60.

RÉFORMES NÉCESSAIRES

Si, pendant les trois années qui ont suivi la promulgation de la loi du 14 mars 1904, il y a eu recrudescence dans le nombre des placements à demeure effectués, il n'en est plus de même depuis 1907. On constate une diminution assez sensible dans le nombre des placements. Habituellement, on explique cette diminution par la pénurie des bonnes à tout faire, pénurie qui sévit, d'ailleurs, également, sur les bureaux autorisés, mais il semble qu'il y ait d'autres causes à cette situation.

Les préposés aux bureaux de placement municipaux sont d'accord pour reconnaître que, pour assurer le bon fonctionnement de ces bureaux et leur permettre de rendre au public les services qu'il est en droit d'en attendre, il serait bon que tous les bureaux fussent municipalisés, ce qui revient à la suppression des bureaux autorisés. Il serait aussi indispensable que les associations faisant du placement fussent sévèrement surveillées, ainsi que les agences dont les feuilles périodiques publient des offres d'emploi.

Il n'est pas contestable, d'autre part, que des modifications ne soient devenues indispensables dans le fonctionnement actuel des bureaux municipaux de Paris. Tous ces bureaux devraient être ouverts aux mêmes heures. Les conditions requises pour qu'un

demandeur puisse être inscrit dans un de ces bureaux devraient être nettement déterminées et d'une manière uniforme, par exemple l'obligation d'être français et d'habiter l'arrondissement. Il serait aussi bon que les registres pour l'inscription des offres d'emplois à demeure et professionnel fussent d'un type uniforme, ainsi que les fiches, les pancartes, les lettres d'envoi, les tables statistiques.

Enfin, et ceci est beaucoup plus important, tous les bureaux devraient être composés de trois pièces et de trois entrées distinctes, une pour les préposés et les employeurs, les deux autres pour les demandeurs de chaque sexe. Les préposés devraient être séparés du public par une cloison grillagée avec guichets. Les bureaux devraient être suffisamment chauffés, éclairés et aérés ; ils devraient être nettoyés deux fois par jour et munis du téléphone.

Indiquons pour terminer deux autres réformes dont la nécessité se fait grandement sentir.

La première consisterait dans l'obligation pour les bureaux de placement municipaux de se communiquer tous les jours les demandes et offres d'emploi qui leur seraient faites, la seconde dans la suppression des feuilles de publicité ayant spécialement pour but de faire connaître des offres d'emplois. Ces feuilles ont été l'objet de très nombreuses plaintes de la part des personnes qui y ont eu recours dans l'espoir

de se procurer du travail et il serait à désirer qu'on en empêchât la vente dans les kiosques de la ville de Paris (1).

§ 3. — Associations faisant le placement.

En 1907, il existait 148 associations s'occupant de placement. Ce chiffre est exactement le double du chiffre antérieur à la promulgation de la loi de 1904. Ces diverses associations étaient réparties dans les catégories suivantes :

Syndicats patronaux et mixtes	28
Syndicats ouvriers	44
Sociétés de secours mutuels	21
Associations diverses	55
Au total :	148.

La loi de 1904 a donc eu pour résultat d'augmenter le nombre de ces associations dans une proportion de 50 pour 100, ce qui s'explique dans une large mesure par la disparition des bureaux payants.

La progression s'est surtout fait sentir dans les associations libres (57 %) et dans les syndicats ouvriers (27 %). Elle a été bien moindre dans les syndicats patronaux et mixtes (9 %) et les sociétés de secours mutuels (7 %).

(1) Comme nous le verrons plus loin, la plupart de ces réformes sont indiquées dans la circulaire du 15 novembre 1911, du Ministre du Travail, aux Préfets sur les subventions aux bureaux municipaux de placement gratuit.

Au point de vue des professions, l'augmentation proportionnelle des associations faisant le placement a été la plus forte chez les coiffeurs (600 %), mais elle a été très sensible aussi dans les professions de l'alimentation : bouchers (350 %), cuisiniers, garçons limonadiers (207 %), boulangers (200 %), comestibles (150 %), domestiques (107 %), garçons d'hôtel (83 %).

Nous savons que, pour un grand nombre de professions, des associations et des bureaux autorisés fonctionnent à Paris concurremment, même depuis la promulgation de la loi de 1904. Il est intéressant de déterminer quelle était, à la fin de cette année 1907, la situation du placement en ce qui concerne cette catégorie de professions.

Voici les renseignements qui nous sont fournis par l'enquête :

Professions.	Nombre d'associations.	Nombre de bureaux en activité.
Employés de commerce, de banque, d'industrie	50	2
Employés de marchands de comestibles.	5	3
Domestiques en tous genres. .	29	156
Garçons épiciers.	3	3
Garçons meuniers	2	1
Membres de l'enseignement. .	10	9
Membres de l'enseignement (Employés-Domestiques) . . .	»	13
	Total 99	187

Il résulte de cette statistique que le nombre de bu-

reaux autorisés était à peu près deux fois plus élevé que celui des associations ; mais il faut observer que ce rapport est dû exclusivement aux bureaux plaçant des domestiques, le nombre de ces bureaux étant cinq fois et demi plus élevé que celui des associations. Au contraire, le nombre des associations est 25 fois plus élevé que celui des placeurs pour les employés de banque, de commerce et d'industrie. Dans les autres professions, exception faite de la catégorie mêlée de l'enseignement et des domestiques qui n'est desservie que par des bureaux, les différences sont à peu près nulles.

Il nous faut présenter maintenant quelques observations générales sur le nombre des placements effectués par les associations.

Sur 63 associations qui s'occupaient du placement avant la promulgation de la loi, il n'y en a que 30 qui ont fourni une statistique complète et, comme sur ces 30, il y en a 2 qui n'avaient pas, antérieurement à la loi, un service de placement fonctionnant depuis plus d'un an, il reste seulement 28 associations présentant des éléments complets et précis de comparaison entre le nombre des placements effectués en 1903 et 1906 et 1907.

Les tableaux ci-dessous que nous empruntons à l'enquête de l'Office du travail nous donnent une idée de la progression accomplie.

PREMIER TABLEAU

(Ce tableau se rapporte aux professions dans lesquelles les bureaux autorisés ont été supprimés).

Mouvement des placements à demeure effectués de 1903 à 1906.

Professions	Nombre d'associa- tions	Placements à demeure		Progression pour 100	Diminution pour 100
		1903	1906		
Bouchers	1	918	2.856	211	»
Garçons d'hôtel .	2	1.638	2.730	67	»
Garçons limona- diers, restaura- teurs	7	5.739	11.044	92	»
Teinturiers . . .	1	756	586	»	22
Garçons nourris- seurs	1	548	1.146	109	»
Total. . . .	12	9.599	18.362	91	22

Il résulte de ce premier tableau que pour 11 anciennes associations sur 12 le chiffre du placement est allé en s'accroissant depuis la promulgation de la loi. Ce résultat s'explique par ce fait que les professions dont il s'agit, sont précisément celles pour lesquelles les bureaux autorisés ont été supprimés. Seule la Chambre syndicale des ouvriers teinturiers a vu diminuer ses placements. Il en faut chercher la cause dans la création, au mois d'août 1904, d'un service de placement à la chambre syndicale patronale.

DEUXIÈME TABLEAU

(Ce tableau se rapporte aux professions dans lesquelles les bureaux autorisés ont été maintenus, à l'exception des employés de banque, de commerce et d'industrie).

Mouvement des placements à demeure effectués de 1903-1907.

Professions	Nombre d'associa- tions	Placements 1903	Placements 1907	Progression pour 100	Diminution pour 100
Employés de mar- chands de co- mestibles. . .	2	1.800	5.287	194	»
Domestiques en tous genres . .	7	3.626	4.968	37	»
Garçons épiciers.	3	11.636	13.559	17	»
Garçons meu- niers	1	113	179	58	»
Membres de l'en- seignement . .	3	207	375	81	»
Total . . .	16	17.382	24.368	40	»

Parmi les seize associations ci-dessus, une seule dans la catégorie des domestiques a vu le nombre de ses placements diminuer de 31 pour 100. Toutes les autres sont en progression marquée. L'explication de ce fait ne se trouve pas seulement dans la vogue croissante des associations, mais aussi dans la diminution dans cette catégorie de professions des bureaux payants qui tombent de 216 en 1903 à 185 en 1907. La progression des placements par les associations

n'en reste pas moins sensible puisqu'elle représente 40 pour 100 en quatre ans.

TROISIÈME TABLEAU

Mouvement des placements à demeure effectués de 1903 à 1905

Professions	Nombre d'associa- tions	Placements en 1903	Placements en 1905	Progression	Diminution
Bouchers . . .	1	53	4.172	7.772	»
Coiffeurs . . .	1	571	1.314	130	»
Garçons d'hôtels.	1	131	501	282	»
Garçons limona- diers-restaura- teurs	2	3.377	6.768	100	»
Total	5	4.132	12.755	209	»

La progression des placements pour ces associa-
tions a été de 104 pour 100 par année.

Sur les 85 associations ayant créé des services de
placement postérieurement à la loi, 13 seulement ont
fourni une statistique complète de leurs opérations et
encore, sur ces 13, 4 ne fonctionnaient que depuis un
an, 5 depuis deux ans et 4 seulement depuis trois an-
nées.

Voici d'après l'Office du travail les indications que
l'on peut tirer de ces éléments d'informations.

QUATRIÈME TABLEAU

Mouvement des placements à demeure effectués de 1905 à 1906

Professions	Nombre d'associa- tions	Placements en 1905	Placements en 1906	Progression p. 100	Diminution p. 100
Coiffeurs. . . .	1	170	213	25	»
Garçons limona- diers	1	310	258	»	17
Garçons nourris- seurs	1	1.651	1.812	10	»
Total	3	2.131	2.283	7	»

CINQUIÈME TABLEAU

Mouvement des placements à demeure effectués de 1906 à 1907

Professions	Nombre d'associa- tions	Placements en 1906	Placements en 1907	Progression p. 100	Diminution p. 100
Domestiques . .	2	1.161	1.678	45	»

SIXIÈME TABLEAU

Mouvement des placements à demeure effectués de 1905 à 1907.

Professions	Nombre d'associa- tions	Placements en 1905	Placements en 1907	Progression pour 100	Diminution pour 100
Employés de mar- chands de co- mestibles. . .	2	1.765	1.766	»	»
Domestiques . .	2	596	630	6	»
Total	4	2.361	2.396	1.5	»

L'augmentation a été surtout sensible pour 3 associations de domestiques et une association de coiffeurs. Par contre, une association de limonadiers, garçons marchands de vins et une de domestiques ont vu fléchir le nombre de leurs opérations.

On peut conclure des quelques chiffres que nous avons indiqués que, depuis la promulgation de la loi, il y a eu une progression incontestable, mais cette progression ne s'est pas produite de la même façon dans toutes les professions. Dans certaines, elle a été très rapide, s'affirmant d'une façon très nette dans l'année même qui a suivi la promulgation de la loi ; dans la plupart cependant elle a été plus lente.

SECTION II. — Résultats de l'enquête par profession.

§ 1. — Professions dans lesquelles les bureaux autorisés ont été supprimés.

Bouchers.

Avant la loi du 14 mars 1904, il y avait 8 bureaux de placement fonctionnant. Ils avaient effectué une moyenne annuelle de 20.098 placements à demeure et de 4.656 en extra, au tarif de 5 à 20 francs.

Ni les patrons ni les ouvriers bouchers ne semblent avoir eu recours aux bureaux municipaux de placement, mais ils s'adressaient volontiers à certains offices de placement gratuits, tels que ceux de la cham-

bre syndicale ouvrière de la boucherie de Paris et de la société de prévoyance et de secours mutuels de la boucherie de Paris *Les vrais Amis*.

Le placement se faisait par camaraderie à la chambre syndicale ouvrière de la boucherie de demi-gros. Quant au syndicat patronal, il ne s'occupait pas de placement.

Il existait antérieurement à la loi 1 syndicat patronal et mixte ; il ne s'en est pas créé de nouveau ; 2 syndicats ouvriers, il s'en est créé 3 nouveaux ; 1 société de secours mutuels, aucune nouvelle ne s'est fondée. Enfin, il s'est formé 3 associations diverses.

Nous trouvons dans ces différents syndicats ou associations, à côté d'un droit d'admission, une cotisation mensuelle qui varie de 0 fr. 75 à 2 francs, et qui est habituellement de 1 franc.

Il faut noter que le syndicat patronal de la boucherie de Paris et du département de la Seine, qui ne faisait pas du placement avant la loi de 1904, a maintenant un bureau de placement admirablement organisé pour lequel il dépense environ 23.000 francs par an.

La société « Les vrais Amis » assure aussi beaucoup de placements.

En 1906, seule la chambre syndicale ouvrière de la boucherie avait reçu une subvention municipale en vue du placement de 1.680 francs.

Il est intéressant de noter que toutes les associa-

tions qui ont fourni des renseignements à l'enquêteur, ont déclaré que, pour assurer un bon service de placement, il ne fallait pas se contenter de tenir compte du rang d'inscription des ouvriers chômeurs, mais qu'il était nécessaire aussi de faire un choix.

Le syndicat patronal de la boucherie de Paris et du département de la Seine, les syndicats ouvriers, les sociétés de secours mutuels sont unanimes à constater les bons effets de la loi, grâce à laquelle plusieurs centaines de mille francs ont été économisés aux ouvriers. Ils se plaignent, toutefois, que, sous le couvert de diverses associations, des placeurs continuent à exercer leur industrie en prenant pour clientèle des ouvriers tarés ou dépourvus de références que les syndicats se refusent à placer.

Boulangers.

Il y avait à Paris, avant le fonctionnement de la loi, 9 bureaux de placement gratuits. De 1893 à 1897, ils avaient effectué une moyenne annuelle de 11.765 placements à demeure et de 21.537 placements en extra.

Les patrons et les ouvriers n'avaient pas recours dans cette profession non plus aux bureaux municipaux.

La suppression des bureaux payants a naturellement favorisé les syndicats et associations diverses. Parmi les syndicats, c'est de beaucoup le syndicat pa-

tronal de la boulangerie de Paris qui assure le plus de placements ; en 1905, 3.602 à demeure et 9.329 en extra ; en 1906, 4.096 à demeure et 9.031 en extra (jusqu'à fin octobre). Puis vient le syndicat patronal de la boulangerie du département de la Seine et régions limitrophes, avec les chiffres suivants : en 1905, 254 à demeure et 4.828 en extra ; en 1906, 215 à demeure et 2.085 en extra jusqu'à fin novembre.

Parmi les associations diverses, il faut citer « les Compagnons du nouveau siècle », « la Parisienne Amicale », « l'Union, travail et solidarité », « les Amis de la gerbe », « le Cri-cri » comme rendant certains services aux patrons et ouvriers au point de vue du placement, mais leurs résultats ne sont pas comparables à beaucoup près à ceux des syndicats patronaux et ouvriers.

Les membres des syndicats et associations versent un droit d'admission et une cotisation mensuelle très variable.

L'ordre de placement est généralement déterminé par l'inscription des ouvriers sur un registre par lettre alphabétique et numéro d'ordre. Toutefois, dans certaines associations on tient compte de la capacité du sociétaire. C'est ainsi que l'article 3 du règlement intérieur de la « Parisienne amicale » porte : « Il n'y aura pas de tour de rôle ; selon la capacité du sociétaire à remplir le poste dont il s'est fait inscrire (*sic*),

il sera envoyé au travail ; à ce sujet, le préposé a tous les droits possibles vis-à-vis des intérêts de la société.

Nous retrouvons la même idée dans l'article 2 du règlement intérieur des « Amis de la Gerbe » : « Les ouvriers sont envoyés au travail selon leurs capacités et non selon un tour de rôle rigoureux. Le délégué tiendra compte également, dans la mesure du possible, de la tenue et du caractère des ouvriers, pour envoyer celui qui lui paraîtra devoir satisfaire aux désirs et aux exigences du patron. »

Signalons aussi comme très intéressant l'article 6 de cette même association : « Les chômeurs ne devront pas chercher à faire des travaux au-dessus de leurs forces et de leurs capacités. Le secrétaire-délégué se rendra compte, par ses visites aux patrons chez qui les sociétaires auront travaillé, de ce que chacun peut faire, et établira ainsi un classement qui servira de base à son choix pour envoyer chacun au travail. »

Les appréciations sur les effets de la loi sont, dans cette profession, très variables.

Le syndicat de la boulangerie de Paris (patronal et mixte), estime que la loi de 1904 n'a pas constitué un progrès parce que les placeurs étaient mieux placés que quiconque pour connaître les aptitudes

particulières des ouvriers. Il reconnaît, d'ailleurs, que le placement clandestin se fait d'une façon constante, particulièrement chez les marchands de vins.

Même note chez le syndicat de la boulangerie du département de la Seine.

Pour se placer, les ouvriers ont dû, d'après ce syndicat, s'affilier à des associations qui se sont substituées aux placeurs et dans lesquelles ils paient des cotisations supérieures à la somme qu'ils dépensaient pour se placer antérieurement à la loi du 14 mars 1904.

Mais voici une critique assez curieuse contre la suppression des bureaux de placement. Le syndicat fait remarquer que, poussé par son intérêt, le placeur faisait souvent augmenter les salaires. En effet, lorsqu'un patron avait besoin d'un ouvrier, le placeur s'engageait à le lui fournir moyennant une majoration sur le salaire du précédent. C'était tout à l'avantage de l'ouvrier.

La généralité des syndicats ouvriers eux-mêmes ne trouve pas que la loi ait produit tous les effets qu'on en pouvait attendre. Elle a surtout eu pour résultat d'augmenter le placement clandestin. Les reproches vont surtout aux marchands de vin qu'on accuse de faire crédit pour la consommation, la nourriture et même le logement à des ouvriers qu'ils

placent quand le chiffre de la dette est assez élevé.

Les syndicats ouvriers prétendent aussi que la loi de 1904, a eu surtout pour conséquence de mettre de plus en plus les ouvriers dans la main des patrons ; les syndicats patronaux, disent-ils, ont intérêt à placer directement les ouvriers, et les patrons, qui savent qu'il leur sera facile de trouver, sans bourse délier, du personnel à volonté, n'hésitent pas à congédier leurs ouvriers pour les motifs les plus futiles. Lorsqu'ils ont été congédiés de cette façon, les ouvriers ne peuvent plus être placés par les syndicats patronaux et sont condamnés au chômage. Enfin, pour les syndicats ouvriers, la loi de 1904, aurait eu ce résultat fâcheux de multiplier les associations s'occupant du placement. Comme ces associations attirent beaucoup d'ouvriers de la province, le chômage a augmenté et les salaires ont baissé.

Les associations diverses qui font du placement dans cette branche paraissent plus satisfaites du nouveau régime. Encore faut-il remarquer qu'elles se plaignent presque toutes du progrès du placement clandestin, et que, d'ailleurs, comme nous l'avons vu, la proportion des placements qu'elles assurent est très minime.

Cuisiniers, garçons limonadiers, restaurateurs, garçons marchands de vin, pâtissiers.

Avant la loi de 1904, il existait 28 bureaux de placement fonctionnant pour certaines professions de l'alimentation. On pouvait les faire entrer dans les catégories suivantes : 1° garçons limonadiers (17 bureaux) ; 2° garçons marchands de vins (9 bureaux) ; 3° garçons pâtissiers (2 bureaux), mais il importe de remarquer que ces bureaux plaçaient souvent des ouvriers de l'alimentation n'appartenant pas à la catégorie pour laquelle ils étaient spécialement autorisés. Par exemple, certains bureaux de garçons limonadiers ou de garçons marchands de vin plaçaient les ouvriers cuisiniers et les garçons de cuisine.

La moyenne annuelle des opérations de placements effectués par 26 de ces bureaux, de 1893 à 1897, se décomposait de la façon suivante :

15 bureaux de garçons limonadiers : 37.286 placements à demeure et 121.851 en extra ;

9 bureaux de garçons marchands de vin : 11.716 placements à demeure, et 11.279 en extra ;

2 bureaux de garçons pâtissiers : 3.466 à demeure, 23.602 en extra.

Beaucoup moins importants sont les chiffres de placements effectués de 1896 à 1899, par les bureaux

municipaux. On peut en juger en constatant que, pour les garçons de café, ces bureaux n'ont effectué, de 1896 à 1899, que 1.903 placements à demeure et 50 en extra, et qu'en 1902, pour les garçons d'hôtels et de restaurants, les chiffres n'ont pas dépassé 435 placements à demeure et 290 en extra.

A côté des bureaux municipaux, il existait de nombreuses associations assurant le placement gratuit. Citons parmi elles : la chambre syndicale ouvrière des cuisiniers de Paris ; la chambre syndicale ouvrière des limonadiers-restaurateurs et assimilés de Paris ; l'« Etoile », société de secours mutuels des garçons restaurateurs et limonadiers de Paris ; la « Fraternelle », société de secours mutuels et de placement gratuit de garçons limonadiers, restaurateurs et assimilés, etc., etc.

Ici, comme dans toutes les autres professions analogues, la loi de 1904 devait avoir pour conséquence de développer les syndicats et associations diverses. Il fut créé : 1 syndicat patronal ou mixte, 5 syndicats ouvriers, 4 sociétés de secours mutuels et 20 associations diverses.

Or, parmi ces œuvres de placement gratuit 2 syndicats mixtes sont désignés dans les professions de l'alimentation comme faisant du placement clandestin, et 3 syndicats ouvriers et 3 sociétés de secours mutuels, dont quelques-uns seraient gérés par d'an-

ciens commis de placeurs, sont considérés comme étant des bureaux de placement déguisés. D'autre part, sur 21 associations diverses, il n'y en a pas moins de 18 qui sont désignées par leur nom dans les diverses professions pour lesquelles elles fonctionnent comme masquant des opérations illicites de placement ; 9 d'entre elles sont tenues ou dirigées par d'anciens placeurs ou commis de placeurs.

Comme précédemment nous rencontrons ici un droit d'admission qui est quelquefois très élevé et une cotisation mensuelle généralement moins forte pour les femmes que pour les hommes.

Quant à l'organisation, et au fonctionnement du service de placement des associations, il n'est pas, comme on peut le présumer, sans prêter à des critiques.

Tout d'abord, il est assez intéressant de constater que l'ouvrier a une tendance à donner une gratification au préposé au placement, et une de ces associations « l'Union », s'est même vue pour cette cause dans la nécessité de congédier un de ses fonctionnaires qui s'est d'ailleurs empressé, après sa radiation, de créer une nouvelle association dont il dirige le placement (1).

A côté de plusieurs œuvres très sérieuses, il en

(1) V. *Enquête sur le placement*, 1909, p. 101.

est beaucoup d'autres qui ne paraissent avoir été créées que pour faire échec à la loi et permettre l'exploitation illicite d'un bureau de placement payant sous le couvert d'une association fictive, organisée en apparence pour faire le placement gratuit (1). Il faut, d'ailleurs, reconnaître que si dans

(1) Voir l'affaire de l'« *Indépendante* », dont le gérant fut condamné, le 9 juin 1905, par la 8^e chambre du tribunal correctionnel de la Seine, à 100 francs d'amende. Nous croyons intéressant de citer, à propos de ce jugement, les considérants suivants :

« Attendu que, sans examiner la valeur juridique de cette société, sans rechercher si elle n'aurait pas été imaginée pour tenir la loi en échec et permettre à X... l'exploitation illicite d'un bureau de placement payant sous le couvert d'une association fictive, organisée en apparence pour faire le placement gratuit, il convient de retenir les statuts de l'*Indépendante* : « 1^o que les employés sont envoyés à tout commerçant sur sa demande même avant son inscription comme membre de la société ; 2^o que les membres temporaires sont tenus de payer, outre un droit fixe d'inscription, une prétendue cotisation variable, autant de fois renouvelée qu'ils reçoivent d'employés envoyés par X..., sans avoir droit à aucun avantage social de quelque nature que ce soit ;

« Attendu, dans ces conditions, que les membres temporaires ne sauraient être considérés comme de véritables sociétaires mais comme de simples clients d'un bureau payant, astreints à un droit d'inscription et à des droits de placement déguisés en l'espèce sous le nom de cotisation...

« Attendu que l'acceptation de toute rétribution ou rémunération quelconque est formellement interdite aux gérants des bureaux de placement gratuits, que cette rétribution provienne des employeurs ou des employés, et quel qu'en doive être le bénéficiaire

la plupart des associations le placement s'effectue en tenant compte du rang d'inscription, des aptitudes professionnelles requises et de l'âge exigé par l'employeur, il arrive très souvent que les préposés sont l'objet de sollicitations de la part des ouvriers, et même parfois des patrons, pour obtenir une bonne place ou un bon employé (1). Est-il surprenant que, dans ces conditions, ils succombent à la tentation ?

Demandons-nous maintenant, comme nous avons fait pour les autres professions, quelles sont les appréciations portées par ces différentes œuvres de placement gratuit sur les effets de la loi de 1904.

Le secrétaire général de l'Union syndicale et mutuelle des restaurateurs et limonadiers du département de la Seine n'hésite pas à affirmer hautement que les bureaux appelés à disparaître ont trouvé le moyen de tourner la loi. Ils ont commencé par toucher l'indemnité que leur a allouée la ville de Paris, et ont continué leur ancienne exploitation, souvent dans les mêmes locaux, en changeant simplement de titre. En d'autres termes, les anciens placeurs constituaient des associations, et, sous le couvert

définitif; qu'il n'y a pas lieu de distinguer, surtout en matière pénale, là où la loi ne distingue pas ;

Par ces motifs... »

(*Enq. sur le placement*, 1909, p. 109).

(1) Voir *Enq. sur le placement*, 1909, p. 111.

de la mutualité, faisaient payer une cotisation mensuelle aux ouvriers.

Les syndicats ouvriers, de leur côté, reconnaissent que le placement qui avait considérablement augmenté au moment de la disparition des bureaux de placement, n'a pas tardé à diminuer parce que les agences se sont presque toutes rétablies sous d'autres dénominations. Aussi qu'est-il résulté de ces pratiques coupables ? Que les ouvriers pour avoir plus de chances de travail, ont été obligés d'adhérer à plusieurs sociétés, ce qui a entraîné pour eux des dépenses d'admission et de cotisation quelquefois très élevées.

Pour la plupart des syndicats ouvriers le seul remède à la situation consisterait dans le vote du projet de loi Coutant, qui laisse le monopole du placement aux syndicats ouvriers, ou à défaut aux mairies, le placement étant dans ce dernier cas assuré avec le concours de délégués professionnels nommés par les syndicats.

Les sociétés de secours mutuels ne sont pas mieux disposées pour la loi.

L'Etoile des garçons restaurateurs et limonadiers déclare que la loi n'a eu que de mauvais effets. Elle a fait dépenser inutilement un million 608.000 francs à la ville de Paris pour indemniser des placeurs qui s'empressent de créer des associa-

tions fictives qui leur permettent de continuer leur coupable industrie.

Le président de l'*Union amicale* de la Porte Saint-Martin estime que la loi a produit en général de bons effets, mais que, malheureusement, les patrons diminuent les ouvriers pour récupérer les frais de placement que la loi fait exclusivement peser sur eux.

Quant aux associations diverses, bien que les avis soient ici très partagés, la note qui paraît dominer est que le placement clandestin s'effectue d'une façon continue, et qu'il aurait été préférable de ne pas supprimer les placeurs parce que leur intermédiaire constituait le procédé le plus commode et le plus prompt pour procurer aux ouvriers du travail.

Nous arrêterons ici nos observations sur les professions dans lesquelles les bureaux autorisés ont été supprimés, bien que l'enquête consacre de longs développements à d'autres professions. Nous allons, dans quelques pages, étudier les résultats de l'enquête dans certaines des professions pour lesquelles les bureaux autorisés continuent à fonctionner.

**§ 2. — Professions dans lesquelles
les bureaux autorisés continuent à fonctionner.**

Nous nous bornerons, sous cette rubrique, à quelques renseignements sur les trois professions suivantes : 1° employés de banque, de commerce et d'industrie ; 2° domestiques en tous genres ; 3° membres de l'enseignement.

Employés de banque, de commerce et d'industrie.

Avant la loi de 1904, deux bureaux de placement autorisés fonctionnaient. De 1893 à 1897, ils avaient effectué une moyenne annuelle de 1.111 placements à demeure et de 84 en extra, au tarif de 3 p. 100 du salaire annuel et de 5 p. 100 pour les employés. A la fin de 1907, ils fonctionnaient encore, mais le tarif pour l'un d'eux tout au moins n'était plus que de 2 p. 100.

Les bureaux de placement municipaux avaient effectué, de 1896 à 1899, 29.237 placements à demeure et 3.147 en extra.

Quant aux syndicats et associations s'occupant de placement, elles ont toujours été très nombreuses, et beaucoup d'entre elles recevaient et reçoivent encore aujourd'hui des subventions plus ou moins importantes du conseil municipal de Paris. Citons, pour l'année 1907, la chambre syndicale

des employés qui recevait à ce titre 2.040 francs ; le syndicat des courtiers et représentants de commerce auquel était allouée une subvention de 1.276 francs ; la chambre syndicale des comptables et tenueurs de livres qui touchait 1.785 francs.

Il ressort d'une façon très nette de tous les renseignements qui ont été fournis que la loi du 14 mars 1904 n'a apporté, pour l'ensemble des diverses catégories d'employés de banque, de commerce et d'industrie, aucun changement dans la manière habituelle de se placer. C'est ainsi que le secrétaire de la chambre syndicale des employés constate que les employés de commerce proprement dits n'ont jamais eu recours, que dans une très faible mesure, aux bureaux de placement, ceux-ci ne faisaient guère le placement que pour les employés aux écritures. Mêmes déclarations chez le syndicat des employés du commerce et de l'industrie, chez le syndicat des représentants-voyageurs parisiens, chez le syndicat des dames employées du commerce et de l'industrie, chez l'institut professionnel féminin.

En ce qui concerne les bureaux de placement autorisés, au nombre de deux seulement comme nous l'avons vu, ils déclarent que leur clientèle avait diminué de 20 p. 100 environ, au début de l'application de la loi, mais qu'elle s'est peu à peu relevée

et qu'il est probable qu'en 1910, elle atteindra son niveau antérieur (1).

Domestiques en tous genres

Avant la loi de 1904, il existait à Paris et dans la banlieue 200 bureaux de placement autorisés, à raison de 186 pour Paris et 14 pour la banlieue. Sur ces 200 bureaux, 195 avaient effectué une moyenne annuelle de 123.857 placements à demeure et de 16.756 en extra.

À la fin de décembre 1907, il y avait 203 bureaux dont 183 à Paris et 20 en banlieue.

Les bureaux municipaux de placement avaient effectué, de 1896 à 1899, 66.424 placements à demeure et 1.625 en extra.

Les associations diverses s'occupant de placement étaient également très nombreuses. Il en était de même des syndicats. Leur nombre a augmenté d'une façon assez sensible, depuis la loi. Nous retrouvons dans ces associations et ces syndicats un droit d'admission et une cotisation annuelle, très variables l'un et l'autre.

D'une façon générale, les syndicats et associations se plaignent de la tolérance accordée aux bureaux de placement payants, de la formation d'officines

(1) *Enq. sur le placement*, 1909, p. 137.

louches et déguisées pour le placement en maisons bourgeoises, de l'envahissement de la main-d'œuvre étrangère dans la corporation, par la faute de certains bureaux de placement. La « chambre syndicale des gens de maison » est obligée de reconnaître que si le nombre de placements n'est pas plus élevé qu'il ne l'est, cela tient aux exigences de plus en plus grandes des domestiques.

La « société de secours mutuels des cochers et conducteurs d'automobiles de maisons bourgeoises » est une de celles qui a pris au point de vue du placement le plus de développement. Elle a pour pratique, lorsqu'une place est offerte, d'y adresser plusieurs personnes afin que le maître fixe lui-même son choix.

Le « Genêt », association pour l'amélioration du sort matériel et moral des gens de maison, indépendamment de son offre de placement gratuit, publie un bulletin officiel *le Serviteur*. Nul domestique ne peut être inscrit aux annonces du *Serviteur* que s'il a fourni des références rigoureusement contrôlées par les dames de « l'Union française pour la défense des jaunes ».

De même, à l'Association des commerçants de la rue de Longchamp, le placement se fait par relations et par la publicité d'une revue mensuelle, *le Tro-*

cadéro-Gazette, qui insère gratuitement les offres et demandes d'emploi pour gens de maisons (1).

Les appréciations sur les effets de la loi ne sont pas, en général, favorables.

Pour le syndicat patronal et mixte, l'*Union française du personnel des maisons bourgeoises*, la loi a été mauvaise et a eu pour conséquence de faire baisser les salaires. Même déclaration à la *Protectrice des gens de maison*. Les salaires baissent parce que les maîtres retiennent sur les appointements ou les diminuent pour récupérer les sommes qu'ils ont versées au placeur.

Ces syndicats reprochent à certains concierges de tenir de véritables bureaux de placement clandestins, avec registres d'offres et de demandes d'emplois, et de percevoir des sommes aussi bien des maîtres que des employés. Ils accusent aussi les marchands de vin de s'occuper de placement.

Les syndicats ouvriers constatent une diminution de leurs adhérents, et ils expliquent ce fait par la raison que les serviteurs ne payant plus de placement dans les bureaux, viennent moins nombreux au syndicat. Ils demandent la révision des tarifs des placeurs afin que les maîtres n'aient pas à payer, par suite du

(1) *Enq. sur le placement*, 1909, p. 158.

départ volontaire des domestiques, des sommes trop élevées et ne soient victimes des procédés abusifs pouvant résulter des collusions entre placeurs et serveurs. La meilleure solution serait, d'ailleurs, la suppression complète des bureaux de placement payants.

Pour l'*Association indépendante des gens de maison*, autre syndicat ouvrier, la loi n'a pas atteint son but parce que, par la diminution des gages que doit subir l'employé, c'est encore lui qui paye les frais de placement.

Les associations diverses sont, elles aussi, d'accord pour réclamer la suppression des bureaux de placement. L'Association des bonnes à tout faire, en constatant la crise que nous avons déjà signalée de la *bonne à tout faire*, se plaint de ce que les maisons et les œuvres religieuses qui s'occupent de placement, tout en trouvant le moyen de se faire payer, placent beaucoup plus que les bureaux payants et que les associations.

Enfin, les bureaux de placement autorisés déclarent, eux aussi, la loi mauvaise, non pas qu'elle ait eu pour effets d'amener une baisse dans leurs affaires, car cette baisse n'est pas appréciable, mais parce qu'elle a éloigné le personnel domestique, qui ne se fixe plus à aucun bureau. Ils se plaignent aussi de la concurrence que leur font de nombreux commerçants qui, pour rendre service à leur clientèle

bourgeoise et se l'attacher, s'occupent du placement des gens de maison (1).

Membres de l'enseignement.

Avant la loi de 1904, vingt-deux bureaux de placement fonctionnaient. Sur ces 22 bureaux, 21 avaient, de 1893 à 1897, effectué une moyenne annuelle de 10.523 placements à demeure et de 1.349 en extra, au tarif de 5 % du salaire annuel. A la fin de 1907, nous trouvons 24 bureaux existant, mais 22 seulement fonctionnant, sur lesquels 9 ne plaçaient que des membres de l'enseignement, et les 13 autres, à la fois des membres de l'enseignement, des employés et des domestiques.

Il paraît résulter des renseignements recueillis, que les membres de l'enseignement n'avaient jamais eu recours aux bureaux municipaux de placement.

Il y avait, en outre, comme offices de placement gratuits, 1 syndicat patronal et mixte, 4 syndicats ouvriers, et 3 associations diverses. Depuis la loi de 1904, il a été créé 2 nouveaux syndicats ouvriers.

Les sociétaires, faisant partie des diverses associations de l'enseignement, sont tenus de verser un droit d'admission qui varie de 2 francs à 10 francs, et une

(1) *Enq. sur le placement*, 1909, p. 166.

cotisation, soit mensuelle, soit annuelle, mais qui ne dépasse pas 12 francs par an.

Plusieurs de ces associations touchent des subventions de la ville de Paris. Citons, entre autres, l'« Association syndicale des professeurs de l'enseignement libre de France et de l'étranger », qui a ses bureaux à la Bourse du travail, à laquelle il est alloué une somme de 2.040 francs.

Contrairement à ce que nous avons constaté dans la majorité des autres professions, les appréciations sur les effets de la loi nouvelle sont plutôt favorables.

Le *Syndicat de l'enseignement libre supérieur et secondaire*, syndicat patronal et mixte, déclare que le nombre de placements effectués augmente de plus en plus. Nous extrayons, du rapport présenté à l'assemblée générale de ce syndicat, le 4 août 1908, les renseignements suivants : « Jamais nos commissions de placement et du contentieux n'ont joué un rôle aussi important, ni aussi bienfaisant que cette année dans l'ensemble de la profession. Jamais les affaires n'ont été si nombreuses, ni, en somme, les résultats si satisfaisants. Les offres, de part et d'autre, ont atteint le chiffre énorme, en l'espèce, d'un millier. En définitive, 450 de nos syndiqués ont obtenu des situations acceptables... ».

Même note au *Syndicat des membres et employés*

de l'enseignement privé, au Syndicat des instituteurs privés, à l'Association syndicale des professeurs de l'enseignement libre de France et de l'étranger. D'une très intéressante note adressée au ministère du travail, nous détachons les passages suivants : « La loi de 1904, malgré tous ses défauts, n'aurait-elle supprimé que le honteux trafic qui se faisait au grand jour sous le couvert du décret de 1851, nous estimons à l'Association syndicale, bien que convaincus que celle-ci soit, hélas ! très souvent violée, qu'elle a fait œuvre utile. Les placeurs percevaient 5 pour 100 d'honoraires de placement calculés sur onze mois, alors que le professeur n'était payé que pendant dix mois (année scolaire), et ce, à chaque nouveau placement. Lors du jugement que l'Association syndicale a obtenu contre X..., placeur, en 1902, celui-ci aurait prélevé, avec les honoraires qui faisaient l'objet de l'instance, 119 fr. 50 d'honoraires de placement, pour quatre mois de travail ayant rapporté au professeur un salaire de 180 francs et celui-ci, étant, le quatrième mois, attaché à un externat, avait donc dû se loger, se nourrir et se blanchir à ses frais. Mieux encore : pour un placement au pair (nourri, logé et souvent pas blanchi), le professeur libre devait payer au placeur 20 francs d'honoraires ! Où la malheureuse institutrice, le professeur pouvaient-ils trouver, prendre les 20 francs exigés ? Après ce succinct exposé, il ne nous reste-

rait plus qu'à demander la suppression radicale et immédiate des bureaux de placement pour notre corporation ».

L'Association pour la défense des écoles primaires catholiques estime, elle aussi, que la loi est bonne et équitable, parce qu'il n'est que juste que ce soit l'employeur qui paye tous les frais résultant du placement de ses employés.

Quant aux tenanciers des bureaux de placement autorisés, tout en admettant pour la plupart que la loi de 1904 n'a pas fait baisser le chiffre de leurs affaires, ils expriment l'opinion que cette loi a été d'une façon générale mauvaise pour le personnel enseignant, parce qu'elle a fait diminuer les appointements des professeurs dans de notables proportions, les chefs d'institutions ayant le désir de récupérer les dépenses que la loi leur impose. Ils se plaignent aussi que certaines personnes ayant des relations dans l'aristocratie et le clergé catholique placeraient comme professeurs d'anciens congréganistes, tout en se réservant dans l'opération une certaine part de bénéfices. Ils prétendent enfin que le *Manuel général de l'instruction primaire*, édité par la maison Hachette et qui publie des petites annonces au tarif de 0 fr. 15 les cinq mots, leur fait une redoutable concurrence.

SECTION III. — Considérations générales.

Nous nous proposons de grouper dans un certain nombre de paragraphes les réflexions que nous a inspirées la lecture de l'Office du travail.

§ 1. — Placement clandestin assuré par les associations (1).

Il paraît démontré par les résultats de l'enquête que, dans un tiers environ des associations, le personnel administratif se livre au placement payant clandestin. Ce personnel est recruté parmi d'anciens placeurs ou parents et commis de placeurs et parmi des placeurs clandestins. Après avoir fait à la préfecture de police la déclaration exigée par la loi pour les bureaux de placement, ces placeurs continuent à exiger des rétributions pour toutes les opérations de placement.

C'est surtout dans les professions de l'alimentation, dans lesquelles les bureaux autorisés ont été supprimés, que se pratique le placement clandestin. Beaucoup d'associations semblent avoir été créées uniquement pour tourner la loi du 14 mars 1904,

(1) Cette expression de « placement clandestin » est employée d'une façon courante par l'Office du travail. Nous reconnaissons qu'elle peut prêter à confusion. « Placement illicite » serait préférable.

leurs fondateurs continuant à percevoir sous le nom de cotisations ou de toute autre manière une rétribution des patrons ou des employés qui ont recours à leurs services.

§ 2. — Charges des sociétaires

Il est naturel que les associations qui ont des charges souvent lourdes, perçoivent de leurs membres des cotisations. Il est même presque impossible de concevoir qu'elles puissent vivre sans cela. Mais il est bien certain que beaucoup de ces associations exigent de leurs adhérents, à côté des cotisations, d'autres obligations pécuniaires souvent, semble-t-il, exagérées. C'est ainsi que plusieurs associations perçoivent, en outre de la cotisation, un droit d'admission, un droit fixe pour la vente de l'insigne social, du livret, quelquefois même une cotisation supplémentaire et renouvelable pour assurer le fonctionnement de certains de leurs services.

Voici quelle paraît être à cet égard la pratique dans les diverses associations.

La majorité des syndicats patronaux et mixtes exigent, à côté d'une cotisation qui est généralement inférieure de moitié pour les ouvriers à ce qu'elle est pour les patrons, un droit d'admission qui varie de 2 à 10 francs.

Les syndicats ouvriers perçoivent une cotisation

mensuelle qui est le plus souvent de un franc. La plupart (85 pour 100) exigent aussi un droit d'admission qui va de 0 fr. 25 à 5 francs.

Dans les sociétés de secours mutuels qui rendent à leurs adhérents des services beaucoup plus nombreux et d'un caractère spécial, nous voyons le taux annuel de la cotisation fixé de 8 fr. 40 à 44 fr. Le droit d'admission n'est souvent que de 2 francs, mais dans un certain nombre de sociétés il s'élève à 25, 50, 200, 230, 300 et 310 francs.

Enfin les associations diverses demandent à leurs membres une cotisation qui va de 2 à 36 francs avec des variations suivant la catégorie à laquelle appartiennent les adhérents. Dans les deux tiers environ de ces associations, on exige un droit d'admission de 1 à 10 francs.

Pour toutes ces associations, c'est dans les professions de l'alimentation, précisément celles où les bureaux payants ont été supprimés, que les charges pécuniaires imposées aux adhérents sont les plus lourdes.

Il est difficile de comparer le taux de la cotisation et celui du droit d'admission perçus par certaines associations avec les tarifs des bureaux autorisés desservant les professions correspondantes à celles de ces associations, parce que les droits perçus par les bureaux sont proportionnels au salaire de l'ou-

vrier ou de l'employé. Cependant, on peut dire que pour les bouchers et les boulangers, le droit d'admission maximum (3 à 5 francs et 1 à 10 francs) perçu par des associations libres correspond en partie au tarif (5 à 20 francs et 10 francs) qu'appliquaient les anciens placeurs de ces professions (1).

**§ 3. — Fonctionnement du service de placement
des associations.**

Parmi les associations, les unes, la majorité, ont un ou plusieurs fonctionnaires préposés à leur service de placement, mais dans un certain nombre dont les ressources sont faibles, nous ne trouvons pas semblable organisation et c'est par relations que s'opère le placement.

Les statuts de presque toutes les associations renferment des clauses interdisant, sous peine de renvoi immédiat, aux préposés au placement de recevoir des personnes qui ont recours à leurs services des rétributions ou gratifications. Cependant, il paraît résulter de tous les renseignements recueillis que ces prescriptions ne sont pas toujours observées et que, parfois, les préposés, trop vivement sollicités par les intéressés, se laissent aller à accepter des cadeaux ou des sommes d'argent. Des associations

(1) *Enquête sur le placement*, 1909, p. 25.

exigent même quelquefois pour leurs services de placement des cotisations spéciales ayant le caractère de véritables redevances. L'enquêteur cite le cas où dans un syndicat mixte qui ne s'occupe du placement qu'accessoirement, tout patron qui désire prendre un employé au syndicat doit verser 10 fr. par an dans la caisse syndicale pour faire fructifier la caisse de retraite et celui où, dans deux sociétés pour garçons d'hôtels, les sociétaires ou les femmes des sociétaires qui sont placés sont tenus de prendre un billet pour le bal de la société. On rencontre même dans une association pour garçons limonadiers-restaurateurs des statuts dont les clauses portent qu'il sera perçu un versement de 10 francs par place à demeure et 0 fr. 50 par journée d'extra ; il est en outre entendu que tout adhérent qui quitte son travail avant un mois ne sera redevable que de 0 fr. 25 par jour : le gérant de cette association a été condamné en 1907 à huit jours de prison et à 50 francs d'amende.

Nous avons vu, lorsque nous avons étudié la loi de 1904, que son article 8 interdit aux hôteliers, logeurs, restaurateurs et débitants de boissons de joindre à leurs établissements la tenue d'un bureau de placement, mais elle ne défend pas aux associations d'avoir leurs sièges dans ces mêmes établissements. Dans une lettre du ministre du commerce,

en date du 18 juin 1904, relative à l'application de la loi du 14 mars 1904 sur le placement, il est formellement dit que la disposition de l'article 8 ne concerne pas les associations. Voici ce que dit le ministre du commerce à ce sujet : « Il résulte nettement des textes que je viens de rappeler que c'est à l'hôtelier, logeur, etc., qu'il est interdit de tenir un bureau et qu'il n'est pas entré dans l'esprit du législateur d'interdire à une société de compagnonnage, ni à un syndicat professionnel de se réunir chez un marchand de vins pour recevoir les offres et demandes de travail. Mais sur ce point encore, il peut se produire des abus. Il serait illégal qu'un syndicat professionnel ou une société de compagnonnage se décharge, en une mesure quelconque, sur l'hôtelier, le logeur, le cabaretier chez lequel il aurait son siège, de la partie de ses attributions relatives au placement. Si, à un moment quelconque, le commerçant, même dans le cas particulier où il pourrait être légalement membre du syndicat, s'immisce dans les opérations du placement, soit en fournissant des renseignements à la place d'un délégué au placement, soit de toute autre manière et à plus forte raison s'il touche une rétribution directe en raison des opérations de placement effectuées chez lui, des poursuites judiciaires devront être exercées ».

On a constaté que, pour quelques professions, certains marchands de vins ont toujours des associations dans leurs établissements et les considèrent comme des annexes de leur commerce. Ils en favorisent la création parce qu'ils sont certains de tirer des bénéfices de leurs opérations. Il y a là, évidemment, une pratique abusive d'autant plus dangereuse qu'elle ne tombe pas sous le coup de la loi.

§ 4. — Subventions accordées aux associations faisant du placement gratuit.

En dehors des cotisations et des dons qu'elles peuvent recevoir, les associations faisant du placement touchent, du conseil municipal de Paris, une subvention globale et annuelle. Cette subvention était, en 1906 et 1907, de 131.000 francs ; sur cette somme, 110.000 francs étaient attribués aux syndicats ouvriers ayant leur siège à la Bourse du travail et 21.000 francs à diverses autres associations. En 1908, le conseil municipal a élevé à 115.000 francs la subvention des syndicats de la Bourse du travail.

§ 5. — Appréciations formulées par les associations sur les effets de la loi.

Il n'est pas sans intérêt de connaître les appréciations qui ont été formulées par les associations sur les effets de la loi.

Voici quelques renseignements qui nous sont fournis par l'enquête à ce sujet (1).

115 associations ont donné leur avis sur la loi de 1904. Elles se répartissent en 23 syndicats patronaux, 42 syndicats ouvriers, 18 sociétés de secours mutuels, 32 associations diverses, dont plus de la moitié avaient organisé leur service de placement à la promulgation de la loi. Bien que leurs appréciations ne soient pas toujours d'une précision parfaite, on peut établir la classification suivante : 41 associations considèrent que la loi a produit de mauvais effets ; 33 estiment qu'elle a été inutile et qu'elle n'est pas appliquée ; 29 reconnaissent, mais avec des restrictions, qu'elle a produit de bons effets ; enfin, 12 n'ont formulé que des appréciations indécises.

1° Associations reprochant à la loi d'avoir produit de mauvais effets.

Ces associations prétendent que, par suite de ce fait que la loi n'est pas rigoureusement appliquée, il est résulté une augmentation regrettable du placement clandestin, grâce à la constitution d'associations fictives fonctionnant surtout chez les marchands de vin et grâce à l'intermédiaire intéressé des concierges, placiers et autres commerçants.

(1) *Enquête sur le placement*, 1909, p. 36 et suiv.

Ils accusent encore la loi d'avoir contribué à augmenter le chômage à raison même de la multiplication des offices de placement qui attirent le personnel de la province ; d'avoir fait baisser les salaires parce que l'employeur cherche à récupérer les sommes qu'il a versées aux bureaux autorisés ou aux placeurs clandestins ; d'avoir causé un préjudice aux véritables associations ouvrières par suite de la concurrence que leur font les grandes associations patronales et par les associations fictives ; enfin, tout au moins dans certaines professions, d'avoir placé les ouvriers sous la dépendance des syndicats patronaux.

2° Associations déclarant que la loi est inutile et n'est pas appliquée.

Ces associations prétendent que la suppression des bureaux autorisés n'a nullement modifié la situation parce que, sous une forme ou une autre, c'est toujours l'employé qui supporte les frais du placement. Ils ajoutent que, grâce aux associations fictives, il y a tout autant de placements payants et clandestins qu'autrefois.

3° Associations estimant que la loi a produit de bons effets.

Ces associations qui sont, nous le savons, en minorité font remarquer que la loi de 1904 a eu cet

heureux résultat de faire augmenter, surtout au début de son application, dans les associations, le nombre des placements et celui des adhérents, de permettre aux employés de se placer facilement et sans frais, et de supprimer les collusions dont certains placeurs et patrons bénéficiaient au détriment de l'employé.

Il est également intéressant pour nous de connaître l'opinion sur cette question, de deux congrès importants qui se sont réunis dans l'année 1905 : le congrès de la Boulangerie française et le congrès de la Fédération nationale des travailleurs de l'alimentation.

Dans le premier de ces congrès organisés par l'Union des syndicats patronaux de la boulangerie française (16-18 mai 1905), le rapporteur chargé de la question du placement a estimé que la réforme de 1904 a eu des effets néfastes. Il en serait, d'après lui, résulté une gêne considérable pour le placement et les ouvriers boulangers étaient les premiers à regretter la disparition des bureaux payants.

Dans le second de ces congrès (25-29 septembre 1906), celui de la Fédération nationale des travailleurs de l'alimentation, les conclusions ont été tout à fait différentes, si nous en jugeons par l'ordre du jour énergique qui a terminé la discussion. Il est ainsi conçu : « Le congrès doit envisager à entre-

prendre une nouvelle campagne pour l'abolition définitive de ces cavernes de voleurs puisque, en tête de ces louches officines, ce sont toujours les mêmes placeurs qui exploitent les camarades sous les différentes étiquettes de mutualité et de philanthropie ».

Quelle devait être, enfin, l'opinion des placeurs dans les professions où ils ont été maintenus ? Comme il fallait s'y attendre, et sous le bénéfice de cette observation que neuf placeurs seulement, dont le président de la chambre syndicale des bureaux de placement autorisés, ont consenti à répondre aux questions de l'enquêteur, cette opinion est nettement défavorable. Aux yeux des placeurs, la loi a été mauvaise pour tout le monde : pour les employeurs, parce qu'elle a mis à leur charge exclusive les frais de placement ; pour les employés parce qu'elle a eu pour conséquence la baisse de leur salaire ; pour les placeurs enfin, parce qu'elle a fait, d'une façon générale, baisser leur chiffre d'affaires et leur a créé des difficultés pour le recrutement des employés.

§ 6. — Remèdes proposés à l'état de choses actuel.

On peut juger par les développements qui précèdent que, d'une façon générale, la loi de 1904 n'a pas donné satisfaction aux associations. Les plus modérées dans leurs revendications estiment que

des réformes profondes s'imposent dans la législation et dans l'application de la loi ; mais elles ne s'accordent pas sur la nature de ces réformes.

Sur les modifications à apporter à la loi, seules les associations appartenant à des professions dans lesquelles les bureaux autorisés ont été supprimés ont indiqué leurs desiderata au cours de l'enquête et ces desiderata varient selon qu'il s'agit d'associations patronales ou ouvrières. Les premières voudraient qu'on rétablisse les placeurs et qu'on interdise, d'une façon complète, les opérations de placement chez les débitants de boissons et les restaurateurs. Les secondes réclament l'interdiction aux délégués au placement des associations de faire la place chez les patrons, la prohibition pour les syndicats patronaux de s'occuper du placement, l'établissement du monopole du placement par les syndicats ouvriers ou par les maires sous la surveillance de délégués professionnels nommés par les syndicats. Notons, sur ce dernier point, que le quatrième congrès de la Fédération nationale des travailleurs de l'alimentation, qui se tint au mois de septembre 1906, eut à discuter la question de la monopolisation du « placement par les mairies sous le contrôle des syndicats ouvriers élisant des délégués au travail », et celle de la suppression des services de placement dans ces mêmes syndicats. Au cours de la

discussion, le délégué des limonadiers de Paris, ainsi que celui des pâtisseries, s'élevèrent contre la suppression des offices syndicaux, déclarant qu'ils considéraient le placement comme la base du recrutement syndicaliste dans l'alimentation. Finalement, le congrès, tout en reconnaissant que le placement est plutôt néfaste dans toute organisation ouvrière, vota le maintien du *statu quo* jusqu'au prochain congrès.

En ce qui concerne l'application de la loi, les vœux des associations paraissent être les suivants :

1° Surveillance plus active exercée sur les associations fictives et sur les commerçants marchands de vin et concierges qui font du placement clandestin.

2° Examen plus attentif, de la part des pouvoirs publics, des statuts et du fonctionnement des associations.

3° Augmentation des subventions accordées par les pouvoirs publics aux associations ouvrières et aux sociétés de secours mutuels. Rappelons, à cet égard, comme nous l'avons déjà fait remarquer, que le conseil municipal de Paris a une tendance à se montrer de plus en plus généreux vis-à-vis de ces institutions.

CHAPITRE III

Situation actuelle des bureaux municipaux de province.

L'Office du travail (année 1910) nous fournit d'intéressants renseignements sur la situation des bureaux municipaux de placement en province. Nous croyons devoir les résumer brièvement pour compléter nos développements antérieurs (1).

En 1909, le nombre des villes de province où fonctionnait un bureau municipal, s'élevait à 106. La loi était donc loin d'être appliquée. Il y avait, en France, à cette époque, 258 villes dont la population municipale totale dépassait 10.000 habitants. Dans 132 de ces villes, il n'existait aucun bureau municipal et dans 19 autres, on se bornait à recevoir à la mairie les offres et les demandes d'emploi, et de les porter à la connaissance du public en les transcrivant, soit sur des registres, soit sur des affiches placardées à l'extérieur, sans qu'on se préoccupât de

(1) *Bulletin de l'Office du travail*, 1910, p. 481 et s.

la suite donnée à ces demandes et à ces offres d'emploi. Il était bien évident qu'avec cette façon de procéder, l'obligation législative n'était pas remplie, puisque la loi a soin de distinguer entre la simple tenue de registres qui est imposée à toutes les communes, quelle que soit leur population, et la création de bureaux qu'elle a rendue obligatoire pour les seules villes de plus de 10.000 habitants.

Pour l'année 1909, les 106 villes de province dont nous venons de parler avaient effectué 43.491 placements dont 12.733 concernant des hommes et 24.992 concernant des femmes. Pour 5.766 placements aucune indication de sexe n'a été donnée (1).

Il résulte, de l'enquête à laquelle il a été procédé par les soins de l'Office du travail, que le fonctionnement des bureaux municipaux n'était, d'une façon générale, guère plus satisfaisant qu'en 1905.

En 1909, toutes les villes qui avaient répondu au questionnaire qui leur était adressé, ne possédaient qu'un seul bureau municipal, à l'exception de Lyon et de Bordeaux qui en possédaient 3, et du Havre, qui en possède 2.

(1) En Allemagne, il y a, à l'heure actuelle, près de 300 bureaux municipaux, fédérés entre eux. En 1908, le nombre des placements effectués par eux s'est élevé à 846.000, et, en 1907, à 929.000. Voir M. Capitant, *Cours de législation industrielle*, 1911-12, p. 191.

Rarement, les bureaux municipaux comportaient plusieurs pièces, et presque jamais ils ne comportaient un personnel spécial. Presque toujours, le ou les employés chargés de ce service avaient d'autres fonctions à remplir. On ne trouvait de femmes employées au placement que dans deux bureaux, à Lyon, au bureau réservé aux femmes, et à Nantes, où l'unique employée s'occupait à la fois du placement des hommes et des femmes. D'une façon générale, les bureaux ne s'occupaient pas de mettre en rapports la demande et l'offre du travail, leur seul rôle se bornant à enregistrer les offres et les demandes d'emploi. Le système le plus usité pour porter les offres et les demandes d'emplois à la connaissance des intéressés consistait dans leur inscription sur les registres, mais il était très rare que l'inscription se fit à la fois sur des registres et sur des fiches.

Dans 6 villes, outre l'inscription sur des registres ou sur des fiches, les demandes et offres d'emplois étaient portées à la connaissance du public par un tableau affiché à la porte du bureau de placement. A Lille et à Saint-Mandé, les bureaux inséraient, le premier tous les 15 jours, le second toutes les semaines, dans les journaux de la localité une note faisant connaître les places demandées et les places offertes.

Dans toutes ces villes, ce n'était qu'exceptionnellement que la mise en rapport des parties s'effectuait dans le bureau même, et seuls les bureaux de Lissieux et de Saint-Germain-en-Laye autorisaient les chômeurs à séjourner dans le local servant de bureau. Enfin, Bordeaux et Lyon étaient les seules villes à posséder le téléphone.

D'après l'Office du travail, la ville de Bordeaux méritait une mention particulière au point de vue de l'installation et de la tenue de son service de placement. Ce service comprenait un bureau central installé à la mairie et deux bureaux auxiliaires dans les quartiers éloignés du centre. Dans ces trois bureaux on trouvait une salle d'attente distincte du bureau. Le personnel était composé d'un chef de service et d'un préposé ; tous deux s'occupaient très activement de leurs fonctions. La pratique était d'envoyer des sujets aux patrons qui en demandaient jusqu'à ce qu'ils en eussent trouvé un à leur convenance. Le bureau de Bordeaux tenait enfin d'une façon très régulière sa statistique qu'il arrêtait tous les mois par sexes et par profession, tandis que dans la généralité des autres villes ce service était très négligé.

C'est dans le but de développer le placement municipal et de l'unifier qu'est intervenu, il y a quelques mois, le décret du 15 octobre 1911, réglant

l'emploi du crédit inscrit au budget pour subventions aux bureaux municipaux de placement gratuit. Il est indispensable d'en étudier les caractères principaux.

DECRET DU 15 OCTOBRE 1911 réglant l'emploi du crédit inscrit au budget pour subventions aux bureaux municipaux de placement gratuit (1).

Ce décret, qui a été pris par application de la loi de finances du 13 juillet 1911, commence par poser, dans son article 1^{er}, le principe que seules peuvent participer aux subventions de l'Etat les communes dont les bureaux de placement gratuits fonctionnent depuis trois mois au moins et répondent aux conditions déterminées par le présent décret.

Ces conditions sont les suivantes :

1° Tout bureau doit être placé sous le contrôle d'une commission paritaire, composée par moitié de patrons et d'ouvriers ou employés choisis parmi les principales professions appelées à avoir recours au placement.

2° Toute demande de subvention doit être accompagnée d'un exemplaire du règlement intérieur du

(1) Voir le texte de ce décret dans le *Journal officiel* du 26 octobre 1911, p. 8612, et dans le *Bulletin de l'Office du travail*, année 1911, p. 1128.

bureau de placement qui fait l'objet de la demande. Ce règlement déterminera le mode de recrutement des membres de la commission paritaire, la durée de leur mandat, la procédure de désignation du président, qui ne devra être ni un employeur, ni un ouvrier ou employé, la périodicité des séances, la procédure de contrôle de la gestion du bureau, les relations de la commission avec l'administration municipale, les fonctions et la rémunération du ou des agents préposés au placement, les conditions générales de tenue du bureau, etc. Dans toute délibération, les patrons et ouvriers ou employés ne doivent prendre part au vote qu'en nombre égal, le président n'ayant pas droit au vote.

3° Les subventions sont allouées par semestre, et pour chacune de ces répartitions semestrielles, le ministre du travail et de la prévoyance sociale fixe le taux d'après lequel le crédit est réparti entre les municipalités, mais il est tenu auparavant de s'entourer de l'avis d'une commission dont la composition est prévue par l'article 15. Elle comprend un sénateur, un député, le directeur du travail, le directeur ou chef du cabinet du ministre, le directeur général de la comptabilité publique ou son délégué, un inspecteur des finances, le sous-directeur du travail, deux représentants des municipalités ayant institué des bureaux municipaux paritaires de place-

ment gratuit, deux membres patrons et deux membres ouvriers du conseil supérieur du travail, élus par leurs collègues. Les membres de cette commission sont nommés chaque année par le ministre du travail et de la prévoyance sociale.

4° La subvention, dont le montant est fixé par arrêté ministériel, dans les six mois qui suivent le dernier jour du semestre auquel elles s'appliquent, comprend deux parts. Une première allocation est attribuée au placement local. Elle est calculée au prorata des dépenses imputées sur les ressources ordinaires du budget communal pour le service de placement, en tenant compte du nombre des placements effectués, et sans que le taux puisse excéder certains maxima fixés dans l'article 10. Une seconde concerne le service de placement interlocal. Si ce placement existe, il est attribué une allocation spéciale égale à la moitié des frais spéciaux de ce placement.

5° Aucune subvention n'est attribuée aux bureaux n'ayant pas effectué au moins 25 placements en moyenne par mois.

Tels sont les traits principaux de ce décret qui a introduit dans notre matière des principes qui avaient déjà trouvé leur application dans d'autres parties de notre droit industriel et dans d'autres

pays (1). Il est difficile de se prononcer sur son avenir, mais il faut reconnaître qu'il s'inspire du louable désir de concilier les intérêts des patrons et des salariés.

Tout aussi intéressante est la circulaire adressée, quelques jours plus tard, par le ministre du travail aux préfets sur les subventions aux bureaux municipaux de placement gratuit. Nous allons la résumer brièvement.

CIRCULAIRE DU 15 NOVEMBRE 1911, du ministre du travail, aux préfets, sur les subventions aux bureaux municipaux de placement gratuit (2).

Après avoir rappelé les dispositions principales du décret que nous venons d'analyser, le ministre du travail appelle l'attention des préfets sur ce point que la première préoccupation des municipalités doit être la nomination de la commission paritaire, et il engage à cette occasion les municipalités à choisir les membres de ces commissions dans les professions qui sont appelées le plus fréquemment à avoir

(1) Le système paritaire est emprunté à l'Allemagne où il constitue le trait caractéristique de l'organisation des bureaux municipaux. Voir à ce sujet de très intéressants renseignements dans le cours de M. Capitant, *Législation industrielle*, 1911-12, p. 190 et suiv.

(2) Voir *Office du travail*, 1911, p. 1130 et suiv.

recours au placement. Il fait remarquer à ce sujet que c'est une erreur de croire que le bureau municipal ne peut servir qu'à placer des ouvriers non qualifiés et des domestiques, l'expérience ayant démontré qu'à l'étranger les bureaux municipaux organisés suivant le système paritaire, plaçaient plus d'ouvriers de métier que d'ouvriers non qualifiés.

D'ailleurs, les administrations municipales sont libres d'organiser les commissions paritaires au mieux des intérêts du service du placement, sous réserve des dispositions essentielles prévues au décret. Il leur appartiendra notamment de préciser quelles doivent être les relations de la commission et de son président avec l'administration municipale, les comptes rendus à fournir, la responsabilité, la rémunération éventuelle des membres présents aux réunions de la commission.

Quant au règlement qui devra viser ces divers points, c'est à l'administration municipale qu'incombera le soin de le dresser. De même, devront figurer dans ce règlement tous les détails pratiques du fonctionnement du service.

Un des points sur lesquels le ministre insiste d'une façon spéciale est le choix des préposés au placement. Pour lui, la meilleure solution serait de laisser à la commission paritaire le soin de présenter des candidats à l'administration municipale, et il

indique les anciens ouvriers et les petits patrons comme pouvant faire d'excellents candidats parce qu'ils connaissent mieux que personne la situation industrielle de la localité.

Pour que les bureaux municipaux obtiennent le maximum de rendement avec le minimum de frais, ils doivent s'inspirer des règles de gestion d'une entreprise commerciale. Les formalités doivent être simplifiées et il faut mettre en œuvre tous les moyens destinés à solliciter la clientèle et à faciliter aux employeurs l'envoi des offres d'emplois. Le ministre du travail préconise à cet égard le téléphone qui est indispensable pour mettre le bureau de placement en relations rapides avec les employeurs ou les groupements patronaux ou ouvriers, et les modes usuels de publicité (affichage dans les endroits publics, annonces ou avis dans les journaux locaux, etc.) pour faire connaître les services que sont appelés à rendre les bureaux de placement municipaux et provoquer l'inscription du plus grand nombre possible d'offres et de demandes d'emploi.

En ce qui concerne les procédés d'enregistrement des offres et demandes d'emploi, le ministre estime que c'est à la municipalité, d'après l'avis de la commission paritaire, à décider d'après les usages locaux. Rien ne l'empêcherait d'ailleurs, si elle le ju-

geait bon, d'adopter un procédé différent pour chaque profession.

En principe, les premiers emplois vacants doivent être réservés aux chômeurs de la profession qui se sont fait inscrire les premiers, mais il y a d'autres considérations qui peuvent déterminer entre plusieurs candidats le choix du préposé, par exemple l'aptitude inégale à occuper l'emploi, le nombre des jours de chômage déjà subis.

En terminant, le ministre du travail insiste sur l'intérêt qu'il y aurait à organiser le placement dans l'agriculture, et pour cela préconise un service d'échanges et de communications postales ou téléphoniques entre les bureaux urbains et leurs correspondants dans les communes rurales, ou avec les syndicats agricoles.

Cette circulaire grandement inspirée de la pratique allemande est trop récente pour que nous puissions juger de ses résultats, mais il semble incontestable qu'en observant scrupuleusement les conseils qui leur sont donnés, les municipalités ne pourront que contribuer à diminuer le chômage et la misère. Le système des commissions paritaires a bien réussi en Allemagne. Il n'y a pas de raisons pour qu'il en soit autrement chez nous ; l'essentiel est qu'il entre dans les mœurs du pays, et cela est une affaire de temps et de patience.

CONCLUSION

Nous avons exposé les dispositions principales de la loi du 14 mars 1904 ; après avoir retracé son origine, nous avons consacré des développements suffisamment abondants aux résultats auxquels elle a abouti. Nous devons maintenant nous demander quelle est la valeur de la réforme accomplie il y a huit ans. Nous pouvons, semble-t-il, formuler nos conclusions avec d'autant plus d'indépendance et d'impartialité que la question des bureaux de placement, bien qu'étant toujours à l'ordre du jour, ne présente plus le même degré d'acuité qu'il y a une dizaine d'années et n'est plus susceptible de susciter aujourd'hui les mêmes désordres. Nous sommes donc bien placé par le recul du temps et l'apaisement des passions pour juger sainement de la question.

La loi du 14 mars 1904 a été essentiellement une loi d'essai et d'expérimentation sociale. Destinée surtout à calmer les réclamations des ouvriers, à

mettre fin à un régime qui avait engendré de la part des placeurs des abus indéniables et ne donnait pas au salarié les moyens de se défendre contre les exigences du capital, elle a abouti, en cherchant à concilier autant que possible tous les intérêts en présence, à ne donner complète satisfaction ni aux employeurs ni aux employés. Elle était annoncée comme devant être une victoire définitive pour les ouvriers ; elle n'a été, en réalité, pour eux, qu'un demi-succès qui leur permet seulement d'espérer que plus tard ils deviendront les maîtres du placement.

On peut expliquer ce résultat par la résistance du Sénat porté toujours par tempérament vers les solutions moyennes, et par la lassitude qui s'était emparée des adversaires les plus acharnés des bureaux de placement. La question traînait, depuis plus de quinze ans, entre le Sénat et la Chambre des députés ; depuis plus de vingt ans, les enquêtes succédaient aux enquêtes, les discussions de réunions publiques, les polémiques de presse devenaient tous les jours plus âpres et plus acharnées, en même temps que la popularité des députés socialistes se voyait de plus en plus atteinte parce qu'ils ne réussissaient pas à faire consacrer par la loi la suppression des bureaux de placement. Il n'est pas surprenant, dans ces conditions, que le jour où le Sénat eût consenti quelques concessions, ces mêmes députés

si ardents, si intransigeants autrefois aient accepté une solution qui ne donnait qu'une légère satisfaction aux classes laborieuses.

Faut-il conclure de ce que nous venons de dire que le législateur ait eu tort d'intervenir dans une matière qui aurait dû être laissée à la libre initiative des particuliers ? Nullement. Jamais intervention ne fut plus légitime. La matière du placement touche à la sociologie plus encore qu'à l'économie politique et l'Etat possède sur elle des droits qu'on ne saurait lui contester. Comme le dit M. Amblard dans sa très intéressante thèse sur les bureaux de placement, « l'Etat a le droit et le devoir d'intervenir quand il s'agit d'améliorer les rapports du capital et du travail, d'atténuer les souffrances qui résultent du salariat et d'aider à la suppression d'intermédiaires dont l'utilité est souvent contestable, toujours onéreuse » (1).

Il ne faut pas perdre de vue que le travail est une marchandise spéciale et nous ne saurions mieux faire à cet égard que de citer les éloquentes paroles de M. Alfred Fouillée : « Si l'on tient, disait-il en 1899, à ce que le travail soit une marchandise, c'est en tout cas une marchandise *sui generis*, ne ressemblant à aucune autre et ayant ses lois toutes

(1) Amblard, Thèse de doctorat, Paris, 1909.

spéciales. Avec elle, la personnalité humaine tout entière est en jeu ; derrière la main-d'œuvre, il y a l'homme. C'est là précisément ce qui complique tant les problèmes relatifs à l'organisation du travail. Les réduire à leur côté purement économique et matériel, c'est les abaisser et les mutiler ; ils ont un côté humain et social qui en fait la beauté mais aussi la difficulté et le péril ». Et M. Fouillée termine en observant que non seulement il est juste d'assurer au contrat de louage une liberté de plus en plus réelle, mais qu'il faut déterminer d'une manière précise le concours des facteurs dans l'œuvre de la production et appliquer à chacun sa vraie part.

Le législateur est donc intervenu dans le but d'introduire plus de justice dans les rapports du patron et de l'ouvrier et il s'est trouvé en présence de deux solutions possibles : supprimer avec ou sans indemnité tous les bureaux payants en n'autorisant que le fonctionnement du placement gratuit ou laisser subsister les bureaux payants mais avec possibilité pour les municipalités de les supprimer, tout en encourageant sous des formes multiples le placement gratuit. De ces deux solutions, c'est à la seconde qu'il s'est arrêté ; est-elle théoriquement la meilleure ? Il semble bien que non. L'idéal paraît être que l'employeur et l'employé aient la possibilité de

conclure librement un accord sans l'intervention d'intermédiaire d'aucune sorte et cela parce qu'ils sont les meilleurs juges de leurs intérêts réciproques. Sans doute, livré à lui seul, l'ouvrier pourra difficilement traiter en toute indépendance avec le patron parce qu'il agit sous la pression du besoin, souvent sous l'empire de la faim ; mais il trouvera dans son syndicat un protecteur naturel qui saura le défendre contre ses propres entraînements et sera pour lui le meilleur instrument de placement.

Puisque c'est à l'association ouvrière qu'il faut demander la solution du problème qui nous occupe, cela revient à dire qu'on doit supprimer d'une façon définitive les bureaux de placement payants. Mais cette solution n'était pas possible en 1904 et voici pourquoi. La Chambre des députés, à côté d'un parti socialiste composé de chefs ardents mais manquant de soldats, comprenait une majorité bien disposée en faveur des revendications ouvrières, mais pas assez enthousiaste pour forcer la main au gouvernement. Dans le Sénat se rencontrait un bloc républicain imposant, mais ce bloc était composé d'hommes qui poussaient jusqu'à l'exagération le respect de la propriété individuelle et avaient déjà témoigné dans plusieurs circonstances de leur esprit de résistance vis-à-vis des réformes ouvrières. Dans ces conditions, en présence des circonstances

politiques que nous venons de rappeler et en face d'un gouvernement qui se dérobaît sans cesse, comment la solution pouvait-elle être autre que celle qui est intervenue ?

Aujourd'hui, tout le monde est d'accord pour reconnaître que la loi de 1904 n'est pas parfaite et qu'elle exige des remaniements profonds. A notre avis, elle encourt deux reproches fondamentaux.

Le premier est qu'elle n'a pas prononcé la suppression obligatoire de tous les bureaux payants. Ces bureaux avaient donné lieu à des abus intolérables qui avaient parfois dégénéré en scandales. Leurs titulaires, jouissant d'un monopole de fait, prélevaient sur le salaire de l'ouvrier une dîme onéreuse et humiliante et, comme ils se considéraient en présence d'une marchandise humaine, n'hésitaient pas à avoir recours aux manœuvres les plus blâmables pour réaliser le plus de bénéfices possibles et augmenter la valeur de leur fonds. Une pareille situation ne pouvait à la longue que susciter les colères des ouvriers et creuser plus profond le fossé existant entre le capital et le travail. La loi de 1904 a eu le tort de ne pas y mettre fin d'une façon définitive.

La deuxième critique qu'on peut adresser à cette loi est relative à la question des indemnités payables aux placeurs dont l'office est supprimé. Qu'une in-

demnité soit due à ces industriels, c'est là un point contestable pour cette raison que le décret de 1852 ne leur a conféré qu'un droit révocable. Admettons toutefois, et beaucoup d'auteurs l'admettent, la légitimité de cette indemnité. Ne pouvait-elle pas être réglée d'une façon différente ?

A nos yeux la chose était facile. Rien n'empêchait le législateur de déclarer qu'à partir de la promulgation de la nouvelle loi, il ne serait plus créé de bureaux de placement et que tous les bureaux existants prendraient fin, d'une façon automatique, au bout d'un délai déterminé, par exemple un délai de cinq ans. Ce délai aurait été suffisant pour permettre aux détenteurs de ces bureaux de récupérer, grâce aux bénéfices qu'ils réaliseraient, le prix d'achat de leur établissement.

Au lieu d'avoir recours à cette procédure, le législateur a cru préférable d'assimiler notre hypothèse à celle de l'expropriation pour cause d'utilité publique et a déclaré que les bureaux ne pouvaient être supprimés que moyennant une indemnité en argent. Qu'est-il alors arrivé ? A Paris, il est vrai, dans un assez grand nombre de professions, les bureaux de placement payants ont été supprimés à cause de l'hostilité de la classe ouvrière et de la surexcitation de l'opinion publique à leur égard et surtout des promesses faites depuis longtemps par

le conseil municipal. Mais en province, sauf dans quelques grandes villes, la loi n'a, pour ainsi dire, pas été appliquée. Ce résultat était facile à prévoir. Il est aisé de comprendre que les communes dont les charges ne cessent d'augmenter par suite des lois nouvelles, telles que les lois scolaires et les lois d'assistance, hésitent à entreprendre des opérations comme celles du rachat des bureaux payants dont elles ne retireront aucun profit. Elles trouvent plus sage de maintenir le *statu quo* et se bornent à donner, sous forme d'argent ou de locaux, quelques maigres subventions aux œuvres privées de placement gratuit. Aussi on a pu dire, avec quelque raison, que la loi nouvelle a été faite uniquement pour Paris.

En résumé, après huit ans d'application de la loi, la situation, en ce qui concerne le placement payant, est la suivante : persistance partielle des bureaux de placement à Paris ; persistance presque totale de ces bureaux en province. Ce n'était certes pas ce qu'on pouvait espérer de la réforme. Un pareil résultat, qu'il ne faut pas hésiter à considérer comme très regrettable, aurait pu être évité, même avec le système de l'indemnité, en décidant soit que cette indemnité aurait été exclusivement à la charge de l'Etat, soit qu'elle aurait été remplacée par une prolongation d'existence des bureaux. On peut donc

proclamer hardiment que, sur ce point, la loi de 1904 a été une faillite.

Cette loi a-t-elle eu tout au moins pour conséquence de donner au placement gratuit l'essor sur lequel on comptait ?

Il est incontestable que le placement gratuit s'est développé. Il s'est développé d'une façon nécessaire dans les professions pour lesquelles les bureaux payants ont été supprimés, mais ceci ne s'applique guère qu'à Paris ; il s'est développé également dans celles où ils continuent à être tolérés. Mais, que ressort-il des renseignements qui nous sont fournis par les enquêtes de 1908, 1909, 1910, dont nous avons analysé les résultats ? Que trop souvent, sous le couvert d'associations légalement constituées, fonctionnent de véritables bureaux de placement avec tous leurs vices et tous leurs inconvénients ; que les hôteliers, les restaurateurs, les débitants de boissons profitant de ce qu'ils donnent asile dans leurs établissements à des associations s'occupent de placement, n'hésitent pas à faire eux-mêmes le métier de placeurs ; qu'enfin, les bureaux municipaux gratuits sont, fréquemment, mal installés, mal tenus, mal gérés. Et ici non plus, il n'est pas exagéré de soutenir que la loi de 1904 a échoué.

Si, enfin, nous ajoutons que les peines prévues par la loi sont manifestement insuffisantes, que les tri-

bunaux ont une tendance déplorable à ne prononcer contre les délinquants que des amendes insignifiantes et à mitiger leurs condamnations par l'application de la loi de sursis, n'arrivons-nous pas à cette conclusion que, dans cette loi qui n'est pas encore vieille de dix ans, de profondes réformes s'imposent ? La meilleure, à notre avis, serait de supprimer tous les bureaux autorisés, en réglant la question d'indemnité comme nous l'avons proposé. Cette réforme a-t-elle des chances d'aboutir ? Un des plus infatigables adversaires des bureaux de placement, M. Georges Berry, l'a pensé, sans doute, puisque, comme nous l'avons indiqué au commencement de notre étude, il a cru devoir déposer sur le bureau de la Chambre des députés, il y a quelques semaines à peine, une proposition de la loi relative à cette suppression.

Une pareille proposition n'a pas, nous semble-t-il, beaucoup de chances d'aboutir. L'esprit de la Chambre des députés n'est pas sensiblement différent de ce qu'il était en 1904 ; le Sénat, nous paraît tout aussi hostile à une réforme qu'il a autrefois énergiquement combattue et, quant au gouvernement, il est à craindre qu'il ne veuille pas prendre franchement position sur la question et en faire une affaire de cabinet. D'ailleurs, cette mesure, à la supposer votée, ne serait pas suffisante. A quoi bon faire disparaître les bureaux subsistants si l'on tolère dans

les associations qui les ont remplacées les mêmes pratiques et les mêmes abus ? Il ne faut pas que l'on puisse dire que les associations ne sont pas autre chose que des bureaux de placement, avec cette différence qu'elles assurent un placement moins bon.

Pour nous, les réformes les plus nécessaires, celles qui s'imposent à brève échéance, en attendant qu'il intervienne une loi nouvelle, sont les suivantes :

1° Obliger l'administration à exercer un contrôle beaucoup plus sérieux qu'elle ne le fait sur les établissements de placement, associations ou bureaux autorisés.

2° Multiplier les bureaux municipaux qui, eux tout au moins, se présentent à nous avec un caractère essentiellement gratuit, les faire connaître, grâce à une publicité bien comprise, de la classe ouvrière qui, trop souvent, les ignore, en élargir les attributions en y adjoignant une caisse de chômage. A ce point de vue, le décret du 15 octobre 1911 réglant les subventions aux bureaux municipaux de placement gratuit et la circulaire ministérielle du 15 novembre 1911, textes que nous avons analysés, méritent une entière approbation.

3° Modifier la loi de 1884 sur les syndicats ouvriers dans le sens d'une large extension de leur personnalité civile, ce qui leur permettrait de donner plus de développement à leurs services de placement.

4° Aggraver les pénalités prescrites par la loi de 1904.

5° Enfin, modifier la loi de 1904.

a) En interdisant toute opération de placement aux hôteliers, logeurs, restaurateurs ou débitants de boissons et en faisant défense aux agences de placement d'opérer dans les locaux dépendant, d'une manière quelconque, des établissements tenus par ces commerçants.

b) En n'autorisant les associations légalement constituées à effectuer ces mêmes opérations que lorsqu'elles présenteraient certaines garanties, telles qu'une année au moins d'existence effective, un nombre d'adhérents assez élevé pour justifier l'utilité d'un office de placement et des recettes suffisantes pour assurer le bon fonctionnement de leurs divers services dans les conditions prévues par leurs statuts. Ces garanties pourraient être déterminées par un règlement d'administration publique.

Ces dernières réformes sont celles qui sont suggérées par l'Office du travail dans son enquête de 1908. Nous estimons qu'avec celles que nous proposons, elles seraient de nature, tout en facilitant la répression du placement clandestin, à donner satisfaction, dans une large mesure, aux réclamations de l'opinion publique.

BIBLIOGRAPHIE

- AMBLARD. — L'application de la loi du 14 mars 1904 sur les bureaux de placement, thèse, Paris, 1909.
- BARBERET. — Les sociétés de secours mutuels.
- BECCI. — Le placement des ouvriers et employés des deux sexes et de toutes professions, et la loi du 14 mars 1904, thèse, Paris, 1906.
- BLANC (Louis). — Organisation du travail, Paris, 1848.
- BRY. — Cours élémentaire de législation industrielle.
Bulletin municipal de la ville de Paris.
- CAPITANT. — Cours de législation industrielle, 1911-1912, Pedone, Paris.
- CAUWÈS. — Economie politique, t. I^{er}, Paris, 1893.
- CHARBONNEL. — Etude sur le placement gratuit des employés, ouvriers et domestiques par les bureaux municipaux de Paris, 1896.
- DARMUSEY. — Le placement des ouvriers, employés et domestiques en France et à l'étranger, thèse, Paris, 1895.
- DONAT. — Des institutions de placement, thèse, province, 1895.
Economiste français. — Années 1904 à 1912.
- FONTAINE ET PICQUENARD. — La réglementation nouvelle des bureaux de placement, 1905.
- GIRAUD. — La question des bureaux de placement, thèse, province, 1899.

- JAY. — La protection légale du travailleur.
— L'organisation du travail par les syndicats professionnels.
— L'évolution du régime légal du travail.
- JOURDAN. — Les bureaux de placement d'après la loi de 1904, thèse, Paris, 1904.
- LEROY-BEAULIEU. — L'Etat moderne et ses fonctions, Paris, 1891.
— Traité d'économie politique, Paris, 1901.
- LESPINASSE. — Métiers et corporations de la ville de Paris, Paris, 1879-1897.
- LEVASSEUR. — Histoire des classes ouvrières en France, depuis la conquête de Jules César jusqu'à la Révolution, Paris, 1867.
- MOLINARI (DE). — Les bourses de travail, Paris, 1893.
Moniteur des syndicats ouvriers. — Bureaux de placement, mars 1904.
- Musée social*. — Bulletin, octobre 1898.
- NORMAND. — Etude comparée sur le placement en France et à l'étranger.
Office du travail. — Le placement des ouvriers, employés et domestiques en France, Paris, 1893.
— Seconde enquête sur le placement, Paris, 1901.
— Troisième enquête sur le placement, Paris, 1909.
— *Bulletin*. — Années 1894 à 1911. Année 1912, mois de janvier, février, mars, avril.
- PAYEN. — Le placement à Paris dans certaines professions depuis la loi de 1904 (*Economiste français*, 7 novembre 1908).
— Le placement dans certaines professions, d'après une enquête récente (*Economiste français*, 6 février 1909).
- PELLOUTIER. — Histoire des bourses du travail.
- PIC. — Traité élémentaire de législation industrielle (3^e éd., 1909).
Procès-verbaux des séances du conseil municipal de Paris.
Questions pratiques de législation ouvrière et d'économie sociale. — Années 1900 à 1911.

RATHERY. — Etude juridique sur les bureaux de placement,
thèse, Paris, 1904.

Revue d'économie politique.

SOREL. — L'avenir socialiste des syndicats, Paris, 1901.

Vu :

Le Doyen,

P. CAUWÈS.

Vu :

Le Président de la thèse,

RAOUL JAY.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	1
 PREMIÈRE PARTIE. — Historique des bureaux de place-	
ment.	15
CHAPITRE I. — <i>Le placement sous l'ancien régime</i> . . .	17
CHAPITRE II. — <i>Le placement à partir de la Révolution</i> <i>jusqu'au décret du 25 mars 1852</i>	23
CHAPITRE III. — <i>Le placement sous le régime du décret du</i> <i>25 mars 1852</i>	29
Section I. — Etude du décret	29
Section II. — Critiques adressées au décret du 25 mars 1852	34
§ 1 ^{er} — Tendances des tenanciers des bureaux de place- ment à exiger du travailleur avant son placement le versement d'un droit d'inscription	35
§ 2. — Perception par les bureaux d'un droit de place- ment beaucoup trop élevé	38
§ 3. — Tendance des bureaux à exiger à l'avance une partie des droits de placement et à ne pas restituer ces droits en cas de non placement	42
§ 4. — Tendance des bureaux à réserver les meil- leures places aux candidats qui leur offrent une commission plus forte	44
§ 5. — Tendance de certains placeurs à s'entendre	

avec des patrons peu scrupuleux pour favoriser le renvoi des ouvriers et augmenter ainsi leur chiffre d'affaires	46
§ 6. — Habitude des tenanciers des bureaux à annexer à leur établissement des débits de boissons ou des auberges	48
§ 7. — Excitation à la débauche et à l'espionnage	49
§ 8. — Défaut de surveillance des municipalités	50
 DEUXIÈME PARTIE. — Loi du 14 mars 1904	55
CHAPITRE I. — <i>Propositions de réforme et vote de la loi</i>	57
CHAPITRE II. — <i>Caractères de la loi du 14 mars 1904</i>	121
Section I. — Dispositions relatives aux bureaux payants	126
§ 1. — Réglementation des bureaux payants	126
§ 2. — Suppression des bureaux payants	134
Section II. — Dispositions ayant pour objet de développer le placement gratuit	141
§ 1. — Bureaux gratuits facultatifs	142
§ 2. — Bureaux gratuits obligatoires	152
Section III. — Bureaux auxquels la loi de 1904 ne s'applique pas	153
 TROISIÈME PARTIE. — Résultats de la loi du 14 mars 1904	157
CHAPITRE I. — <i>Résultats immédiats de la loi du 14 mars 1904</i>	159
Section I. — Bureaux payants	159
§ 1. — Bureaux payants à Paris	160
§ 2. — Bureaux payants en province	169
Section II. — Bureaux de placement gratuits	172
§ 1. — Bureaux municipaux de placement gratuit	173
§ 2. — Bureaux de syndicats, Bourses de travail, Associations légalement constituées	177

CHAPITRE II. — <i>Résultats de l'enquête de 1908 sur le placement des employés, ouvriers et domestiques à Paris, et renseignements complémentaires</i>	182
Section I. — Résultats généraux	185
§ 1. — Bureaux autorisés	185
§ 2. — Bureaux de placement municipaux	186
§ 3. — Associations faisant le placement.	197
Section II. — Résultats de l'enquête par profession	204
Section III. — Considérations générales	228
§ 1. — Placement clandestin assuré par les associations	228
§ 2. — Charges des sociétaires	229
§ 3. — Fonctionnement du service de placement des associations	231
§ 4. — Subventions accordées aux associations faisant du placement gratuit	234
§ 5. — Appréciations formulées par les associations sur les effets de la loi.	234
§ 6. Remèdes proposés à l'état de choses actuel	238
CHAPITRE III. — <i>Situation actuelle des bureaux municipaux de province</i>	241
Décret du 15 octobre 1911 réglant l'emploi du crédit inscrit au budget pour subvention aux bureaux municipaux de placement gratuit	245
Circulaire du 15 novembre 1911, du Ministre du Travail, aux Préfets, sur les subventions aux bureaux municipaux de placement gratuit	248
CONCLUSION.	253
BIBLIOGRAPHIE.	265

